

Les Premiers Établissements Français au Pays des Illinois

LA GUERRE DES RENARDS

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

F. Émile AUDET

Licencié en Droit

FERNAND SORLOT

7, RUE SERVANDONI, PARIS (6°)

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552024_0033

Les Premiers Établissements Français au Pays des Illinois

LA GUERRE DES RENARDS

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

F. Émile AUDET

Licencié en Droit

FERNAND SORLOT

7, RUE SERVANDONI, PARIS (6°)

1938



A LA MÉMOIRE DE MA CHÈRE FEMME

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

CHAPITRE PREMIER

Situation du Pays des Illinois. — Sa position géographique.
— Les grandes voies de communication entre les Grands Lacs et le Mississippi. — La nation indigène des Illinois ; leur migration forcée. — Les nations indigènes des Grands Lacs.

Le pays qu'il était convenu d'appeler, sous le régime français, « Le Pays des Illinois », comprenait un immense territoire dont l'Etat actuel ne représente qu'une partie ; il s'étendait en plus sur tout le cours alors connu de l'Ohio, et sur les deux rives du Mississippi.

Sa situation sur les terres hautes des bassins des Grands Lacs et du Mississippi lui donnait une importance économique et stratégique de premier ordre. Il commandait les trois principales communications qui reliaient ces deux grandes voies fluviales.

On pouvait, de la Baye des Puants (Green Bay), monter la rivière des Renards, et par un « portage » de deux milles, relier celle du Wisconsin, qu'on descendait jusqu'au confluent du Mississippi. Ce fut la route que prirent Marquette et Joliet, lorsqu'ils reconnurent ce fleuve, en 1673, et ce fut aussi pendant longtemps la plus fréquentée.

La seconde communication se faisait par la rivière de Chicagou (Chicago), au fond du lac Michigan, avec portage jusqu'à la rivière des Plaines (des Plaines River), puis la rivière des Illinois. On pouvait également, par la rivière Saint-Joseph, avec



le Duc d'Orléans, Premier Prince du Sang, par le S^r D'Anville (1746).

portage jusqu'à la rivière Théakiki (Kankakee) river), atteindre celle des Illinois, et de là le Mississipi.

On pouvait enfin, au sud du lac Erié, suivre la rivière des Miamis (Maumee River), avec portage à la rivière Ouabache (Wabash river), qui se jetait dans l'Ohio (1). Cette dernière voie était la plus courte et devint la plus usitée au début du xviii^e siècle, après l'établissement de Détroit, et alors que l'hostilité des Renards avait rendues impraticables les deux autres.

La nation qui a donné son nom à l'État de l'Illinois était une des plus peuplées du Continent. Ses soixante bourgades comprenaient 20.000 guerriers et 120.000 âmes (2).

Les Iroquois, habitant le sud du lac Ontario, pays naturellement pauvre en gibier, avaient envahi les riches contrées des Grands Lacs, et refoulé les tribus Algonquines, Huronnes et Outaouaises, sur les bords du Lac Supérieur et au delà du Mississipi.

Vers 1665, ils s'étaient attaqués à la nation illinoise et l'avaient décimée à tel point, qu'elle en fut réduite à dix villages qui ne comptaient plus que 8.000 âmes. Les survivants avaient été obligés, à leur tour, de quitter le pays.

La paix imposée par les Français aux Iroquois, en 1667, permettait aux Illinois de retourner chez eux ; mais la confusion parmi tous ces peuples avait

(1) On considérait à cette époque l'Ouabache comme un affluent du Mississipi et l'Ohio comme un simple affluent de l'Ouabache. Arch.col. B 43 : 677.

(2) Sur les Illinois : voir Mémoires de Perrot, publié par Tailhan S.J., pages 221 et suiv.

été si grande, et la terreur de l'Iroquois si violente, que seule la tribu des Kaskaskias avait profité de cette trêve en revenant au pays.

En 1673, on y comptait 74 cabanes représentant 3.000 indigènes, qui s'étaient établis sur les bords de la rivière des Illinois.

A la même époque, on trouve réunies à la Baye des Puants et à la rivière Wisconsin : les nations des Sakis, des Puants (Ménomites), et des Renards (Outagamis). Au sud, entre le Wisconsin et le Pays des Illinois, ce sont les Kikapoux et les Mascoutins, parents et alliés des Renards. Les Miamis habitaient la région de Chicago, qu'ils quittèrent au début du xvm^e siècle, pour la rivière Saint-Joseph, et plus tard, on les retrouvera, divisés en deux tribus (Miamis et Ouyatanons), le long de l'Ouabache, avec les Poutouatamis. Dans le haut du Mississipi, se trouvait la grande nation des Sioux. Enfin, après leur défaite par les Iroquois, les Outaouais étaient venus s'établir dans cette sorte de presqu'île, comprise entre les lacs Michigan et Huron, et commandaient, avec les sauvages hurons, le détroit de Michilimackinac (Mackinac), qui relie ces deux lacs.

CHAPITRE II

Les premiers pionniers de l'ouest. — Découverte du Mississipi, Marquette et Joliet. — Leur passage aux Illinois. — Expéditions de Cavelier de La Salle au pays des Illinois. — Premiers établissements ; fort Crève-cœur, fort Saint-Louis.

La poussée française vers l'ouest avait reçu sa première impulsion au temps de Champlain.

En 1634, Jean Nicolet s'était rendu aux pays des Mascoutins, il fut le premier Européen connu, qui explora la Baie des Puants, et pénétra même jusqu'à trois jours de navigation du Mississipi (1).

L'intendant Talon envoya en 1671, le Sieur de Saint Lussou, à Sainte-Marie-du-Sault où, devant quatorze nations réunies, il prit possession, au nom du Roi de France, de la région des Grands Lacs et de tous les pays de l'ouest qui s'y baignaient (2).

Huit ans plus tard, Duluth accomplissait la même cérémonie au pays des Sioux, et en 1689, Nicolas Perrot plantait le drapeau français à la Baye des Puants.

L'exploration du Pays des Illinois est intimement liée à la découverte du Mississipi. Cette politique d'expansion vers l'Ouest, fut reprise par Fron-

(1) Thwaites. « Jesuit Relations », p. 233-237.

(2) Sulte, « Mémoire de la Société Royale du Canada », Ottawa, 1918.

tenac. En 1672, sur l'avis de Talon, il envoya une expédition conduite par Joliet, auquel s'associa le Père Marquette.

Partis de Michilimakinac (3) le 17 mai 1673 avec cinq hommes, ils atteignirent le Mississipi par la Baie des Puants et le Wisconsin. Le 25 juin, ils aperçurent sur la rive droite un village qu'ils reconnurent être illinois, et le Grand Chef les accueillit par ces mots : « Que le soleil est beau, Français, quand tu nous viens visiter ». Ils descendirent ensuite le Mississipi jusqu'à l'Arkansas.

A leur retour, pour raccourcir leur chemin, ils remontèrent la Rivière des Illinois, admirant les merveilleuses plaines qui s'étendaient sur les deux rives, où le colon « pouvait mettre la charrue en terre, le premier jour de son arrivée ». Ils s'arrêtèrent au grand village illinois des Kaskaskias, où les sauvages les reçurent avec beaucoup de bienveillance, et après avoir obtenu de Marquette la promesse de revenir, ces derniers les accompagnèrent en bandes jusqu'à la rivière des Plaines. De là, par le portage de Chicagou, nos explorateurs atteignirent le lac Michigan et arrivèrent à la Baie des Puants, après quatre mois d'un voyage de 2.500 milles.

Le Père Marquette retourna seul aux Illinois, en automne 1674. Tombé malade, il dut hiverner à Chicagou, et aux premiers jours du printemps, il continua son voyage aux Kaskaskias, où le jour de Pâques, il célébrait la messe devant 1.500 guerriers avec leurs femmes et leurs enfants, fondant

(3) L'île de Michilimakinac est située entre les lacs Michigan et Huron, les Jésuites y avaient établi une mission en 1671. Ce fut pendant longtemps le principal poste de traite des lacs.

la première mission qu'il dédia à l'Immaculée Conception.

Sa santé l'obligeant à repartir, les Indiens l'accompagnèrent jusqu'à la rivière Saint-Joseph, après lui avoir indiqué une nouvelle route, celle de la rivière Théakiki (Kankakee River). Il mourut dans la solitude du Michigan le 18 mai 1675 (4).

La découverte de Joliet et Marquette, avait déterminé Frontenac à relier, par une chaîne de postes, le Saint-Laurent au Mississippi, et il avait chargé Robert-René Cavelier de La Salle, d'en assurer l'exécution. Déjà en 1673, il avait fait construire, sur le lac Ontario, le fort Katarokouy, que le roi, en 1675, donnait en propriété à La Salle, et celui-ci le nommait fort Frontenac.

Alors que Joliet s'était vu refuser par Colbert, une concession aux Illinois (5), La Salle recevait en 1678, par lettres patentes, la permission d'établir deux postes, l'un sur le lac Erie, l'autre « à la sortie du lac des Illinois » (lac Michigan), avec la seigneurie des terres qu'il découvrirait et peuplerait (6) ; immédiatement, au mois de mars 1679, il faisait construire un fort à Niagara, et mettre en chantier un bâtiment de quarante-cinq tonnes, « Le Griffon », qu'il laissait aux soins de son lieutenant Tonty. En octobre il arrivait à la rivière des Miamis et après y avoir construit un autre fort, descendait la rivière des Illinois par le portage de Théakiki, pour arriver au grand village indien qu'il

(4) Thwaites. « The Jesuit Relations », vol. 59, pages 86 et suivantes.

(5) Lorin, « Le comte de Frontenac », p. 201.

(6) Margry, « Mémoires et documents... », vol. I : 337.
Sur les expéditions de La Salle aux Illinois : Chesnel, « Histoire de Cavelier de La Salle ». Margry, « Découvertes et Etablissements », Tomes I-III.

trouva inhabité, les sauvages étant partis pour leur chasse d'hiver. A l'emplacement de la ville actuelle de Péoria, il fit élever un fort de pieux, auquel il donna le nom de « Crève-Cœur » et entreprit ensuite, pour descendre le Mississipi, la construction d'une barque.

Ici commencent les déboires de l'explorateur. Ne recevant pas de nouvelles du « Griffon » qui devait venir le ravitailler en cordages et en munitions, il laisse le commandement à Tonty, et le 1^{er} mars 1680, à pied, il retourne au Fort Frontenac, couvrant cinq cents lieues à travers « neiges, glaces, rivières et marais ». Là, il apprend la perte du « Griffon » ainsi que le naufrage d'un navire qui lui amenait de France 90 ouvriers et quantité de marchandises.

A la veille de repartir aux Illinois, on lui annonce que ses hommes ont déserté, après avoir détruit le fort et pillé les magasins. Malgré cette trahison, La Salle ne se décourage pas et se remet en route avec de nouveaux « engagés ». Il arrive le 1^{er} décembre au village des Illinois, où il ne trouve que « ruines et cadavres calcinés ».

Au Fort Crève-Cœur, Tonty n'était plus là. Il le cherche vainement jusqu'à l'embouchure du Mississipi, revient au Fort des Miamis où de La Forest, son second lieutenant, lui donne enfin des nouvelles du disparu.

En l'absence de son chef, il s'était retiré, avec cinq hommes, au grand village Illinois, où ils avaient été attaqués par des Iroquois, auteurs du carnage dont La Salle avait eu le spectacle, et Tonty avait dû se réfugier, d'abord à la Baie des Puants, puis à Michilimakinac.

La Salle, après un autre séjour à Montréal pour se ravitailler en marchandises et ramener des hom-

mes, est, à la fin du mois de décembre, de retour aux Miamis, où l'attend Tonty.

Ils passent cette fois par la rivière de Chicago, la rivière des Illinois, et le 6 février 1682 arrivent au Mississipi qu'ils descendent jusqu'à son embouchure.

A leur retour, en décembre 1682, ils entreprennent la première construction permanente au pays des Illinois, le Fort Saint-Louis. Il était situé à six lieues au-dessous du village Illinois, à gauche de la rivière, sur le haut d'un rocher, connu aujourd'hui sous le nom de « Starved Rock », « Rocher de la Faim », « escarpé presque de tous costez qu'elle (la rivière) baigne par le pic en sorte que on y peut puiser de l'eau du haut du rocher qui a environ six cents pieds de tour. Il n'est accessible que par un costé où la montée est encore assez haute. Ce costé est formé d'une palissade de pieux de chesne blanc de huit à dix pouces de diamètre et vingt-deux pieds de hauteur, flanqué de trois redoutes faites de poutres équarries mises l'une sur l'autre à la même hauteur, placées en sorte qu'elles s'entredescendent toutes. Le reste de l'enceinte du rocher est environné de palissades semblables, hautes seulement de quinze pieds, parce qu'il n'est pas accessible, et flanqué de quatre autres pareilles derrière la palissade. Il y a un parapet de gros arbres couchez de leur long l'un sur l'autre à la hauteur de deux hommes, le tout garni de terres, et au haut de la palissade une espèce de cheval de frise dont les pointes sont ferrées pour empêcher l'escalade » (7).

(7) Margry, « Mémoires et Documents », II, p. 175.

Ce rocher que le Père Charlevoix comparait à une forteresse (8), dominait une immense plaine qui bordait la rivière. Bientôt, vinrent s'abriter tout autour, une colonie d'Illinois, Miamis, Chaouanons et Abénakis, au nombre de 4.000 guerriers, représentant une population de 20.000 sauvages.

La Salle faisait ainsi du Pays des Illinois le dernier anneau de cette longue chaîne de postes qui reliaient le Mississippi au Canada.

(8) Charlevoix, « Histoire de la Nouvelle France », 381.

CHAPITRE III

Difficultés de La Salle aux Illinois. — Confiscation du fort Saint-Louis par La Barre. — Echec de La Barre avec les Iroquois.

Les succès que venait de remporter La Salle aux Illinois et sur le Mississippi, contrariaient les projets des Anglais qui, à la même époque, s'efforçaient aussi d'étendre leur influence dans l'ouest.

Après s'être débarrassés des Hollandais, en s'emparant de leur colonie de Manathe (New-York), ils avaient fondé la Compagnie d'Hudson, et monopolisaient à leur profit le commerce des fourrures dans la baie du même nom.

De leur côté, les colons de la Virginie tentaient d'entrer en relation avec les Indiens du Sud de l'Ohio. Voisins des Anglais, dont ils dépendaient pour les nécessités de la vie, par suite du manque de gibier sur leurs terres, les Iroquois étaient devenus leurs intermédiaires, et avaient envahi les nations des Lacs qu'ils avaient contraintes à traiter avec eux.

Mais la présence des Français arrêta l'écoulement des fourrures du côté des Anglais et menaçait l'existence même des Iroquois. La seule solution qui se présentât à eux, c'était de faire la guerre pour conquérir ces territoires et les exploiter eux-mêmes (1).

(1) Alvord, « The Illinois Country », 85-86.

Le succès de l'entreprise de La Salle dépendait de la possibilité de fournir des marchandises aux Indiens. Mais son protecteur Frontenac venait d'être remplacé par La Barre qui, dès son arrivée, avait pris ombrage de ses initiatives au pays des Illinois.

Après avoir construit le fort Saint-Louis, et monté un entrepôt à Chicagou, La Salle avait mis le Gouverneur au courant de toutes les difficultés avec lesquelles il était aux prises. Dans une autre lettre, il ne comprenait pas pourquoi les gens qu'il avait envoyés chercher des provisions à Québec, n'étaient pas revenus. Mais La Barre était entouré de marchands qui se trouvaient tous être des créanciers de La Salle, et convoitaient pour eux-mêmes l'exploitation des Illinois.

Aussi les demandes de La Salle restèrent-elles sans réponse ; il résolut donc de porter lui-même ses plaintes devant la Cour, et confia le poste à son fidèle lieutenant Tonty. Arrivé à Chicagou, il rencontra un envoyé de La Barre, le Chevalier de Baugy, qui le somma de lui remettre le commandement du Fort Saint-Louis. La Salle se soumit et écrivit à Tonty de le bien recevoir.

Auparavant le Gouverneur s'était emparé du fort de Frontenac et d'une barque de marchandises appartenant également à La Salle.

Pour servir les intérêts des créanciers de ce dernier, La Barre avait formé une compagnie de quatorze membres pour faire du commerce aux Illinois, et il avait donné l'ordre aux Iroquois, d'attaquer tous les canots français, qui n'auraient pas un passeport officiel dont on leur avait remis un fac-similé. Or, les sauvages, incapables de reconnaître ces passeports, pillèrent, au cours de l'hiver 1684, les canots des commerçants amis du Gouverneur, puis allèrent assiéger le Fort Saint-Louis. Tonty, qui

avait accepté de mauvaise grâce l'usurpation de Baugy, contribua cependant à la défense du poste. Après six jours de siège, les Iroquois durent se retirer, et quelques jours plus tard, Tonty recevait à son tour l'ordre de se rendre à Québec.

Pour punir les Iroquois, La Barre décida de faire une expédition militaire et envoya à Michilimackinac l'ordre à Duluth, La Durantet et Nicolas Perrot, d'engager leurs nations à y participer. Mais il commit l'imprudence de faire connaître ses projets au gouverneur de New-York, Dongan, qui s'empressa d'avertir les Iroquois.

L'entreprise échoua complètement, et non seulement les Iroquois ne firent aucune réparation pour les canots pillés, mais le Gouverneur dut accepter d'eux des conditions humiliantes, dont la pire était d'abandonner les Illinois à leur merci (2).

La Barre rejeta toutes les responsabilités sur La Salle, qu'il accusa d'avoir allumé la guerre entre Français et Iroquois (3), et prétendit même que ses découvertes n'avaient jamais existé (4).

Le père Zénobe Membré, récollet, qui avait fait partie de l'expédition de La Salle, avait précédé ce dernier en France pour rendre compte de ses explorations, et quand celui-ci se présenta, il n'eut pas de peine à se disculper devant le Roi, qui donna immédiatement ordre à La Barre de remettre à La Salle des forts de Frontenac et de Saint-Louis des Illinois.

(2) Lorin, opus. cit., page 285.

Alvord, opus. cit., 92.

Margry, opus. cit. II, 238 et s.

(3) Charlevoix, « Hist. génér. de la N. France », I, 470

(4) Margry, opus. cit., 329.

CHAPITRE IV

Tonty, commandant du fort Saint-Louis. — Expédition de Denonville. — Incursions des Iroquois sur les Grands Lacs et aux Illinois. — Massacre de Lachine. — Mort de La Salle. — Tonty et La Forest successeurs de La Salle aux Illinois. — Retour de Frontenac. — Rétablissement des postes. — Heureux effets de sa politique. — Abolition des congés ; fermeture des postes. — Paix générale avec les Iroquois. — Le poste des Illinois favorisé. — Sage administration de Tonty et La Forest.

Tonty reçut le commandement du Fort des Illinois qu'il réoccupa au mois de juin 1685 (1). Il s'empessa de reconstituer la Confédération indienne que les Iroquois avait dispersée, et rétablit la paix entre les Illinois et leurs voisins les Miamis. Deux mois plus tard, arrivait à Québec, avec de nouvelles troupes, le marquis de Denonville, envoyé par la Cour pour redonner à la France son prestige sérieusement compromis par La Barre.

Le nouveau gouverneur commença immédiatement ses préparatifs pour une seconde expédition contre les Iroquois, et s'assura la collaboration des commandants des postes « d'en haut » (2). Entre temps Tonty, ayant appris que La Salle, chargé par le Roi de découvrir les bouches du Mississipi, était

(1) Lettres et pièces relatives au Fort Saint-Louis des Illinois. Serrigny, p. 189.

(2) Étaient ainsi appelés, les territoires des grands Lacs.

descendu sur les côtes de Floride, et se trouvait en difficultés avec les Indiens, résolut d'aller à son secours. Il descendit le fleuve, mais ne le trouvant pas, il rentra à Québec rendre compte de son voyage à Denonville, qui le renvoya aussitôt aux Illinois pour préparer ses hommes à faire partie de son expédition.

Au printemps 1687, Perrot et Duluth se rendirent avec leurs sauvages à Michilimakinac pour y retrouver La Durantaye. Celui-ci eut beaucoup de mal à persuader les Outaouais de l'accompagner, ils avaient encore trop vif le souvenir de l'expédition de La Barre. Descendant ensuite par les lacs, ils rencontrèrent, près de Détroit, Tonty à la tête de seize Français et de deux cents Illinois, puis rejoignirent, au bord de l'Ontario, l'armée de Denonville, et le 13 juillet, huit cents Iroquois, qui avaient attaqué à l'improviste, étaient battus et rejetés sur leurs villages qu'ils incendièrent, avant de se réfugier chez les Anglais. Les Français durent se contenter de détruire leurs blés.

Au retour, Denonville fit ériger un fort à Niagara, sur l'emplacement du fortin construit par La Salle. L'année précédente, il avait entrepris l'érection d'un autre fort à Détroit, en avait confié le commandement à Duluth et fait venir une garnison de cent hommes, pensant ainsi fermer aux Anglais et aux Iroquois la route des pays d'en haut, et assurer la communication avec le pays des Illinois (3).

L'insuccès de la campagne avait eu ses répercussions chez les sauvages de l'ouest. Après s'être

(3) Margry, V : 22-23.

ravitailés à Montréal, les commandants avaient regagné leurs postes respectifs. A Michilimakinac, La Durantaye eut beaucoup de difficultés, pour empêcher de se rapprocher des Iroquois, ceux des Outaouais et des Hurons qui n'avaient pas voulu les combattre. Le frère de Duluth, La Tanette, eut autant de peine avec les sauvages du Nord pour les éloigner des comptoirs anglais de la Baie d'Hudson. Aux Illinois, en l'absence de Tonty, les hommes avaient saccagé le fort et fait main basse sur les marchandises (4). L'année suivante, une délégation d'Iroquois descendit à Montréal, et profitant de la faiblesse dans laquelle se trouvait la Nouvelle France, ne voulut consentir à faire la paix, qu'après avoir obtenu du gouvernement l'indépendance des cinq nations iroquoises et la remise de leurs prisonniers (5).

C'est alors que leur insolence ne connut plus de bornes ; les campagnes devinrent infestées de bandes de sauvages qui pillaient sans cesse les colons. La petite garnison du Fort Niagara, mise en danger, dut être évacuée et, le commandant de Détroit envoyé à Michilimakinac, le poste resta sans défense.

Le massacre de Lachine, près de Montréal, au mois d'août 1689, le plus terrible de l'histoire du Canada, mit un comble à l'affolement. On fut contraint d'abandonner le fort Frontenac devenu impossible à ravitailler, et, de crainte que les Anglais ne s'en emparent, on le fit sauter (6).

(4) Lorin, p. 338.

(5) Arch. Col. C 11 A 10 : 48. Traité du 16 Juin 1688.

(6) Margry, V. 42. Lorin 350.

Mais, par contre, la route des Grands Lacs et des Illinois leur devenait libre, à eux et à leurs alliés.

*
* *

Après la campagne contre les Iroquois, toujours sans nouvelles de La Salle, Tonty avait voulu faire une seconde reconnaissance au golfe du Mexique, mais Denonville, à cause de la situation précaire du pays, ne voulut pas se priver d'un homme « dont la bravoure et l'autorité sur les Illinois faisait un auxiliaire trop précieux » (7), et l'avait renvoyé au fort Saint-Louis.

Tonty y avait trouvé l'abbé Cavelier, frère de La Salle, qui avec quelques compagnons revenait de l'expédition du Texas ; l'abbé passa l'hiver sans rien révéler du sort du malheureux explorateur, qui avait été assassiné par ses hommes, et au printemps 1688, il repartit pour la France. En décembre, Tonty, ayant enfin appris la nouvelle de la tragédie, se lança au secours des survivants qui étaient restés au fort Saint-Louis du Texas. Son dévouement devait être inutile, ils avaient tous été massacrés (8).

Créanciers de La Salle, Tonty et La Forest obtinrent de la cour, en 1690, la concession de la Seigneurie des Illinois, aux mêmes conditions que leur prédécesseur, c'est-à-dire avec le monopole de traite dans toute la région, et l'engagement de pourvoir à sa défense (9).

(7) Lorin, 338.

(8) Kellogg, Mémoire de Tonty, « Early Narratives of the North-West », 311 et s.

(9) Margry, V, 51.

Ils formèrent entre eux une société au capital de vingt milles livres et en 1692, résolurent d'abandonner le fort Saint-Louis du Rocher, à cause de son inaccessibilité, et de la difficulté de l'approvisionner d'eau en cas d'attaque. Après avoir consulté les sauvages, ils en construisirent un autre, au village Pimitoui, situé à un mille et demi au nord de la sortie du lac Péoria (Pimitoui), qui n'était qu'un élargissement de la rivière des Illinois.

« C'était un fort de pieux d'environ 1.800 pieux. Deux maisons de pièce sur pièce, l'une pour les loger et l'autre pour servir de magasin. et deux autres maisons de pieux debouts pour loger les soldats » (10).

Ils en élevèrent un autre à Chicagou, sur l'emplacement de celui de La Salle, pour servir d'entrepôt à leurs marchandises, mais ils l'abandonnèrent bientôt pour celui de Pimitoui (11).

Au lendemain du massacre de Lachine, Frontenac, qui remplaçait Denonville, s'était immédiatement occupé de rétablir les communications et de ramener la confiance chez les nations alliées des Lacs. Il avait fait réoccuper le Fort Frontenac qui n'avait pas été complètement détruit, puis, au prin-

(10) Arch.Col. C 11 A 43 : 287. Mémoire sur l'estimation des bastimens et deffrichements que les Srs de la Forest et de Tonty ont fait faire aux Illinois, suivant le certificat du Sr de Liette du 19 Octobre 1720.

(11) Arch. Col. C 11 A 43 : 287. « il a aussi esté fait à Chicagou un fort d'environ huit cent pieux, deux maisons de pieces sur pieces, l'une pour loger l'autre pour servir de magⁿ et deux maisons de pieux debout pour loger les soldats ; il n'y a point esté mis de terre en valeur et le fort et les maisons ont été détruites au bout de six ans ». Le mémoire ajoute que « ce fort n'a esté construit que pour servir d'entrepot » et que Tonty et La Forest l'ont abandonné pour exploiter le poste de Pimitoui pendant quatre ans, après l'abandon de Chicagou.

temps 1690, avait envoyé Louis De La Porte, sieur de Louvigny, avec 150 hommes, pour remplacer La Durantaye et construire un fort à Michilimackinac. Le nouveau commandant n'épargna aucun effort pour briser les relations entre les Outaouais et les Iroquois (12).

Aux Illinois, sur la nouvelle rapportée par Tonty que les Anglais cherchaient à s'emparer du commerce de la rivière Ouabache et qu'un traiteur anglais, venu d'Albany, avait été vu aux Miamis, Frontenac avait fait construire deux forts, l'un sur la rivière Marameg avec Perrot, l'autre à la rivière Saint-Joseph, où il avait installé Courtemanche. Celui-ci dut bientôt y repousser une attaque soudaine d'Iroquois ; avec quelques Français il s'était joint aux Miamis, et leur infligea une défaite qui leur coûta beaucoup de morts (13).

Cette politique énergique eut des résultats immédiats ; dès le mois de juillet, Louvigny descendait à Montréal avec cent trois canots outaouais chargés de castors (14). En 1693, un autre convoi de sept cents hommes semait la panique chez les Iroquois qui surveillaient l'accès de la rivière Outaouais, tandis qu'il faisait renaitre la confiance dans la colonie. Frontenac reçut les chefs à sa table et les exhorta à ne pas cesser leurs attaques contre l'ennemi (15). En juillet 1696, à la tête de mille huit cents Français et cinq cents sauvages, lui-même se mettait en campagne contre les Iroquois-Onontagués, bien décidé d'en finir avec eux, et de leur

(12) Arch. Col. C 11 A 11 : 86 et s.

(13) Arch. Col. F 3, 6 : 376-83.

(14) Charlevoix, *Hist. de la Nouvelle France*, T. II : 54.

(15) Lorin : 416.

imposer ses conditions (16). Mais, suivant leur habitude, il avait trouvé leurs villages abandonnés.

Cette année-là, le Roi cédant à la pression des missionnaires, et des fermiers qui avaient un excédent de castors d'une valeur de 2.000 livres dans leurs magasins, supprima les congés de traite (17) pour les pays d'en haut.

Cette mesure allait entraîner la fermeture des postes, qui ne pouvaient se maintenir qu'avec la traite, et obliger les sauvages à aller chez les Anglais. En été 1697, une délégation d'Ouatouais vint se plaindre à Frontenac, que puisque leur « Père » ne leur envoyait plus de « poudre, fer et autres nécessités », ils ne reviendraient plus (18).

La politique indigène de Frontenac finit tout de même par triompher : en 1701, son successeur Callières signait la paix générale entre les Iroquois et les nations alliées.

La Cour avait cependant fait une exception pour le Fort Saint-Louis des Illinois et avait accordé à Tonty et à La Forest deux canots de provisions par an. Jusqu'alors, on avait octroyé de nombreux congés aux Illinois, sous prétexte que ce pays n'était pas compris dans le Canada, et il était devenu un centre très important de traite. Les deux conces-

(16) Frontenac avait à ce moment-là 76 ans, et on lui faisait franchir les portages sans qu'il ne descendît de son canot, « enlevé dedans sur les épaules de 50 sauvages qui chantaient et faisaient des cris de joie ». La Poterie, III, 274.

(17) Licence ou permis d'aller faire la traite chez les sauvages, accordé par le gouverneur aux familles nobles dans le besoin, qu'elles exploitaient elles-mêmes ou vendaient à des marchands. Un congé était limité à un canot chargé de marchandises.

(18) New York Colonial Documents, Vol. IX, 673.

sionnaires avaient largement profité de cette faveur, et étaient allés traiter jusqu'au nord du Lac Supérieur avec les congés additionnels qu'ils s'étaient procurés (19). En leur absence, ils avaient confié le Fort Saint-Louis aux soins du sieur Deliette (20), le cousin de Tonty (21).

Les années qui avaient suivi, sous le gouvernement de Tonty et de La Forest, furent des années de pleine prospérité, en dépit de la guerre incessante que faisaient les Iroquois aidés par les Anglais.

Le prestige de la France chez les sauvages avait été maintenu au prix d'une active vigilance de la part des deux commandants, et aux dépens de l'Iroquois, comme le constate le compte rendu d'une assemblée tenue le 11 avril 1694, pour établir le nombre exact d'Iroquois tués aux Illinois depuis 1687 : « ont déclaré avoir tué et amené 334 hommes et petits garçons et 111 femmes et petites filles ». Ce rapport était signé par Tonty, le père Gravier Jésuite et par sept colons français (22).

Cependant la restriction de traite avait rendu difficile le maintien du poste des Illinois. En 1698, La Forest partit reprendre son service au Canada, et retourna aux Illinois, en 1700 ; deux ans plus tard il fut envoyé au poste de Détroit dont il

(19) Lorin, 453. Alvord, 102. Margry, V. 66.

(20) Margry, V. 51.

(21) Voir : « Mémoire concernant le Pays Illinois » (Ayer, Collection, Newberry Library, Chicago), mémoire publié en 1721, signé : De Gannes, mais qui ne peut être autre que De Liette, pendant son long séjour aux Illinois.

(22) Rapports Archives du Canada 1905, p. 515.

prit le commandement en 1710 et mourut à Québec en 1714 (23).

Tonty abandonna définitivement les Illinois en 1700 pour rejoindre d'Iberville dans le bas du Mississippi où il succomba à la fièvre jaune pendant l'épidémie de 1704 (24).

Le Père Charlevoix, parlant de l'attachement qu'avait la nation illinoise pour les Français, louait le Christianisme qu'elle avait sincèrement embrassé et « la fermeté du Chevalier de Tonty et la sage conduite des Sieurs de La Forest et Deliette » (25).

(23) Alvord, « The Illinois Country », p. 110.

(24) Arch. Col., C 13 C 3 : 151.

(25) Charlevoix : « Histoire de la Nouvelle-France », page

CHAPITRE V

Les premiers missionnaires aux Illinois. — Les Jésuites à Chicagou, aux Péorias, aux Kaskaskias, migration de ces derniers sur la rivière Kaskaskia. — Etablissement des Missions Etrangères aux Tamaroas ; celui des Jésuites. — Conflit de juridiction sur cette mission. — L'administration civile des missionnaires. — Aperçu des premières inscriptions sur les registres de l'état civil.

Le Père Marquette, nous l'avons vu, fut le premier missionnaire à visiter les Illinois en 1673.

L'automne suivant, ainsi qu'il leur avait promis, il entreprit un second voyage, mais arrivé à la rivière de Chicagou, sa santé l'obligea à s'arrêter, et avec ses deux compagnons, il hiverna à l'endroit où s'élève aujourd'hui la ville de Chicago (1).

Au printemps 1775, il se rendit au grand village des Kaskaskias, et le vendredi saint, en présence de cinq cents chefs, quinze cents guerriers avec leurs femmes et enfants, il inaugurait la première mission aux Illinois, qu'il dédia à l'Immaculée Conception. A son retour la maladie le terrassa, et il mourut le 18 mai, sur les bords du lac Michigan, à l'entrée d'une petite rivière appelée aujourd'hui « Père Marquette river ».

(1) Un monument a été érigé à Chicago, à l'endroit où Marquette passa l'hiver 1774-75.

Le Père Allouez fut choisi pour continuer l'œuvre de Marquette. Ce vétéran de vingt ans de labours dans les missions de l'ouest, fit un premier et court séjour au grand village des Kaskaskias au printemps 1777. Nous le revoyons aux Illinois en 1779, mais apprenant l'arrivée de La Salle (2), il se retira chez les Miamis et mourut en 1689, à la Rivière Saint-Joseph. On accorde à ce dernier missionnaire d'avoir porté la parole de l'Évangile à plus de cent mille sauvages, et d'en avoir baptisé près de dix mille, durant les longues années de son apostolat parmi eux (3).

La Salle s'était fait accompagner dans son expédition aux Illinois par les pères Hennepin, Membéré et de la Ribourde, tous trois récollets. Il envoya le premier explorer le haut du Mississipi, où, tombé entre les mains des Sioux, il fut délivré par Duluth ; il retourna au Canada, de là en France et publia en 1683, la relation de son voyage (4).

Les pères Membéré et La Ribourde étaient restés avec Tonty au fort Crève-cœur, et en septembre 1681, forcés par l'hostilité des Iroquois, d'abandonner leur poste, ils se mirent en route pour la Baye, quand La Ribourde fut surpris par un parti

(2) La Salle croyait que les Jésuites indisposaient les sauvages contre lui en faisant croire aux Illinois qu'il voulait les livrer aux Iroquois, et à ces derniers, qu'il fournissait des armes aux Illinois (Margry, 11 : 33, 37).

(3) Kellog, « Early Narratives of the Northwest, 1634-1699, p. 97.

(4) « Description de la Louisiane nouvellement découverte au Sud-Ouest de la Nouvelle France ». En 1698, Hennepin publia « Nouvelle Découverte d'un très Grand Pays, situé dans l'Amérique, entre le Nouveau Mexique et la Mer Glaciale », dédié à Guillaume III d'Angleterre, où il s'approprie l'honneur d'avoir exploré l'embouchure du Mississipi, deux ans avant La Salle.

de Kikapous et on ne le revit plus. Quant au père Membré, il eut le bonheur d'accompagner La Salle jusqu'au bas du Mississipi ; il fit ensuite partie de sa fatale expédition de 1685 et fut massacré avec les vingt autres Français, laissés au Fort Saint-Louis du Texas en 1687.

Le portage de Chicago que Franquelin, sur sa carte de 1688, appelle « Fort Chicagou », était à cette époque le plus fréquenté ; La Salle y avait monté un entrepôt pour ses marchandises, et c'est là qu'il apprit de de Baugy, la confiscation par La Barre, du fort Saint-Louis et qu'il écrivit une lettre d'adieu à ses compagnons, en leur recommandant d'accueillir favorablement le nouveau commandant (5). Nous avons vu que Tonty et La Forest y construisirent un fort en 1693, et trois ans plus tard, le père Pierre-François Pinet fondait la mission de « l'Ange Gardien » et y élevait la première chapelle. Nous savons peu de choses sur cet établissement, excepté qu'il fut fermé en 1697, sur l'ordre de Frontenac, et ne fut réouvert que l'année suivante, sur une protestation que fit le père Gravier, à l'évêque de Québec. Pinet eut comme assistant le père Bineteau et fut remplacé, en 1701, par le père Jean Mermet, qui lui-même, quelques mois plus tard, était appelé pour diriger une nouvelle mission sur la rivière Ohio. Avec son départ, la mission de l'Ange Gardien disparut (6).

A la mort du père Allouez, l'évêque de Québec avait donné la direction des missions aux Illinois,

(5) Lettre autographe de La Salle, déposée aux archives de « Historical Society of Chicago », reproduite dans les rapports des Archives du Canada, 1905, p. LXII.

(6) Sur la mission de Chicago, voir Garraghan : « Chicago under the French Regime ».

au père Jacques Gravier, avec les pouvoirs de Vicaire Général. Il arriva au fort Saint-Louis vers 1690, où se trouvait déjà le Père Sebastien Rales, et deux ans plus tard, tous deux suivirent les Kaskaskias à Péoria, quand le fort du Rocher fut abandonné par Tonty et La Forest.

Ce fut là que Gravier organisa la mission de l'Immaculée Conception, commencée par Marquette en 1673, avec l'assistance des pères Binetcau et Gabriel Marest. Grâce à une parfaite maîtrise de la langue illinoise, ces missionnaires se dépensèrent sans compter pour évangéliser les sauvages, qui étaient, disait Marest, « lâches, traîtres, légers et inconscients, fourbes, naturellement voleurs... brutaux, sans honneur, capables de tout faire quand on est libéral à leur égard, mais ingrats et sans reconnaissance (7) ». Dès le lever du soleil, c'était les visites aux malades, ensuite la messe, puis l'enseignement du catéchisme, qui se continuait l'après-midi, puis venait la prière du soir. Rien ne les décourageait, ni les projectiles qu'on leur jetait, ni les dangers auxquels, par la jalousie des sorciers, ils étaient continuellement exposés (8).

La fondation de la Louisiane en 1699, provoqua une commotion aux Illinois ; à la nouvelle que les Français s'étaient établis sur le Mississipi, les Kaskaskias quittèrent les Péorias, afin de se rapprocher d'eux et s'éloigner de leurs ennemis, mais ils ne descendirent qu'à la rivière des Pères (aujourd'hui ville de Saint-Louis), et après deux ans et demi de séjour, allèrent se fixer définitivement à quarante lieues au nord du confluent de l'Ohio, sur une pe-

(7) *Lettres Edifiantes* : p. 322.

(8) « De Gannes, « mémoire concernant le pays Illinois » p. 30-40.

tite rivière située sur la rive gauche, et à deux lieues du Mississipi, qui prit le nom de Kaskaskia, et devint le centre de l'activité française pendant tout le dix-huitième siècle.

Le père Marest les avait suivis avec la majorité des colons français ; quant à Gravier, il était fortement opposé à cette migration, qui diminuait la population indienne sur la rivière des Illinois, et rendait ainsi moins sûre cette voie de communication, mais il était arrivé trop tard pour les en empêcher. Après s'être assuré que les Péorias ne quitteraient pas leur village, il descendit le Mississipi pour se concerter à ce sujet avec d'Iberville et revint parmi eux en 1700.

En 1705, à la suite du meurtre d'un soldat français, une révolte éclata aux Péorias, le grand chef Mantouchensa, dans une harangue violente, excita ses sauvages contre le père Gravier, et le désigna comme « celui qui les espionnait constamment » (9). Il fut attaqué et reçut une flèche dans le bras. Quelques jours après, deux cents sauvages venaient l'assiéger dans sa cabane, mais il fut sauvé par Michel Bisaillon, célèbre coureur de bois, très aimé des Indiens, qui le fit conduire en lieu sûr (10). Deux ans plus tard, il mourait à la Mobile, des suites de sa blessure.

Pour punir les Péorias, le Gouverneur du Canada fit défendre à tous les voyageurs d'aller traiter dans leur village. Ainsi, privés de tout, ils firent leur soumission et demandèrent un autre missionnaire ; on leur envoya le père de Ville.

En 1698, l'évêque de Saint-Vallier autorisa par

(9) Thwaites, *Jesuits Relations*, 66 : 53.

(10) *Mémoires de Michel Bisaillon*, Arch. Col. C 11 A 3 :

lettre patente les prêtres des Missions Etrangères à s'établir sur les deux rives du Mississipi et à créer une mission chez les Tamarouas. Cette autorisation avait été donnée huit ans plus tôt aux Jésuites, et elle leur permettait d'évangéliser tout le territoire des Illinois avec celui des Sioux, des Miamis et des Outaouas.

Le Séminaire de Québec envoya MM. Jolliet de Montigny, Supérieur et Vicaire général, Jean-François Buisson de Saint-Cosme, Antoine Davion et Thaumur de la Source. Ils quittaient Québec le 16 juillet 1698, accompagnés par Tonty qui leur servait de guide, s'arrêtaient à Chicago où ils furent reçus par les Pères Pinet et Bineteau. Ils se rendirent de là sur la rive droite du Mississipi, et le lendemain, Tonty alla aux Tamourouas et en ramena le chef qui invita les Missionnaires à visiter son village. C'était la première fois que les sauvages voyaient « des robes noires ». Les missionnaires continuèrent ensuite leur route jusqu'aux Arkansas et ce n'est qu'en mars 1699 qu'ils retournèrent aux Tamarouas pour créer leur mission. Le village était situé sur la rivière Cahokia, en face de la rivière des Pères ; il était habité par les « Tamarouas » qui formaient le tiers de la population ; les deux autres tiers étaient des Cahokias. De plus, des Miamis s'y étaient établis temporairement. Ce qui faisait en tout 150 cabanes et 2.000 sauvages.

Les Jésuites continuaient à les appeler Cahokia, ce qui piquait les prêtres des missions étrangères, dont les lettres patentes les désignaient sous le nom de Tamarouas.

Pendant que Saint-Cosme travaillait à édifier la résidence et la chapelle, de Montigny partit pour évangéliser les Taensas jusqu'au mois de mai, et retourna ensuite en France avec d'Iberville.

L'arrivée du Père Bineteau à Cahokia au mois de mai 1699 causa une surprise désagréable à Saint-Cosme ; celui-ci présentait que sa présence dans le village allait « faire de la division ». Il lui laissa cependant l'usage de sa chapelle pour l'instruction des indigènes.

Cette même année, le père Jésuite en accompagnant les sauvages dans leur chasse d'été, y contracta une pneumonie et dut retourner à Péoria où il mourut le jour de Noël.

Saint-Cosme fut envoyé aux Natchez en 1700 (11), et c'est l'abbé Marc Bergier qui le remplaça. Il était, tout comme le Père Gravier, investi par l'évêque de Québec des pouvoirs de Vicaire général, et de Supérieur des Missions Etrangères dans la vallée du Mississipi.

La mort du Père Bineteau privait les Indiens de missionnaire, les prêtres des missions étrangères ignorant tout de la langue des sauvages.

Le Père Pinet qui venait de quitter Chicago, fut alors choisi par Gravier pour le poste de Cahokia. Ses relations avec Bergier furent d'abord amicales ; ce dernier exerçait son ministère chez les Français, laissant les Indiens aux soins du Père Jésuite, mais cet arrangement, si satisfaisant qu'il parût, ne pouvait pas durer, car le but des prêtres des Missions Etrangères était d'évangéliser les Indiens et non les Français.

Aussi quand Bergier fut à même de se faire comprendre des sauvages, il enjoignit par lettre, le Père Pinet à ne plus exercer son ministère auprès d'eux, sous peine d'interdiction. Mais ce dernier n'en continua pas moins « vigoureusement ».

(11) Il fut massacré par les Sitimachas, alors qu'il descendait le Mississipi en 1706.

Les deux chapelles faisaient sonner leurs cloches par un Indien, appelant les sauvages aux offices du matin et du soir à la même heure (12).

La situation était peu édifiante, écrit Bergier. Le village était divisé en deux clans et il ajoute que le Père Pinet « avait de meilleurs défenseurs que lui », à cause de sa connaissance parfaite de leur langue.

Cette controverse, d'apparence futile, de juridiction sur un petit village indien, arrivait malheureusement au lendemain de la perte par les Jésuites, des missions du Tonkin, qui avaient été octroyées aux Missions Etrangères.

L'évêque de Saint-Vallier se rendit à Paris ; des correspondances s'échangèrent entre le Père Lachaise, confesseur de Louis XIV, et Monseigneur Laval, premier évêque de Québec, et Lamberville, procureur à Paris des Jésuites au Canada. Finalement, le Roi ordonna à une commission composée de l'archevêque d'Auch et des évêques de Chartres et Québec de trancher le différend, et le 7 juin 1701 ils rendaient un arrêt favorable aux Missions Etrangères (13).

(12) Lettres de Bergier, publiées par Gilbert Garraghan, S.J. dans « Illinois catholic Review », Octobre 1928.

(13) « En conséquence de l'ordre de Sa Majesté du 27 May dernier, avons donné au sujet de la contestation entre Mrs. des Missions Etrangères et les PP. Jésuites de Québec touchant la mission et établissement par eux prétendus aux Tamarouas. Nous soussignez, assemblez chez M. l'Archevêque d'Auch ce jour d'hui 7 Juin 1701 après avoir entendu toutes les parties les avons fait convenir à l'amiable de ce qui ensuit. C'est à savoir que Mrs. des Missions Etrangères demeureront seuls établis dans le lieu nommé des Tamarois et qu'ils y recevront fraternellement les PP. Jésuites lorsqu'ils y passeront pour aller assister les Illinois et Tamarois dans les lieux de leurs pêches et de leurs chasses auxquels lieux de pêches et de chasses les d. (its), PP. Jésuites pourront

Ce fut M. de Saint-Cosme jeune, qui rapporta en juin 1702 la décision. Le Père Pinet, après avoir une dernière fois célébré la messe et convié toutes ses ouailles à un banquet dans la cabane du chef, où il avait également invité Bergier, quitta les Tamarouas pour les Kaskaskias de la rivière des Pères. Il y mourut le 1^{er} août, et sur la demande du Père Marest, Bergier alla chanter l'absoute « pour l'édification des fidèles ».

Après le départ du Père Pinet, Bergier reconnut qu'il ne pouvait maintenir la mission sur le même pied que l'avait fait le Père Jésuite.

Un nouveau différent naquit ensuite sur la question de juridiction, Bergier prétendit que les pouvoirs du Vicaire Général, accordés au Père Gravier, ne s'étendaient que sur les missions indiennes, et que les siens devaient s'exercer sur tous les Français de la colonie des Illinois, même sur ceux qui résidaient dans les paroisses ressortissant des Jésuites. Les rapports n'en étaient pas moins restés amicaux. Et quand l'abbé Bergier mourut en 1707, le père Marest fit à pied, la nuit, les quinze lieux qui séparaient Kaskaskia de Caokia, pour aller lui rendre les derniers devoirs (14).

s'établir s'ils le jugent à propos, le tout sous le bon plaisir du Roy et en présence du consentement de M. l'Evêque de Québec fait et passé les d. jour et an que dessus. En foy de quoi avons signé conjointement avec les partyes. Suze, l'Archevêque d'Auch ; Charles, Evêque de Marseille, Paul, Evêque de Chartres, Jean, évêque de Québec ; De Brisacier, De Lamberville, Tiberge, Tremblay, De Karvillars. Ainsi signez.» Arch. Col. C 13 A 11 : 123.

(14) Sa mort fut interprétée comme une victoire par les sauvages. Ils se réunirent autour de la grande croix, dansant et invoquant leur « manitou », chacun s'attribuant à lui-même la gloire d'avoir tué le missionnaire, et brisèrent la croix.

Il n'y eut aucun missionnaire jusqu'à l'arrivée du nouveau Vicaire Général Dominique Varlet en 1712. Pendant son séjour qui dura cinq ans, il réussit par ses efforts à faire envoyer du Séminaire plusieurs autres missionnaires (15). En 1717, arrivaient trois nouveaux prêtres, MM. Calvarin, Thaumur de la Source et Mercier.

Les deux premiers furent remplacés peu après par les abbés Gagnon et Laurent. Mercier dirigea la mission des tribus du Missouri, et fut en 1723 nommé chapelain du Fort d'Orléans, commandé par Bourgmont. Il mourut aux Illinois en 1753.

Le Père Marest était arrivé aux Kaskaskias en 1698. L'épidémie qui ravagea le pays pendant l'été de 1714 ne l'épargna pas, et il mourut le 4 novembre de cette même année. Il avait eu comme collaborateur le Père Mermet.

Le Pays des Illinois à cette époque n'était pas encore rattaché à la Louisiane, et les Jésuites exerçaient le gouvernement civil à Kaskaskias.

C'était une tâche fort délicate ; la majeure partie de la population était formée de traiteurs et de coureurs de bois, qui s'y réfugiaient, pour échapper aux sanctions de leur pays ; ils étaient souvent la cause de désordres, excitant les Indiens à se faire la guerre entre eux, pour obtenir des esclaves qu'ils revendaient ensuite aux Anglais. Sur la demande des missionnaires, en 1708, Bienville fit monter un

(15) Rappelé en France, il fut nommé en 1719 évêque d'Ascalon et coadjuteur de l'évêque de Babylone, d'où il fut rappelé à cause de ses tendances jansénistes. Il se retira en Hollande et fonda l'Eglise schismatique d'Utrecht. Il fut excommunié après avoir publié plusieurs ouvrages, et mourut à Rhyn-Wick près d'Utrecht en 1742. — N.Y. Col. Doc. : Vol. IX : 890.

officier et six hommes pour rétablir l'ordre. En 1711, la situation devint si sérieuse, que le Père Marest manda de nouveau du secours au commandant, qui lui envoya dix hommes et un sergent. Ils durent rester quatre mois.

Pénicault, un des soldats de la troupe, nous a laissé une relation de son séjour au Pays des Illinois. Sur la vie des Indiens, il nous fait un tableau qui forme un contraste avec celui que nous donnait le Père Marest quelques années auparavant.

Ces sauvages s'étaient convertis, et étaient devenus fort adroits et laborieux dans la culture des terres. Ils faisaient l'élevage du bétail et récoltaient du blé ; leurs femmes se faisaient des robes en laine de bison, « comme celles de nos dames de France » (16).

Les Jésuites avaient élevé une très belle église avec trois chapelles. Ils avaient un moulin pour leur usage et celui des colons.

Vers 1715, il y avait environ quarante-cinq familles de colons ; les premiers arrivés étaient venus du Canada, mais, depuis la fondation de la Louisiane, le recrutement se faisait dans le bas du Mississippi. Plusieurs d'entre eux s'étaient mariés avec des Indiennes, comme nous l'indique le registre des baptêmes (17). Sur vingt et un enfants baptisés entre 1701 et 1731, dix-huit étaient de mères indiennes et, à une exception, de pères français. Le premier baptême inscrit est celui célébré par le Père Gravier, le 20 mars 1695, de Pierre Acault, fils de Michel, compagnon de La Salle, et de Maria Aramipéhicone. Le parrain était de Mautchy, représenté

(16) Margry : V. : 489-493. Relation de Pénicault.

(17) Déposé à « Saint-Louis University », cité par Mason.

par de Montmidy, et la marraine Maria Joanna, grand'mère de l'enfant.

Acault avait épousé la fille de Rouensa, grand chef des Kaskaskias, lui-même converti au Christianisme, et elle rendait de précieux services aux Missionnaires, comme préceptrice des enfants.

En 1700, Bergier confia le jeune Acault à l'évêque Saint-Valier de Québec, dans l'espoir de faire de lui un missionnaire. Nous le retrouvons aux Illinois, en 1725, sur un acte de cession de terrain (18).

Le Père Mermet baptisa en 1707 la fille de Tinioeontanticone et de George Thorel, dit « le Parisien » (19).

Nous relevons parmi les noms d'Indiennes :

Martha Merounonetamoncone,

Domitilia Tehuigouatoigouanakigaboucoue, et l'on ne peut s'empêcher de songer aux difficultés que durent avoir les deux missionnaires qui, pour les transcrire, n'avaient recours qu'à la phonétique.

Il faut aller jusqu'en 1715, pour trouver le premier baptême d'un enfant de parents français, Jean Pottier et Françoise de Brise ; dans la suite, cette dame La Brize servit de marraine dans presque tous les baptêmes, honneur qu'elle partageait avec une Catherine Juillet.

Le registre des mariages ne commence qu'en

(18) Ces originaux sont déposés au bureau d'enregistrement de « Randolph Country Illinois ».

(19) L'historien américain Edward G. Mason s'étonne à la pensée qu'un Français ait pu conserver dans les prairies de l'ouest l'élégance du Parisien pour qu'on lui en ait donné le surnom. « Kaskaskias and its parish record », p. 8.

1724. Un Français, Joseph Lorrain, épouse une Indienne, Marie Philippe, et a l'honneur d'avoir pour témoins le Chevalier Vincennes, commandant du poste Ouabache, fondateur de la ville de « Vincennes », dans l'Etat de l'Indiana, et Saint-Ange, fils, qui allait commander aux Illinois, jusqu'après la cession, en 1765.

Ces mariages, si souvent décriés, n'étaient pas sans avoir quelquefois leurs bons côtés, et le Père Bineteau se réjouissait que certaines des Indiennes, mariées aux Français, auraient pu servir d'exemple « dans les maisons de France les mieux réglées ».

En 1719, Kaskaskia fut érigée en paroisse (20). C'est cette même année, qu'arriva la garnison des Illinois, commandée par Boisbriant, premier gouverneur. En attendant la construction du Fort de Chartres, les hommes établirent leurs quartiers au village des Kaskaskias. Le Père Boullanger, aumônier des troupes, y exerçait les fonctions de curé de la paroisse, et en 1720, il quitta les Kaskaskias avec la garnison, pour aller s'installer au Fort de Chartres.

Ici, s'achève l'autorité civile des Missionnaires aux Illinois, pour faire place à l'autorité militaire. Le père Nicolas de Beaubois fut nommé à la paroisse. dorénavant réservée aux Français, et le père Jean-Charles Guymoneau se chargea de la mission des Indiens, située à une lieue et demie en amont de la rivière.

(20) Comme l'indique l'inscription suivante : « Registre des Baptêmes faits dans l'église de la Mission et dans la paroisse de la Conception de Notre-Dame », commence le 18 Juin 1719. Mason : opus cité, p. 9.

Voici la liste des missionnaires Jésuites au Pays des Illinois (21) :

- Marquette, le père Jacques, 1673-1675.
Allouez, le père Claude-Jean, 1674-1688.
Gravier, le père Jacques, 1688-1695, 1698-1706.
Rale, le père Sébastien,, 1691-1693.
Binneteau, le père Julien, 1696-1699.
Pinet, le père François, 1696-1697, 1700-1704.
Marest, le père Pierre-Gabriel, 1698-1714.
Alexandre, le frère, 1699.
Limoges, le père Joseph de, 1699-1700.
Gillet, le frère, 1702.
Guibert, le frère Jean-François, 1702-1712.
Le Boullenger, le père Jean-Antoine (Jean-Baptiste), 1703-1741.
Mermet, le père Jean, 1704-1716.
Ville, le père Jean-Marie de, 1707-1720.
Guymonneau, le père Jean-Charles (Gabriel), 1716-1736.
Beaubois, le père Nicholas-Ignace de, 1720-1724.
Kerében, le père Joseph-François de, 1725-1728.
Dumas, le père Jean, 1727-1740.
Outreleau, le père Etienne d', 1727-1728.
Tartarin, le père René, 1727-1730.
Senat, le père Antoine, 1734-1736.
Meurin, le père Sébastien-Louis, 1742-1763, 1763-1777.
Megendie, le frère Charles, 1747-1756.
Watrin, le père Philibert, 1747-1764.
Fourre, le père Joseph-Julien, 1749-1756.

(21) Alvord, « The Illinois Country », p. 199.

Guyenne, le père Alexis (Alexandre), Xavier de, 1732-1756.

Vivier, le père Louis, 1739-1753.

Pernelle, le frère Julien, 1755-1761.

Aubert, le père Jean-Baptiste, 1756-1764.

La Morinie, le père Jean-Baptiste de, 1760 ou 1761-1764.

Salleneuve, le père Jean-Baptiste (François) de 1761-1764.

Duvernai, le père Julien, 1763-1764.

Sur ce chapitre concernant les missions au Pays des Illinois, nous nous sommes inspirés des sources suivantes :

Thwaites : « Jesuit Relations », Tome 59 : 165, 185 ; tome 65 : 52, 53, 70 ; tome 64 : 161, 278 ; tome 66 : 43, 53, 123, 267, 245, 125, 253, 127, 231, 247, 255, 279, 89, 91, 341, 37, 127, 263.

Kellogg : « The Early Narratives of the North-West ».

Shea : « Catholic Church in Colonial days ».

Grover : « Father Pierre François Pinet ».

— « His Mission of the Guardian Angel at Chicago ».

Margry : « Découvertes et Etablissements ».

Garraghan, S.J. Gilbert J. : « Chicago under the French under the French Regime » publié par « Illinois State Historical Society ».

— « Early Settlements of the Illinois Country » dans « The Catholic Historical Review », Vol. XV (N.S. IX), Janvier 1930, N° 4.

A consulter en particulier sur les missions des Tamaroas : « Illinois Catholic Hist. Review », Vol. XI, Octobre 1928, N° 2 : « New light in old Cahokia ».

De Rochemonteix : « Les Jésuites et la Nouvelle France au xvii^e siècle », 111 Volumes, Paris 1895-1896.

Mason Edward J. : « Kaskaskias and its Parish Record », publié dans « Illinois in the 18th Century », Fergus Hist. Series. Chicago, 1881.

Borgias Palm (Sister Mary) : « The Jesuit Missions of the Illinois Country, 1673-1763 ». The Sisters of Notre-Dame, Cleveland, Ohio, 1933.

CHAPITRE VI

Fondation de la Louisiane par d'Iberville. — Ses grands projets sur le Mississippi. — Appréhension de la Nouvelle France. — Les mines aux Illinois. — Le Sueur. — Entreprise de Juchereau sur l'Ouabache.

En 1698, la Cour qui apprenait que les Anglais voulaient fonder un établissement aux bouches du Mississippi, décidait d'y envoyer d'Iberville.

Après avoir repéré exactement l'embouchure du fleuve, celui-ci retourna au Biloxi, où il construisit un fort, dont il laissa la garde à son enseigne : de Sauvole.

Entre temps, son jeune frère, de Bienville, en revenant d'une exploration dans le haut du Mississippi, avait rencontré une corvette anglaise à vingt lieues de l'embouchure, et l'avait contrainte à se retirer. Les Français avaient donc devancé de quelques jours seulement l'occupation anglaise du bassin du Mississippi. Le lieu de cette rencontre fut appelé depuis « le Détour à l'Anglais » (1).

D'Iberville décida aussitôt de faire élever un fortin, sur le Mississippi, à dix-huit lieues de son embouchure (2).

Les Anglais s'étaient déjà établis chez les Chicachas ; d'Iberville, à force de persuasion et aussi de présents, obtint de ces sauvages qu'ils les chassent

(1) Margry : Découvertes et Etablissements, IV : 361.

(2) Margry, *ibid.* : p. 363.

de leurs villages, et en 1702, avec l'aide du fidèle lieutenant de La Salle : Tonty, qui était descendu des Illinois en 1700 avec 30 Canadiens, il entreprit la construction d'un poste à Mobile (3).

Comme La Salle, il concevait un plan de grande envergure ; il voulait d'abord faire quatre grands établissements, au bas du Mississipi, aux Arkansas, à l'embouchure de l'Ouabache (Ohio) et enfin sur le Missouri ; pour empêcher les Anglais de traverser les montagnes, il désirait faire, des nations alliées, une muraille contre eux ; aussi se proposait-il d'établir les sauvages illinois dans la vallée de l'Ouabache, de faire occuper la rivière des Illinois par les Mascoutins, Kikapous et Miamis, et de faire descendre les Sioux dans le bas du Missouri ; ce qui lui permettrait de compter sur 23.800 familles de sauvages, représentant une armée de 12.000 hommes qu'il pourrait aisément lancer contre les Anglais.

D'Iberville voulait aussi rattacher à la Louisiane, le pays des Illinois et toutes les terres arrosées par les affluents du Mississipi, y compris le pays des Sioux 4).

Il serait alors facile d'établir avec les sauvages, un commerce de 60 à 80.000 peaux de buffles (bœufs illinois) et plus de 150.000 peaux de chevreuils, qui pourraient rapporter à la France plus de deux millions et demi de livres par an, sans compter la laine qu'on tirerait de ces buffles, et d'« autres menues pelleteries », pour un montant de plus de 200.000 livres (5).

(3) Margry, « Découvertes et Etablissements », IV : 516.

(4) Margry : T.IV : 621. Lettre de d'Iberville au Ministre, 18 Juin 1703.

(5) Idem, T.IV : 593 et suiv.

Les Directeurs de la Compagnie du Canada s'alarmèrent, et le Gouverneur de la Nouvelle-France, Callières, qui voulait conserver dans son gouvernement, le pays des Illinois, protesta vigoureusement, auprès du ministre, contre les projets D'Iberville, qui ruineraient le commerce des fourrures du Canada (6). Le ministre s'était montré sceptique sur la réalisation du plan de d'Iberville, et l'affaire en resta là (7).

D'Iberville fondait de grandes espérances sur les mines, qu'on disait exister aux Illinois. Le Sueur, à qui le Roi avait donné l'autorisation d'exploiter les mines, dans le haut du Mississipi, accusé de faire la traite du castor, se la vit retirer par la cour en 1699. Il revint en 1700 avec D'Iberville ; après avoir remonté le Mississipi avec 30 hommes, sur une grande felouque et deux canots jusqu'aux Tamarouas, il visita les mines de Galéna et se rendit jusqu'à la Rivière Saint-Pierre, aujourd'hui Minnesota River, où il bâtit le fort « l'Huillier ». Il rapporta avec lui deux mille quintaux de minerais sans valeur, qu'il présenta au ministre ; l'entreprise fut abandonnée (8).

Diron d'Artaguiette, commissaire général de la Louisiane, était aussi allé aux Illinois, et avait extrait des échantillons de cuivre et de plomb qu'il expédia en France.

Le poste qu'il importait de créer le plus rapidement, était celui de l'embouchure de l'Ouabache ; d'Iberville en fut d'autant plus convaincu, qu'il apprit que les Anglais, dans une récente expédition,

(6) Arch. Col. C 11 A 19 : 8, 9, 302. Callières au Ministre.

(7) Margry : T.V, 607 et suiv.

(8) Id. : V. 400-420.

en mars 1700, sur le Mississipii, étaient descendus par les rivières Tennesse et Ouabache, pour se rendre aux Arkansas, avec des ordres précis du gouverneur de la Caroline de s'y établir, comme pays dépendant de l'Angleterre, et que des traiteurs français des Illinois s'étaient servis de la même route, pour livrer leurs fourrures (9).

D'Iberville fit obtenir du ministre une concession de terre au Sieur Juchereau de Saint-Denys, lieutenant général de Montréal, pour y établir une tannerie et exploiter, s'il en trouvait, les mines de cuivre et de plomb ; on l'autorisait à envoyer trois canots par an à Montréal, pour s'approvisionner, mais on lui interdisait de « faire du castor ».

Les Directeurs de la Compagnie du Canada, s'étaient opposés à cette entreprise, prétendant que Juchereau, en descendant, ne manquerait pas d'enlever tous les castors qu'il pourrait trouver ; s'il n'avait pas ce dessein, pourquoi s'approvisionnait-il par le Canada, alors qu'il lui était plus facile de le faire, par les bateaux qui arrivent à la Louisiane (10) ?

Sur l'offre de Juchereau, qu'on lui envoyât des gens pour le surveiller, les directeurs avaient insinué « qu'il n'y aurait pas même de seureté pour la vie de ces personnes ». La Compagnie le fit tout de même accompagner d'un inspecteur, le Sieur de Boishébert.

A Michilimakinak, par suite d'une disette, Juchereau avait été forcé de traiter du castor pour acheter des vivres, ce que Boishébert ne manqua pas de rapporter à la Compagnie, alors que lui-

(9) Arch. Col. C 13 C 2 : 23. Alvord : 133.

(10) Arch. Col. C 11 A 36 : 396, 398, 399.

même était si chargé de castors, qu'il avait été obligé de laisser ses gens en arrière, et de demander une place dans le canot de Juchereau, donnant ainsi l'hospitalité à un homme « qu'on envoie exprès pour espier » (11).

Juchereau établit sa tannerie sur une hauteur qui surplombe l'Ouabache, à deux lieues en amont de son embouchure, sur la rive droite, aujourd'hui Cairo (12).

Il fit venir les Mascoutins pour faire ses chasses, et leur donna comme missionnaire le Père Mermet. L'entreprise était exposée aux intrigues des Anglais, qui cherchaient à se concilier les Miamis, par l'entremise des Iroquois Tsonnontouans, leurs voisins, et ceux qu'ils parvenaient à gagner, s'efforçaient de chasser les Français et d'indisposer contre eux les Mascoutins ; pour comble, une épidémie de malaria sévit sur la colonie, décimant la moitié du village, et les Mascoutins s'en prirent au Père Mermet, croyant, dans leur superstition, que c'était le manitou des chrétiens qui les faisait mourir.

Juchereau succombait à son tour et l'entreprise ne fut pas poursuivie (13).

(11) Arch. Col. C 11 A 36 : 402, 411, 412.

(12) Arch. Nat. Col. C 13 C 1 : 346. Ce document situe le poste sur la rive droite, mais la description est faite en se plaçant face à l'embouchure. Alvord, p. 134.

(13) Margry V : 368. VI : 180. Charlevoix, « Histoire de la Nouvelle France », p. 266-267. Winsor : « Mississippi Basin » ; 70. Alvord : 134.

CHAPITRE VII

Les débuts pénibles de la Louisiane. — Concession de la colonie à Crozat. — Coopération indispensable du Canada. — Création de postes sur le Mississipi ; celui de l'Ouabache. — Opposition de Cadillac. — Rétrocession de la Louisiane au Roy.

La France, toute absorbée par la Guerre de Succession d'Espagne, délaissait la Louisiane.

Les colons avaient été recrutés chez les prisonniers et les indésirables de la métropole, tous gens paresseux qui ne voulaient « rien faire » et que la colonie était obligée de nourrir ; et comme de 1708 à 1712, aucun bateau n'était arrivé de France, la population était tombée dans la plus grande misère, et la garnison réduite à vivre chez les sauvages.

De plus, Bienville avait à protéger le pays, contre les menées anglaises chez les Indiens, et à les empêcher de s'allier avec les nombreuses nations de Chicasas et des Chactas. La Caroline comptait en 1708, neuf mille cinq cents habitants, et la France n'avait donné à Bienville qu'une garnison de 150 hommes ; l'année précédente, il était accouru avec une poignée d'hommes au secours de Pensacola assiégée par les Anglais, aidés de 1.200 sauvages, et les avait contraints à se retirer.

La fin de la guerre rétablissait en 1712 les communications avec la France (1).

(1) Arch. Col. C 13 C 4 : 45. Mémoire de Bienville.

Le 14 septembre de cette même année, des lettres patentes accordaient à un grand financier français, Antoine Crozat, le monopole du commerce pour quinze ans, et à perpétuité, la propriété des mines, des manufactures et des terres défrichées jusqu'alors. Sa concession s'étendait depuis la mer jusqu'à et y compris Ouabache, le pays des Illinois restant au Canada (2).

Antoine de Lamothe Cadillac, qui avait été commandant à Michilimakinak, puis à Détroit, fut choisi en 1710 par le roi, gouverneur de la Louisiane (3), mais n'arriva que le 5 juin 1713. Il avait trouvé le pays dans un piètre état, avec une population « amas de la lie du Canada » qu'on avait recrutée « parmi les gens de sac et de corde ».

La mésentente naquit, dès le premier jour, entre Cadillac et le Commissaire ordonnateur Duclos, à un tel point que ce dernier demandait son rappel en France, ne comprenant pas « qu'un homme choisi par Monseigneur Ponchartrain pour estre à la tête d'une province, fut un aussi grand tracassier et aussi fourbe qu'un M. de La Mothe » (4).

Cadillac n'était pas aimé non plus des sauvages qu'il indisposait par son arrogance et sa morgue (5).

Pour le succès de son entreprise, Crozat fondait de grands espoirs sur le commerce qu'il pourrait faire avec les Espagnols, mais la Cour de Madrid s'était opposée à tout échange avec la Louisiane (6).

(2) Arch. Col. B 42 bis : 1. Lettres patentes pour le commerce de la Louisiane en faveur de Crozat.

(3) Arch. Col. C 13 A 3 : 707.

(4) Arch. Col. C 13 A 3 : 149 et suiv.

(5) Arch. Col. C 13 A 3 : 223-224.

(6) Arch. Col. C 13 A 3 : 784-785.

Il ne restait que la culture, et l'exploitation des mines ; mais la Louisiane comptait, en 1714, seulement 30 hommes, 36 femmes, 5 filles à marier, 40 enfants, 137 esclaves indiens et 10 nègres. L'agriculture était donc impossible ; quant aux mines situées dans le haut de la colonie, elles étaient dépourvues de postes.

Crozat se rendait compte de l'impossibilité de maintenir la Louisiane, sans l'aide de la colonie sœur, qui elle-même, depuis la cession de l'Acadie par le traité de Riswick, n'était déjà pas en sûreté. Or, la communication indispensable avec le Canada serait menacée, tant que le pays des Illinois serait exposé aux Anglais, qui mettaient tout en œuvre pour gagner à eux ces nations. Aussi supplia-t-il le ministre de faire envoyer du Canada deux officiers et quarante hommes pour réoccuper le fort des Illinois, où il n'y avait personne que des coureurs de bois (7).

Et afin de paralyser l'activité des traiteurs anglais sur l'Ouabache, il fallait intensifier le trafic en permettant aux Canadiens, d'y venir chasser le « bœuf illinois » et d'y traiter avec les Miamis, les fourrures qu'ils échangeaient contre des marchandises dans le bas du Mississipi, ce qui assurerait à la Louisiane sa subsistance (8). Le gouverneur Vaudreuil qui, en 1703, avait succédé à Callières, répondant à la demande du ministre, envoya 12 hommes sur l'Ouabache sous le commandement du sieur de Tisé, enseigne dans les troupes du Canada (9).

(7) Arch. Col. C 13 A 3 : 363. Mémoire de Crozat au ministre.

(8) Arch. Col. C 13 A 3 : 337. Mémoire de Duclos.

(9) Arch. Col. C 13 A 34 : 249. Vaudreuil et Bégon au ministre, le 20 Septembre 1714.

S'y étant rendus, ils n'avaient trouvé personne. Cadillac n'y avait pas fait monter de Boisbriant, Major des troupes, qui devait y commander avec quatorze soldats ; on avait alors renvoyé les Canadiens, et Du Tisé était descendu à l'Île Dauphine (10).

En 1714, le Roi ordonna la création de cinq postes : à l'Île Dauphine, qui devenait la résidence du gouverneur, à la Mobile, aux Alibamons, aux Natchez, et le dernier sur l'Ouabache, avec une garnison de trente-cinq soldats (11).

Le Conseil de Marine, reprenant la politique de Louis XIV, ordonnait en 1716 à Bienville d'aller lui-même sur l'Ouabache y construire deux postes, l'un où avait été Juchereau, au confluent du Mississipi, avec une garnison de quarante hommes, l'autre à l'embouchure de Caquinamboux (Tennessee River) avec trente hommes, et d'y faire cesser tout trafic avec la Caroline (12).

Entre temps Bienville qui devait commander aux Natchez avec quarante hommes, comprenant que le poste de Ouabache était plus urgent, ne voulait laisser que dix hommes aux Natchez, et envoyer les autres à Ouabache, mais l'obstruction que faisait Cadillac, qui était opposé à cet établissement, l'en empêcha (13), et quelques mois plus tard le Conseil de Marine en ajournait lui-même l'entreprise (14).

(10) Arch. Col. C 13 A 3 : 853. Cadillac au Ministre.

(11) Arch. Col. C 13 A 3 : 736.

(12) Arch. Col. B 38 : 287. Conseil de Marine à Bienville, 15 Février 1716.

(13) Arch. Col. C 13 A 3 : 781. C 13 A 4 : 211-231. Bienville au Ministre.

(14) Heinrich, « La Louisiane sous la Compagnie des Indes », p. LXXXVIII.

Quant à Cadillac, toute son attention était tournée du côté des Illinois où il était parti avec son fils, en janvier 1715, « sans en parler à personne » (15), pour chasser les Anglais, qui, attirés par les coureurs de bois, s'étaient installés avec cinquante chevaux chargés de marchandises; mais la véritable raison était l'attraction de richesses fabuleuses cachées dans le sol, « qui n'avaient rien de comparable même au Pérou » (16). Son exploitation n'eut aucun résultat pratique, et Crozat qui ne pouvait se contenter de promesses, perdit confiance en Cadillac, et en 1716 demanda son rappel et celui de Duclos, « ces deux officiers n'ayant pas les qualités nécessaires pour conduire une colonie ». Lui-même se persuada bientôt de l'inutilité de poursuivre plus longtemps cette entreprise, qui lui coûtait 1 million 250.000 livres, et en 1717, il demanda au Roi de lui reprendre sa concession (17).

(15) Arch. Col. C 13 A 3 : 781. Bienville au Ministre.

(16) Aux Illinois, Kaskaskias 18 Mai 1715. « ...J'ay découvert des mines d'argent, j'y envoyai mon fils avec les sauvages, quatre mineurs espagnols et quelques Français ; il sera de retour en cinq iours aussitost je me transporterai sur les lieux pour examiner tout ce qu'il conviendra à faire pour une si grande entreprise. J'espère en rendre un compte si exact à Votre Grandeur que vous ni trouverés peut estre pas grand'chose à augmenter ou à diminuer, mais souvent ces mémoires passent par tant de mains qu'on gâte tout, je n'ose en dire davantage, aussitost ma tournée faite et mon mémoire achevé, je dépêcherai ou par Canada ou par la Louisiane. Je ne crois pas si les choses sont telles que nos mineurs l'assurent que ni la Nouvelle Espagne ni le Pérou soient plus riches en argent que ce pays-ci, lorsque j'aurai veu fondre la mine et que je verrai quelques lingots j'écrirai hardiment. On trouve de tout, argent, cuivre, plomb, étain, antimoine, ces gens-là nous assurent avant de 6 mois de trouver 100 mines, le transport sera aisé parce qu'il peut se faire par eau ». Lettre de Cadillac au Ministre. Arch. Col. C 13 A 3 : 855.

(17) Arch. Col. C 13 A 4 : 81. Crozat au Ministre.

CHAPITRE VIII

Concurrence commerciale des Anglais. — Les Renards. — Leur antagonisme pour les Français. — Leur politique. — Ils s'établissent à Détroit. — Appréhensions de Vaudreuil. — Leur défaite par Dubuisson. — Ils harcèlent les postes de l'ouest.

La suppression des congés en 1696 avait été néfaste. Les commandants ne pouvant se maintenir avec leurs seuls traitements, on avait abandonné les postes, et les nations d'en haut n'avaient d'autre alternative que de traiter avec les Anglais.

Au commencement, les sauvages allaient faire leur traite à Montréal, et la joie était grande à la colonie, quand les convois descendaient les Grands Lacs, chargés de castor qu'on échangeait contre des marchandises ; ignorant la valeur de leurs fourrures, les Indiens se débarrassaient volontiers d'un paquet de castor pour un collier de verre.

La Compagnie du Canada avait le monopole du commerce ; les prix étaient fixes et très élevés ; les Anglais au contraire, dont le commerce était libre, pouvaient leur offrir quatre fois plus que les Français.

Voici une comparaison des prix de troc à Montréal et à Orange (Albany) :

On recevait du sauvage pour :	A ORANGE —	A MONTRÉAL —
8 livres de poudre	1 castor	4 castors
Un fusil	2 »	5 »
40 livres de plomb	1 »	3 »
Une couverture de drap rouge	1 »	2 »
Pour un grand capot	1 »	2 »
4 chemises	1 »	2 »
6 paires de bas	1 »	2 » (1)

Les sauvages ne furent pas lents à se rendre compte de cet état de choses, et de leur côté, les Anglais n'avaient pas attendu pour aller au devant d'eux. Dès 1685, le Gouverneur de New-York avait organisé une expédition qui, sous le commandement de Johannes Rooseboom, s'était rendue jusqu'à Michilimakinac ; grande joie des Indiens qui les avaient invités à revenir chaque année. Ils y étaient retournés en 1687, mais cette fois ne furent pas si heureux. Leurs convois avaient été capturés, les marchandises confisquées et distribuées aux Alliés par La Durantaye, Perrot et Tonty, alors qu'ils allaient rejoindre l'expédition de Denonville (2).

Aussitôt que cessèrent les relations commerciales en 1696, les Anglais eurent donc le champ libre pour exploiter le territoire délaissé, et ils furent en outre favorisés par les coureurs de bois qui, menacés des galères, s'étaient répandus dans les villages, et leur achetaient des marchandises, en échange de leurs fourrures.

(1) Mémoire de Nicolas Perrot publié par Tailhan, p.134.

(2) New York Colonial Documents : 287; et Lorin « Le Comte de Frontenac », 328.

Callières, comprenant le dommage que causait la restriction de traite, avait en vain demandé le rétablissement des congés et l'amnistie pour les coureurs de bois (3).

En dépit de leurs désavantages économiques, les Français, par leur bienveillance et leur esprit de conciliation, réussissaient cependant à garder leur ascendant sur ces nations, sauf une : la nation des Renards.

Les Renards, appelés aussi Outagamis, habitaient au fond de la Baye des Puants, sur les bords de la Rivière qui porte leur nom (aujourd'hui Fox River) et contrôlaient ainsi cette voie de communication des Grands Lacs au Mississippi, par le Wisconsin.

En 1678, le Père Marquette avait beaucoup appréhendé d'y passer ; Saint-Cosme et de Montigny, des Missions étrangères, pour se rendre aux Tamarouas, l'avaient évitée, et pris le chemin plus long du portage de Chicago ; Juchereau avait dû pour pouvoir y passer, payer mille livres de « droits de péage » et assurer les Renards qu'il n'allait pas au pays des Sioux (4), car cette nation, très riche en fourrure, était leur ennemie irréductible et ils s'opposaient à ce que les Français lui traitent de la poudre et des fusils (5). En 1700 ils avaient attaqué le fort l'Huillier construit par Le Sueur, sur la rivière Saint-Pierre, et avaient massacré trois Français.

(3) Arch. Col. C 11 A 26 : 58. Callières. Beauharnais et Champigny au Ministre, 1702.

(4) Arch. Col. C 13 C 1 : 346.

(5) Margry : « Découvertes et Etablissements... », T.VI, p.91.

Ils avaient comme alliées les cinq nations iroquoises qui leur étaient assujetties par un engagement mystique (6), ce qui les rapprochait des Anglais.

Lorsque Frontenac connut cette alliance, il redouta leur établissement sur l'Ouabache qui livrerait ainsi aux Anglais tout le commerce de cette communication et détruirait la suprématie française dans l'ouest (7).

La politique des Renards était en effet de s'emparer de la clé des bassins des Grands Lacs, du Mississippi et d'Ouabache pour effectuer une liaison avec leurs alliés. Leur proximité des Illinois, ajoutée au profond mépris qu'ils avaient pour eux, en faisait une proie facile, et ils pouvaient, grâce à leur intrigues avec les Miamis-Ouyatanons, rendre difficile la communication de l'Ouabache.

Pour parer à ce danger grandissant, on avait, au lendemain de la paix avec les Iroquois, en 1701, établi un poste à Détroit, sous le commandement de Lamothe-Cadillac, qui en avait eu l'inspiration, et avait reçu l'assentiment du ministre Pontchartrain. Situé entre le lac Huron et le lac Érié, ce poste avait pour but de paralyser le commerce des Anglais avec les nations d'en haut.

Cadillac y avait fait venir les Hurons, les Outaouais, et les Poutouatamis, il se forma bientôt une agglomération de six mille sauvages. Cette promis-

(6) Arch. Col. C 11 A 35 : 220 et suiv. Louvigny au Ministre. « ...Les Renards ...d'un temps très long sont appelez par les Iroquois leurs pères, ces premiers conservant dans leur village un gage très considérable des Iroquois par un collier des plus beaux qui soit parmi toutes les nations, lequel lorsqu'il s'étend sur la nate dans un conseil pour des affaires de conséquence, engage les Iroquois à faire ce que souhaitent les Renards. »

(7) Hebbert. « History of Wisconsin », p. 80.

cuité de tribus amenait parfois des désordres, réprimés par la garnison qui avait toujours été maintenue.

Il n'en était pas de même dans les postes abandonnés et, en 1705, Vaudreuil avait envoyé Louvigny à Michilimakinac, pour ramener le calme, mais n'avait pu persuader la Cour de la nécessité de rétablir ces postes (8).

En 1710, Cadillac invitait les Renards et leurs alliés Kickapous et Mascoutins à s'établir à Détroit ; ils avaient accepté. Il serait difficile d'expliquer le motif du commandant, pour attirer cette nation, qu'on disait mesquine, avare, voleuse, irascible et querelleuse, et dont la bravoure en plus était proverbiale » (9).

Vaudreuil craignit qu'ils ne fussent venus que dans le seul but de se rapprocher des Anglais et des Iroquois ; les événements allaient lui donner raison.

La même année, les Renards et les Mascoutins renouvelaient leur alliance avec les Iroquois (10), et tandis que les nations des Grands Lacs, par leurs guerres continuelles, étaient en train de se décimer, la flotte anglaise de Walker était dans le Saint-Laurent et faisait route sur Québec.

Devant ce danger, Vaudreuil avait envoyé des émissaires demander leur appui et du Lac Supérieur jusqu'au fond du Lac Michigan, les sauvages répondirent à son appel. Québec dut son salut au naufrage des bateaux anglais dans le Saint-Laurent. Le gouverneur profita alors du rassemblement des nations pour tenter de les pacifier ; s'adressant en par-

(8) Alvord. « The Illinois Country », p. 148.

(9) « Handbook of American Indians », cité par Alvord, p. 146.

(10) Arch. Col. C-11 A 32 : 72.

ticulier aux Renards, il leur ordonna de cesser leurs attaques contre l'Illinois, leur reprocha leur attitude arrogante à l'égard des autres nations, et leur conseilla de retourner à la Baie des Puants (11).

Les sages avis du gouverneur ne furent pas écoutés ; aussitôt l'assemblée dispersée en 1711, une bande de Renards était allée hiverner chez les Iroquois Onontagués, la tribu la plus dévouée aux Anglais. Les Outaouais, de leur côté, s'étaient alliés avec les Poutouatamis, et avaient attaqué une bande de Renards et de Mascoutins, pendant leur chasse d'hiver, sur la rivière Saint-Joseph.

Toutes ces menées faisaient prévoir l'explosion qui éclata à Détroit lorsque, au printemps 1712, les Renards acceptèrent les présents et les colliers, que

(11) « ...J'appris l'année dernière, Outagamis, que vous estiez venus allumer votre feu avec mes enfants du Détroit, creû en mesme temps que vous prenderiés leur esprit et suivriés les volontés de celui qui s'y est estably pour y commander et gouverner les nations de ces quartiers. J'apprends aujourd'hui de tous les hommes, que vous croyés estre les maîtres de cette terre et que bien loing d'y avoir apporté la paix, vous n'y avés apporté que le désordre en y répandant le sang de mes enfans. ...Je prétends aussi que la guerre que vous avez avec l'Illinois soit terminée, puisque vous ne devez point douter que l'Illinois ne soit du nombre de mes enfans, pour cet effet j'arrête votre hache par ce collier non seulement contre mes enfans, du Détroit et des environs, mais aussi contre l'Illinois, et comme le Kikapoux ne fait qu'un même corps avec vous, j'arreste également la sienne par ce collier et vous donne ce tabac à vous et aux autres pour que vous puissiez le fumer paisiblement sur vos nattes...

« Faites attention, Outagamis, à ce que je viens de vous dire, n'attirés pas contre vous toutes les nations de la terre, ma pensée est que vous feriez mieux de retourner à votre ancien village où sont les os de vos pères et une grande partie encore de vos gens. » Arch. Col. C II A 31 : 85-87. Harangue de Vaudreuil aux Outagamis (Renards).

leur avaient envoyés les Anglais, pour les inviter à détruire le poste des Français (12).

Ils vinrent aussitôt camper à cinquante pas du fort. Du Buisson qui commandait à la place de La Forest, avait à protéger trente colons ; il était sans garnison, et les sauvages du poste étaient tous partis à leurs chasses d'hiver. Les Renards commencèrent bientôt leurs insultes et leur insolence à l'égard des habitants du fort ; s'imposant à l'intérieur des palissades, tuant les poules, ils tentèrent même de poignarder un Français.

Dans cette extrémité, le commandant n'avait d'autre espoir que dans le retour des sauvages qu'il fit avertir en toute hâte. Le 3 mai, Vincennes arriva des Miamis avec huit Français, suivi quelques jours plus tard par le chef Saguimas, à la tête des Outaouais, Illinois, Poutouatamis, Missouris, Osages et Sakis. Ils entrèrent tous dans le fort, bien déterminés à défendre leur commandant, et rejetèrent même sa proposition de forcer les Renards et les Mascoutins à retourner dans leur village, comme Vaudreuil le leur avait conseillé.

Les Renards criaient aux Français « qu'ils n'avaient d'autre père que l'Anglais », et ils avaient arboré sur leurs palissades des couvertures rouges pour symboliser leur alliance avec eux. Après quelques jours d'un combat violent, ils demandèrent à parlementer ; Dubuisson y vit l'occasion de délivrer

(12) Arch. Col. : C 11 A 33 : 161.

Les colliers étaient des bandes de cuir garnies de coquillages ou de porcelaines qui servaient de gages aux sauvages dans leurs négociations de paix et de guerre. La couleur était symbolique, le rouge signifiait la guerre. La présentation de colliers était accompagnée d'une « parole », c'est-à-dire un discours.

la femme du Grand Chef Saguimas, qui, avec deux autres Huronnes, étaient retenues prisonnières ; une fois mises en liberté, il laissa à ses sauvages le soin de se prononcer sur leur demande d'amnistie ; ceux-ci refusèrent et la bataille recommença.

Les Renards décochaient deux à trois cents flèches à la fois, avec au bout du tondre allumé, qui incendiaient les maisons du fort ; les vivres commençaient à manquer, et il fallut toute la persuasion de Dubuisson pour empêcher les alliés de désespérer de vaincre ; ils reprirent courage, lorsqu'ils surent par quelques Sakis qui avaient déserté le Fort des Renards, que leurs ennemis étaient à la dernière extrémité et que la famine leur avait déjà fait mourir quatre-vingts femmes et enfants, et refusèrent de répondre aux chefs Renards qui, cette fois, étaient venus leur demander la vie.

Dubuisson, informé qu'ils avaient été payés par les Anglais pour détruire le fort, voulait faire un exemple et pressa ses hommes d'en finir.

Après dix-neuf jours de siège, les Renards s'enfuirent la nuit, et allèrent se réfugier dans une presqu'île, à quatre lieues du fort ; Vincennes à la tête des sauvages se lança à leur poursuite et après un nouveau siège de quatre jours, les Renards se rendirent sans condition. Les sauvages ne leur accordèrent aucun quartier et une terrible boucherie s'ensuivit (13) ; il en avait coûté à ces malheureux un millier d'hommes, femmes et enfants. Tandis que les colons manifestaient leur joie et leur reconnaissance par un « Te Deum » d'action de grâces, Du-

(13) Arch. Col. C 11 A 33 : 161-178. Dubuisson à Vaudreuil.

buisson descendait avec Vincennes à Montréal pour rendre compte de ce qui s'était passé (14).

On a prétendu que les Français avaient attiré les Renards dans le but de les exterminer (15). Mais si telle avait été leur intention, pour quoi Vaudreuil aurait-il, en 1710, rappelé la garnison du Détroit (16) ? Il ne fait pas de doute, par les événements qui ont précédé la bataille, que les Anglais, par l'entremise des Iroquois, en étaient les instigateurs.

L'Angleterre et la France étaient en état de guerre et le fort du Détroit gênait leur communication. En 1711, ils avaient déjà préparé une expédition avec les Iroquois pour attaquer le Canada par le lac Champlain, et avaient déterminé les Onontagués à lever « la hache de guerre » contre les Français ; leur grand chef Téganisorans avait chanté tout l'hiver « le chant de guerre » contre Saguimas, le chef outaouais, et les gens du Détroit (17). Enfin

(14) Il y a une autre version, favorable aux Renards, racontée par Gédéon de Catalogne dans le « Recueil de ce qui s'est passé en Canada de 682 à 1712. Nous avons cru plus judicieux de nous en rapporter à celle de Dubuisson, en raison de son caractère officiel.

(15) Hebbert, « History of Wisconsin », p. 80 et suiv : « Nulle part dans les annales de l'Histoire des Indiens, écrit-il, il y a quelque chose de plus noir que cet événement commencé par la trahison et terminé dans les horreurs. »

(16) Arch. Col. C 11 A 31 : 56. Vaudreuil au Ministre. « Suivant vos instructions, Randot et moi avons envoyé au détroit ce printemps un officier avec un détachement pour y mener des canots et ramener la garnison, tous les soldats sont revenus excepté dix qui ont déserté... »

(17) Cette nouvelle fut rapportée par les Tsonnontouans ; quand ils étaient descendus à Montréal, les Ounoudagués avaient tout fait pour les empêcher. Arch. Col. C 11 A 33 : 54 et « New York Colonial Documents » : 862-865.

lorsqu'il avait appris le massacre des Renards, Peter Schuyler, président du conseil de la colonie anglaise, s'était rendu chez les Onontagués, pour les décider à venger leurs alliés en frappant sur les nations d'en haut (18).

La bataille de Détroit fut le prélude d'une guerre qui devait durer vingt-cinq ans. Les survivants retournèrent à la Baye où il était resté un grand nombre de leurs frères qui, avec leurs alliés Sakis, Kikapous et Mascoutins, avaient recommencé leurs incursions chez les nations d'en haut, Vaudreuil, sans attendre les ordres du ministre, envoya le Sieur de Lignery à Michilimakinac, Deliette aux Illinois, et Vincennes aux Miamis, pour rétablir l'ordre et ramener la confiance, mais sans succès. Il supplia alors la Cour de faire renouveler les congés et de pourvoir les postes de garnisons (19).

En 1713, la guerre recommençait ; les Renards allèrent au Détroit où ils tuèrent trois Français et cinq Hurons (20) ; les Miamis qui s'étaient joints à eux pour satisfaire leur haine contre les Illinois, attaquèrent ces derniers au Rocher, et en massacrèrent une vingtaine (21).

Affolés, les gens de Michilimakinac et du Détroit délèguèrent leurs chefs à Montréal pour supplier le gouverneur de leur envoyer une garnison et des armes (22) ; ils révélèrent la vaste conspiration ourdie par les Iroquois, invitant les Miamis à

(18) New York Colonial Documents : 862-865.

(19) Arch. Col. C 11 A 34 : 43, 81, 82. Vaudreuil et Bégon au Ministre.

(20) Arch. Col. C 11 A 34 : 4-29.

(21) Arch. Col. C 11 A 34 : 282.

(22) Arch. Col. C 11 A 34 : 64 à 67.

s'y joindre, pour détruire les nations et s'emparer de tous les postes (ils présentèrent à Vaudreuil le collier que les Iroquois avaient donné aux Miamis). Le gouverneur ne leur fit que de vagues promesses, ne pouvant même pas satisfaire à leur demande de marchandises, puisque les magasins du Roi étaient vides. Il prit cependant sur lui de donner dix hommes à Vincennes et d'envoyer suffisamment de provisions à Deliette et à Lignery pour soutenir leurs postes pendant l'hiver.

L'année 1714 ne fut guère plus paisible ; au nombre de deux cents, les Renards, avec leurs alliés Mascoutins, Kikapous, Puants et Sakis, auxquels s'étaient joints des Miamis, retournèrent au Rocher, défirent les Illinois, leur faisant 77 prisonniers, et pendant tout le printemps, ils harcelèrent, « en petits partis », les nations du Détroit (23).

Vaudreuil se convainquit qu'on ne pouvait plus avoir de ménagement pour les Renards sans s'attirer le mépris de tous les autres sauvages ; mais auparavant il était impérieux de réconcilier les Miamis et les Illinois afin de pouvoir les lancer avec les autres nations ; et pour faciliter cette réconciliation, il leur fit distribuer des présents par Deliette et Vincennes (24).

(23) Arch. Col. C 11 A 34 : 283. Vaudreuil au Ministre.

(24) Arch. Col. C 11 A 34 : 242. Vaudreuil et Bégon au Ministre.

CHAPITRE IX

Première expédition contre les Renards. — Manoir et Dadoncour aux Illinois. — Epidémie chez les nations. — Insuccès de la campagne. — Seconde expédition par de Louvigny. — Il fait la paix avec les Renards. — Appréciation de cette campagne. — Mort des otages à Montréal. — Vaine tentative de Louvigny à faire exécuter les conditions de paix.

Au printemps 1715, Deliette et le Père De Wille, missionnaire aux Illinois, écrivaient au gouverneur intérimaire, Ramesay (1), que les Anglais avaient construit un fort sur la rivière Ouabache, et deux autres sur le Mississipi, avec des magasins. De son côté, l'intendant Bégon apprenait du père Mermet, que le Gouverneur de la Caroline avait demandé au Roi d'Angleterre 1.500 hommes pour mettre en garnison dans ces forts, et qu'il avait distribué aux sauvages illinois de nombreux présents pour les gagner à la cause des Anglais (2).

Cette nouvelle ajoutée à l'inquiétude que donnaient les Renards, décida Ramesay à faire une expédition, et de concert avec Longueil, ils résolurent d'y envoyer leurs fils, le Sieur de Manoir et le Sieur Dadoncour, pour impressionner les Illinois et les empêcher d'accepter les offres des Anglais, avec

(1) Vaudreuil était en France en 1715.

(2) Arch. Col. CH A 35 : 3, 10, 74. Ramesay, Bégon au Ministre.

en plus l'ordre de détruire et piller toutes leurs marchandises (3).

Cette expédition était devenue possible grâce au renouvellement des congés que la Cour avait enfin autorisé en automne 1714. On permettait à deux cents Français de monter avec des marchandises de traite et on promettait aux coureurs de bois leur amnistie, à condition que tous participent à la campagne contre les Renards et se chargent des frais de l'expédition, au cas où on fût obligé de leur faire la guerre (4).

Deux cents voyageurs quittèrent Montréal pour Michilimakinac, avec Deschaillons et la Noue, qui étaient chargés d'y conduire une garnison de vingt hommes.

Manoir et Dadoncour les avaient précédés en avril avec Sabrevois, commandant du Détroit, où ils arrivèrent le 15 juin. En présence de tous les sauvages assemblés, on fixa, pour la fin d'août, le rendez-vous à Chicago, où Manoir et Dadoncour devaient se rendre avec les Miamis, Ouyatanons et les Illinois ; les gens du Détroit devant les y rejoindre plus tard ; là, on attendrait l'arrivée de Lignery avec ses sauvages, les coureurs de bois et les voyageurs montés de Montréal, pour marcher ensuite sur le village des Renards.

On dépêcha La Perrière, lieutenant, chez les Sioux pour les inviter à ne pas donner asile aux Renards, et les persuader de se joindre à l'expédition (5).

Cette entreprise, telle qu'elle avait été conçue,

(3) Arch. Col. C 11 A 35 : 90.

(4) Arch. Col. C 11 A 34 : 120-127.

(5) Arch. Col. C 11 A 35 : 74. Ramesay au Ministre.

devait mobiliser un effectif de 1.100 hommes. Manoir et Dadoncour allèrent chez les Miamis-Ouyatanons que Vincennes, grâce aux présents, avait enfin réconciliés avec les Illinois ; ils les avaient trouvés d'abord bien disposés, mais bientôt une épidémie de rougeole se répandit parmi eux, qui en faisait « tomber une vingtaine par jour », ce qui, dans leur superstition, les rendit méfiants à l'égard des Français. Quand leurs chefs furent à leur tour atteints, la plupart d'entre eux refusèrent de continuer et retournèrent dans leurs villages ; quelques-uns seulement accompagnèrent les deux officiers à Chicago (7), où, après avoir attendu vainement Lignery, eux-mêmes tombèrent malades, se retirèrent à Kaskaskias et furent contraints d'y passer l'hiver.

L'épidémie s'était propagée jusque chez les Outaouais de Michilimakimak, qui perdirent 240 hommes (7). Le blé ayant ensuite manqué à Détroit, Joncaire et Longueuil (8) avaient dû en aller acheter chez les Iroquois, et au jour fixé par Lignery pour le départ, les vivres, les munitions et les soldats de la garnison n'étaient pas encore arrivés à Michilimakinak (9).

Seuls, les Hurons du Détroit étaient allés au rendez-vous de Chicago ; au désespoir de n'y trouver personne, ils étaient descendus à Kaskaskias où.

(6) Arch. Col. C 11 A 35 : 53-55. Manoir à Ramesay et lettre de Dadoncour à Longueuil. Arch. Col. 11 A 35 : 56-80.

(7) Arch. Col. C 11 A 35 : 14. De Ville à Ramesay.

(8) Arch. Col. C 11 A 35 : 22. Lignery à Vaudreuil. Arch. Col. C 11 A 35 : 3-10. Ramesay et Bégon au Ministre.

(9) Joncaire (Louis-Thomas Chabert, sieur de) lieutenant, Longueuil (Charles Le Moyne, baron de) gouverneur de Trois Rivières, puis de Montréal. Tous les deux avaient été « adoptés » par les Iroquois, et avaient auprès d'eux beaucoup d'influence.

sous le commandement de Pachot, cadet dans les troupes, et de l'interprète Bisaillon, ils s'étaient joints aux Illinois ; le 20 novembre, ils avaient attaqué 70 cabanes de Mascoutins et Kikapous, et après un combat très violent, en avaient tué plus de cent et fait quarante-sept prisonniers. Le lendemain, ils furent surpris à leur tour par un parti d'élite de 400 guerriers Renards et, bien qu'ils ne fussent que 80, Pachot et Bisaillon se défendirent avec tant d'ardeur depuis la pointe du jour jusqu'à 3 heures de l'après-midi, qu'ils les forcèrent à se retirer.

Cet exploit valut à Pachot une promotion d'enseigne dans les troupes (10).

L'expédition avait été remise à l'année suivante, mais Lignery au lieu de garder, à Michilimakimak, les 200 Français, et déposer leurs marchandises en magasin, jusqu'à la prochaine campagne, leur avait permis de faire la traite, et le même automne, chargés de castor, cent d'entre eux retournaient à Montréal ; en passant à Détroit, ils furent l'objet de moqueries injurieuses des Alliés et la risée des Iroquois, « qui les avaient vu monter avec des marchandises et descendre chargés de castor, eux qui allaient en guerre tous nus » (11).

D'autres étaient allés s'établir aux Illinois pour y « commercer » avec les Anglais de la Caroline (12).

Cette campagne de guerre avait dégénéré en campagne de troc, on avait même monté 40 barri-

(10) Arch. Col. C 11 A 36 : 280. Décision du Conseil en date du 28 Novembre 1716 : « Son Altesse Royale accorde au Sieur Pachot une enseigne dans les troupes de Sa Majesté en Canada. » Signé L A B (Bourbon), L M D (Maréchal d'Estées).

(11) Arch. Col. C 11 A 35 : 228. Louvigny au Ministre.

(12) Arch. Col. C 11 A 35 : 22-23, 228. Bégon et Ramsay au Ministre.

ques d'eau-de-vie et trafiqué avec ceux que l'on devait détruire : les Renards (13) ayant « jusque mené un forgeron pour raccommoder leurs fusils » (14).

*
* *

Louvigny, que la maladie avait empêché de diriger l'expédition, prit, l'année suivante, le commandement de la nouvelle campagne.

Il partit de Montréal avec deux cents voyageurs, chargés comme l'année précédente de marchandises, munitions, présents et vivres « afin qu'il n'en coûtât rien au Roy » (15). A Détroit et à Michilimackinac, ils furent rejoints par 200 autres coureurs de bois, se prévalant de leur amnistie, formant avec les sauvages, un effectif de huit cents hommes. De là, ils se rendirent par la baie des Puants jusqu'au village des Renards, situé sur la rivière du même nom. Louvigny creusa une tranchée à trente-cinq toises de leur fort qu'il poussa graduellement en avant jusqu'à s'attacher « au corps de la place » pour la faire sauter. Il avait avec lui deux pièces de canon et un mortier à grenades pour abattre les fortifications, puis ouvrit le feu.

Les Renards comptaient cinq cents guerriers, et plus de trois mille femmes, qui se battaient « dans ces occasions en désespérées ». Leur fort construit de trois rangs de pieux, était protégé par un fossé large de deux pieds pour soutenir l'assaut. Ils avaient envoyé demander du renfort à leurs alliés

(13) Arch. Col. C 11 A 35 : 218-220. Mémoire du Conseil de Marine.

(14) Arch. Col. C 11 A 35 : 229. Louvigny au Ministre.

(15) Pour la relation de cette campagne, voir Arch. Col. C 11 A 36 : 71-74.

Mascoutins et Kikapous, qui habitaient à proximité, ce qu'appréhendait Louvigny. Aussi, dès que les Renards, effrayés par l'imminence du désastre, eurent imploré sa clémence, il consulta ses alliés et leur proposa les conditions de paix suivantes :

1° Faire la paix avec toutes les nations dépendant du Roy.

2° Engager aussi leur alliés Kikapous et Mascoutins à faire la paix.

3° Rendre tous les prisonniers.

4° Aller faire des esclaves dans les « pays éloignés » pour remplacer ceux tués pendant la guerre (16).

5° Chasser pour payer les frais de cette campagne (17).

Pour assurer l'exécution de ce traité, Louvigny exigea six chefs ou enfants de chefs, comme otages, et invita les autres à descendre à Montréal l'année suivante afin de cimenter cette paix.

Il engagea ensuite toutes les nations à parler aux Renards, pour leur reprocher leur perfidie, les exhorter à rester tranquilles, et remercier le Français « de ce qu'il leur donnast la vie et leur faisait revoir le jour » (18).

Cette campagne eut de nombreuses répercus-

(16) C'était une coutume indienne.

(17) Arch. Col. C 11 A 36 : 174. Louvigny donna aux nations, le castor que les Renards lui avaient présenté, pour leur marquer que ce n'était pas l'intérêt qui poussait les Français à faire cette demande de paix.

(18) Arch. Col. C 11 A 36 : 71-74. Mémoire de Vaudreuil au Conseil de Marine.

sions, et fut défavorablement commentée par les contemporains de Louvigny. En 1721, le R.P. Charlevoix, passant à Détroit, assista à un conseil général des Hurons, Poutouatamis et Outaouais, présidé par le commandant Tonty, qui leur demandait de s'unir aux Français pour détruire les Renards. Ils répondirent qu'ils « auraient bien de la peine à se fier une seconde fois aux Français, qui, les ayant déjà réunis pour les aider à exterminer l'ennemi commun, lui avaient accordé la paix, sans consulter leurs alliés, et sans qu'on pût savoir les raisons d'une telle conduite » (19).

Nicolas Perrot qui avait vécu chez les Renards, le premier Français « qui eût ouvert la porte de leurs cabanes » (25) et avait été sauvé par eux, alors qu'il était attaché au poteau pour être brûlé par les Miamis, avait à cette époque, lorsqu'il avait été question d'entreprendre la destruction des Renards, présenté à Vaudreuil un mémoire en leur faveur. Il termine en disant : « Si j'eusse monté avec M. de Louvigny, je me serais flatté d'engager les Renards à demander la paix quoyque nos allies n'y fussent pas portez » (21).

En 1724, le ministre Maurepas, dans ses instructions au Gouverneur, au sujet d'une nouvelle expédition contre les Renards, lui rappellera que dans la campagne de 1716, « l'avidité du gain a porté des officiers dans les postes à leur (Renards) fournir de la poudre » (22).

(19) Charlevoix. *Journal d'un voyage*, page 259.

(20) *La Potherie*, II, 173.

(21) *Mémoire sur les coutumes des sauvages* par Nicolas

(22) *Arch. Col. B 47* : 58-60.

Perrot, publié par Tailhan S.J. chapitre 17, p. 153.

A la suite de cette expédition, les voyageurs faisaient courir la rumeur que Louvigny avait accepté la paix pour « trente paquets de castor et quinze esclaves » ; les Renards en avaient conclu qu'on pouvait toujours payer avec du castor le sang des Français (23).

Les historiens qui ont relaté cet épisode de la guerre des Renards, pimentent aussi de réflexions suspicieuses, les mobiles de cette paix (24).

Kellogg écrit que « The Foxes and all the allies realised that the war had been ended by a promise of beaver skins » (25).

Hebbert conclut que cette paix, pour lui, est un « mystère » ; cherchant à l'éclaircir, il suggère que, peut-être, Louvigny savait que l'arrivée des Mascoutins et des Kikapous était imminente, ou encore, qu'il doutait du courage et de la loyauté de ses sauvages dans la lutte finale et qu'il avait rejeté sur les alliés la responsabilité de cette paix en la leur soumettant (26).

Nous n'hésitons pas à conclure que, lorsque Louvigny s'était vu forcé de diriger une expédition organisée contrairement à ses principes stratégiques de guerre coloniale, il l'avait conduite en harmonie avec sa politique (27). En 1714, on avait rejeté sa proposition d'envoyer 500 hommes, non pas

(23) Arch. Col. C 11 A 9, p.60.

(24) Alvord : *The Illinois Country*, p. 148.

(25) « Les Renards et les alliés se rendirent compte que cette guerre s'était terminée par des promesses de peaux de castor. » Kellogg : *The French regime in Wisconsin*, p. 288.

(26) Hebbert : *opus cit.* p. 97.

(27) Arch. Col. C 11 A 34 : 124. *Mémoire sur la guerre des Renards.*

avec des marchandises, mais avec un équipement de guerre, sous prétexte qu'il en coûterait 50.000 écus au Roi (28). (Cette dernière expédition en avait coûté 55.000), et l'automne précédent la campagne de 1715, Louvigny écrivait au Ministre, le 3 octobre : « ... J'ai eu l'honneur de vous expliquer en France, mes connaissances sur les guerres des Sauvages. J'ay pris la liberté, l'an passé, de vous les répéter et je continueray avec votre permission à dire à Votre Grandeur que la guerre avec les Sauvages ne convient point à cette colonie dans l'état où elle est, sans troupes, sans argent, avec des Français désobéissants accompagnez des sauvages de différentes Nations, plusieurs même ennemis les uns les autres et qui tous n'ont d'autres veues que de fatiguer les Français à leur donner des présents, à la mercy desquels l'on est obligé d'être dans les païs éloignez, pour en tirer des vivres et des secours, sans ordre ny discipline, dont les coutumes sont opposées des Nôtres, qui promettent sans tenir, qui suivent autant qu'ils veulent, et s'en retournent dans leurs villages sans difficultés, et abandonnent l'entreprise la mieux concertée, au moindre rêve, ou par quelque superstition ou par quelque *pt* imprévu. Voilà, Monseigneur, en peu de mots la vérité de ce qu'on peut espérer du secours des sauvages contre les sauvages » (29).

Il fallait, d'après Louvigny, pour réussir dans une campagne de sauvages contre sauvages, que les Français fussent en nombre supérieur et encore qu'ils fussent obéissants et désintéressés ; or, on ne

(28) Arch. Col. C 11 A 36 : 71-74. Mémoire de Vaudreuil au Conseil de Marine.

(29) Arch. Col. C 11 A 35 : 221.

pouvait compter que sur les coureurs de bois et les voyageurs !

La guerre et la destruction des Renards, continuait-il, sont deux choses très différentes. Rien n'était plus aisé que de faire la guerre, les suites seules étaient à craindre : la durée, les dépenses nécessaires pour le transport des vivres, des munitions et l'issue incertaine du résultat.

En plus de cela, il ne fallait pas perdre de vue leur alliance avec les Iroquois qui comptaient trois mille guerriers ; si une guerre contre le Renard ne se terminait pas par une victoire complète, et si ces ennemis coalisés attaquaient les nations alliées, qui dont en subirait tout le poids si ce n'est les Français ?

Louvigny voulait bien se mettre aux ordres de Ramesay pour faire une seconde expédition, mais il fallait être fort et « nombreux de Français » cette fois-ci ; il s'efforcerait d'engager les Renards à demander la paix en même temps qu'il prouverait aux nations alliées qu'il veut les secourir, ce dont il doutait, après l'échec de l'année précédente qui avait rendu les ennemis très fiers « et les alliez très dégoûtez ».

Il terminait sa lettre en assurant le ministre que quels que fussent les obstacles à surmonter, il prendrait toutes les mesures nécessaires « en engageant nullement l'autorité du Roy ni l'honneur de la Nation » (30).

Il est logique que Louvigny, avec sa connaissance des sauvages, se fût peu soucié de suivre leurs avis pour faire la paix. Ne pouvons-nous pas aller

(30) Arch. Col. C 11 A 35 : 220 et suivantes. Louvigny au Ministre.

plus loin et présumer par cette lettre, qu'il avait accepté la paix demandée par les Renards, conformément aux ordres du ministre, avec qui il avait eu l'année précédente une longue entrevue en France ; et Boisbriant, commandant aux Illinois, confirme cette hypothèse, lorsque cinq ans plus tard, il nia la rumeur sur la cupidité de Louvigny, en disant qu'elle était calmonieuse, parce que ce dernier « avait reçu des ordres » (31).

Le 31 mai 1717, le Conseil de Marine exprimait sa satisfaction sur la conduite que Louvigny avait eue pendant la guerre des Renards et la manière « dont vous avez fait la paix avec eux, il vous a procuré une gratification de 3.000 livres » (32).

*
* *

Au cours de l'hiver 1717, le Canada fut ravagé par une épidémie de petite vérole.

Trois des six otages Renards, que Louvigny avait ramenés, moururent, au nombre desquels se trouvait le grand chef Pé moussa, le survivant de la bataille de Détroit. La nouvelle s'en était répandue dans les pays d'en haut, et les chefs renards qui devaient venir à Montréal pour affermir la paix de Louvigny, n'avaient osé se mettre en route. Il y avait à craindre, de plus, que la mort de ces otages ne poussât le Renard, soupçonneux et superstitieux, à rompre cette paix.

Louvigny monta alors à Michilimakinac et amena avec lui un des chefs survivants qui lui-

(31) Arch. Col. C 11 A 9 : 60.

(32) Arch. Col. B 39 : 214.

même avait perdu un œil dans cette épidémie, afin de rassurer ses frères, en témoignant des bons traitements que les otages avaient reçus chez les Français. Des présents furent distribués pour « couvrir les otages morts ».

Les Renards déclarèrent n'avoir aucun ressentiment, puisque ces derniers étaient « couchez dans le lit de leur père Ononthio » (33) ; ils ajoutèrent astucieusement qu'ils n'avaient pas oublié le châtiment qu'ils avaient reçu l'année précédente, « ne pouvaient assez remercier leur père de la vie qu'il leur avait donnée », et promirent de descendre à Montréal avec toutes les nations des lacs, l'année suivante.

De son côté, Le Borgne prétexta qu'il serait plus utile à la cause de la paix, en restant chez lui, et Louvigny dut se contenter de toutes ces belles paroles et ne put rien terminer.

Le seul avantage de ce voyage fut de ramener à Montréal 300 des coureurs de bois qui profitaient de l'amnistie pour rentrer dans leurs familles (34).

Cette trêve rendait libre la communication du Mississipi par la Rivière des Renards-Wisconsin, et donnait accès au riche territoire des Sioux.

Louvigny pourra dire que depuis l'établissement du Canada, il n'y avait jamais eu « tant ny de si belles pelleteries » (35).

(33) Les sauvages désignaient sous le nom « Père » ou « Ononthio » le gouverneur du Canada, le roi était le « Grand Ononthio ». Ce mot signifiait « Grande Montagne » (Lejeune, « Le Dictionnaire général du Canada ». Les commandants des postes étaient aussi « leurs pères ».

(34) Arch. Col. C 11 A 38 : 104-106.

(35) Arch. Col. C 11 A 38 : 198.

CHAPITRE X

Cession de la Louisiane à la Compagnie des Indes. — Appréhension du Canada. — Rivalité des deux colonies. — Délimitation des frontières. — Prétentions de Vaudreuil. — Réoccupation des postes. — Ses efforts pour contrôler Ouabache.

Au mois d'août 1717, le Roi cédait à la Compagnie d'Occident, qui devenait deux ans plus tard la Compagnie des Indes (1), la province de la Louisiane avec « jouissance en pleine propriété Seigneurie et Justice » (2), et le 27 septembre, par arrêt royal, « les pays des Sauvages Islinois » étaient annexés à la Louisiane (3).

Depuis La Salle, le territoire des Illinois et la Louisiane avaient été pour le Canada, un sujet d'appréhension qui s'était accru avec l'arrivée d'Iberville au Mississipi, en 1700.

En 1701, le Gouverneur Callières s'était plaint au ministre des activités de Le Sueur, qui sous prétexte de découvrir des mines chez les Sioux, faisait la traite pour son propre compte, et trafiquait avec les vaisseaux anglais, dans le golfe du Mexique ; il en accusait aussi d'Iberville, La Forest et Tonty aux Illinois, qui, avec les coureurs de bois sans permis-

(1) Arch. Col. B 42 bis 83-85.

(2) Arch. Col. B 42 bis, 90.

(3) Arch. Col. Ibidem.

sions, avaient le monopole du commerce de fourrures, et concluait que « si, par le Mississipi, le commerce de pelleterie, et principalement de castor, qui est presque le seul de la Nouvelle-France, est enlevé et détruit, que deviendra cette pauvre colonie ? (Canada) » (4).

Quant aux moyens de peupler la Louisiane, Callières faisait voir le tort qu'il en résulterait pour le Canada, si les coureurs de bois allaient s'établir au Mississipi, ainsi que d'Iberville l'avait demandé.

Il suggérait que la France fît « par elle-même ce dernier établissement, et qu'on ne pouvait démembrer la plus vieille colonie sans lui porter un notable préjudice. Il ajoutait, pour en décourager le projet, que les coureurs de bois ne pourraient être d'une grande utilité au Mississipi, et ne s'attacheraient pas à la culture des terres, puisqu'ils avaient abandonné « par libertinage » celles qu'ils possédaient chez eux (5).

L'entreprise de Juchereau, à la rivière Ouabache, à cette même époque, avait également suscité de l'angoisse chez les marchands du Canada. « Il achève de nous ruiner », s'étaient-ils récriés, et tous les castors et les meilleures pelleteries allaient, d'après eux, à la Louisiane, au préjudice du Canada (6).

Les seuls remèdes, proposaient Callière et les directeurs de la Compagnie des Marchands, étaient d'obliger les commandants de la Louisiane à renvoyer les coureurs de bois, de faire

(4) Callières et Champigny au Ministre. Arch. Col. C 11 A 19 : 7.

(5) Arch. Col. C 11 A 19 : 9.

(6) Arch. Col. C 11 A 19, page 7. Callières et Champigny au Ministre.

des postes sur toutes les rivières, depuis Ouabache, en remontant le Mississipi, y compris le Wisconsin et le pays des Sioux, avec qui le Canada avait toujours commercé, « ce qui servirait de borne entre cette colonie et celle qu'on établit au Mississipi (Louisiane) » (7).

C'était, pour résumer, un exposé des prétentions que le Canada avait sur le pays des Illinois, et des conséquences désavantageuses qui en résulteraient si elles étaient ignorées.

Lorsqu'en 1712, Crozat obtint son privilège sur la Louisiane, il avait cherché à y inclure l'Ouabache, le pays des Sioux et l'Illinois à cause des mines d'or qu'il espérait y trouver ; mais ces pays étaient restés partie intégrante du Canada (8).

La première occupation de Vaudreuil en 1717, après qu'il eût reçu de la Cour, la lettre qui lui annonçait l'annexion des Illinois à la Louisiane (9) fut d'envoyer un mémoire au Conseil de la Marine, pour connaître les limites « de ce que sera le pays des Illinois ».

Prétendant que les sauvages Miamis-Ouyatons, établis sur la rivière Ouabache, étaient trop voisins des Anglais de la Caroline, et ainsi exposés à leurs « sollicitations et présens », Vaudreuil cherchait à les persuader de retourner à Chicago ou sur la rivière Teakiki (Kankakee River) où ils demeuraient autrefois (10). Mais comme ces anciens pos-

(7) Arch. Col. C 11 A 19 : pp. 8-9, 302. Callières et Champigny au Ministre.

(8) Arch. Col. C 13 11, pages 675-676, 688-689. Heinrich, *op. cit.*, page LIX.

(9) Arch. Col. B 39 : 454-458. Le Conseil de Marine à Vaudreuil-Bégon.

(10) Arch. Col. C 11 A : 124, fol. rouge : 17.

tes étaient sur le lac Michigan, aussi appelé « Lac des Illinois », il était nécessaire, disait-il, de statuer « si ce lac sera compris dans les païs des Islinois, uni au Gouvernement de la Louisiane, ou s'il restera au Gouvernement du Canada ».

Et pour renforcer ses prétentions, il ajoutait « que le pays des Islinois n'ayant été uni au gouvernement de la Louisiane, qu'à cause des mines qui s'y trouvent, et ny en ayant point dans les environs de ce lac, il paraît qu'il doit rester au gouvernement de la Nouvelle France » (11).

Malheureusement, la délimitation des Illinois n'avait jamais été faite, à l'est et au nord.

Vaudreuil, pour la définir, au nord, se basait sur les lettres patentes du Roi accordées à Crozat le 14 septembre 1712, qui établissaient que l'étendue de la Louisiane allait depuis le bord de la mer jusqu'aux Illinois, avec les rivières du Missouri et de l'Ouabache, et tous les pays, contrées, dans les terres et les rivières qui tombent directement ou indirectement dans cette partie du fleuve Mississipi, et que les terres depuis les Illinois seraient dépendantes du gouvernement général de la Nouvelle France (12).

Cette Louisiane, ainsi décrite, avait été concédée à la Compagnie des Indes au mois d'août 1717, et au mois de septembre de la même année, par arrêt royal, on y avait annexé le pays dit « des sauvages illinois » (13). Or, selon Vaudreuil, il était borné par « celui qui se trouve immédiatement après celui des Islinois, en remontant le fleuve Mis-

(11) Arch. Col. C. 11 A1 : 124, fol. rouge : 17.

(12) Arch. Col. F 3 : 241.

(13) Arch. Col. B 42 bis : 90.

sissippi, et qui est celui des Mascoutins et des Kicapous » lesquels, sans contredit, déclarait-il, dépendaient du gouvernement du Canada (14).

Les Mascoutins et les Kicapous étaient établis entre les rivières Wisconsin et des Illinois, Vaudreuil situait donc la frontière nord des Illinois approximativement à une ligne est-ouest qui irait de Chicago au Mississippi.

D'un autre côté, certaines autorités de la Louisiane, entre autres, Boisbriant, commandant des Illinois, si l'on en croit Vaudreuil, s'imaginaient que leur juridiction s'étendait dans toutes les terres qui sont sur le Mississippi et les rivières qui s'y déchargent, ce qui aurait alors compris, la rivière Wisconsin et la région des Sioux, et c'était là toute la cause de la rivalité : laquelle des deux colonies exploiterait ce riche territoire de fourrures (15) ?

Nicolas Perrot, dans ses mémoires, parle d'une certaine racine qui « ne se trouve que dans la Louisiane, à 15 lieues plus haut que l'entrée d'Ouisconching » (Wisconsin) et ailleurs, il raconte que les Outaonais, pour fuir les Iroquois « se réfugièrent au Mississippi qui se nomme la Louisiane, ils montèrent ce fleuve à 12 lieues d'Ouisconching » (16).

Le géographe Homann définissait la frontière nord, de Chicago au Mississippi ; d'autres, comme Jaillot, ont même inséré dans leurs cartes le bassin du lac « Winiped », sur la théorie qu'il était la continuation de celui du Mississippi (17).

Cette controverse de frontière, existait aussi

(14) Arch. Col. C 11 A 43 : 106 et suiv.

(15) Arch. Col. C 11 A 43 : 106 et suiv.

(16) Mémoire de Perrot publié par Tailhan Sj., p. 58-85.

(17) The Mississippi basin. Winsor, p. 148.

pour celle de l'est, les deux colonies réclamaient la rivière Ouabache et avaient élaboré pour la protéger, des plans opposés, comme nous le verrons.

Vaudreuil avait profité de la paix conclue avec les Renards, pour établir en 1717, un poste à la baie des Puants, à l'embouchure de la rivière des Renards (17), et fit réoccuper celui de la baie Chagouamigon du Lac Supérieur, par Le Gardeur de Saint-Pierre (19). Il avait aussi renvoyé Desliette au poste de Pimitoui des Illinois, au printemps 1718, avec un sergent et dix soldats, mais il ignorait encore l'annexion des Illinois à la Louisiane, et il dut les rappeler en 1719 (20).

C'est alors qu'il s'efforça de contrôler la voie de communication de la rivière Ouabache qui devenait la plus fréquentée, et où se trouvaient les sauvages Ouyatanons qui comprenaient cinq grands villages, dont le plus important était celui des Pianguichias. Les Miamis habitaient la tête de la petite rivière du même nom (Maumee River), qui se décharge au sud du lac Erié, de là, par un portage de troies lieues, on atteignait la rivière Ouabache. Ces deux tribus : Miami-Ouyatanons, n'étaient qu'une même nation qui demeurait autrefois à Chicago et sur la rivière Saint-Joseph, affluent du lac Michigan, et s'étaient divisés par la jalousie des chefs (21).

Il fit donc occuper la rivière Saint-Joseph par le Capitaine Deshaillon de Saint-Ours, avec cinq

(18) Arch. Col. C 11 A 124 : fol. rouge 17, Alvord, the Illinois Country, p. 149.

(19) Kellog, *op.cit.*, p. 300.

(20) Arch. Col. C 1 A 41 : 98.

(21) Mémoire de Sabrevois, 1717, Arch. Col. C 11 A 39 : 354-362, N. Y. Colonial Documents, IX : 885.

soldats et huit colons, il envoya ensuite du Bellestre, enseigne dans les troupes, avec trois soldats et un forgeron chez les Ouyatanons, Vincennes se trouvait déjà sur la rivière des Miamis (22), et pour soustraire les Miamis-Ouyatanons du gouvernement des Illinois qu'il disait n'y avoir jamais été compris, ni dans celui de la Louisiane (23), il les engagea à retourner s'établir à Chicago, ou sur les rivières Saint-Joseph et Teakiki, où étaient « les os de leurs pères », mais sans beaucoup de succès ; en 1719 leur grand ami Vincennes (Jean-Baptiste Bisso, sieur de), qui avait vécu parmi eux depuis 1695, mourut dans leur village, et les Miamis refusèrent, par fidélité à son souvenir, de l'abandonner (24). Son fils, François-Marie, qui était venu l'année précédente, devait continuer l'œuvre de son père et le remplacer dans l'estime des sauvages (25).

Chez les Ouyatanons, une quarantaine seulement s'établirent sur le Téakiki, mais ceux du grand village Pianguichias refusèrent de quitter le bas de la rivière Ouabache dont la proximité du Pays des Illinois facilitait leur approvisionnement,

(22) Arch. Col. C 11 A 124 : fol. rouge 17 et suiv.

(23) Vaudreuil au Conseil de Marine, 22 Octobre 1720, Arch. Col. C 11 A 42 : 167.

(24) Arch. Col. C 11 A 40 : 185.

(25) Arch. Col. C 11 A 44 : 367. François-Marie Bisso, sieur de Vincennes, arriva chez les Miamis en 1718 en qualité de Cadet dans les troupes, li y commanda ensuite sous les ordres de du Buisson ; en le recommandant au Conseil de Marine, Vaudreuil disait que les sauvages avaient pour lui « la même attache qu'ils avaient pour son père ». Comme lui, il vécut et mourut au service de son roi, fait prisonnier par les Chicachas en 1736, il fut brûlé vivant avec Dartaguiette, commandant aux Illinois, Sur le site de son fort, s'élève aujourd'hui la ville de « Vinnes » dans l'Etat de l'Indiana.

et Boisbriant les incorpora dans son gouvernement malgré les récriminations de Vaudreuil (26).

Il était naturel que les Canadiens eussent ressenti l'annexion du pays des Illinois à la Louisiane, puisque c'étaient eux qui l'avaient exploré et établi depuis La Salle ; cependant il ne fallait pas méconnaître le lien qui unissait, par le Mississipi, les Illinois à la Nouvelle-Orléans. « Sentimentalement, les Illinois appartenaient au Canada, logiquement, à la Louisiane » (27).

Cette rivalité avait atteint son paroxysme avec la reprise des hostilités des Renards en 1718, et leur animosité incessante contre les sauvages et les établissements français des Illinois, devait, par une fatale ironie, servir les intérêts du Canada.

Ce fut là, regrettons-nous de l'avouer, l'une des causes qui retarda le dénouement de cette interminable guerre.

(26) Mémoire de Sabrevois 1717, Arch. Col. C 11 A 39 : 354-362.

(27) Kellog, *op.cit.* p. 303.

CHAPITRE XI

Boisbriant commandant aux Illinois. — Construction du fort de Chartres. — Arrivée de Renault. — Formation du conseil des mines. — Erection des Illinois en Province. — Description du pays, ses villages : Kaskaskia, Saint-Philippe, Fort de Chartres, Cahokia, les villages indiens. — Occupation des habitants. — Déception de la Compagnie des Indes. — Elle se désintéresse du pays. — Revendications de Renault et de Boisbriant.

La Compagnie des Indes mettait tout son espoir dans l'exploitation des mines des Illinois que Cadillac avait visitées en 1715. De nombreux mémoires envoyés en France avaient fait miroiter ce pays comme étant un nouvel Eldorado « rempli de mines d'argent, de plomb et de cuivre qui doivent produire des retours considérables à la Compagnie » (1), et étaient « aussi abondantes que celles de Mexique » (2).

A la cession de la Louisiane à la Compagnie, Bienville avait reçu le commandement général de toute la province, et Pierre Du Gué, sieur de Boisbriant, premier lieutenant du Roy, celui du Pays des Illinois (3). Au mois de mai 1719, il arrivait à

(1) Directeurs de la Cie des Indes à Duvergier. Arch.Col. C 13 A 6 : 22.

(2) La Louisiane sous la Compagnie des Indes, Heinrich, p. 4.

(3) Arch. Col. Bienville au Conseil de Marine, C 13 A 5 : 164.

Kaskaskia, accompagné de cent hommes, comprenant des officiers, soldats, ingénieurs et mineurs (4). Son premier acte d'administration fut d'ériger le fort de Chartres (5), à six lieues au nord du village de Kaskaskia sur le Mississipi. Il fut construit de pieux « gros comme la jambe, de figure carrée, avec deux bastions » (6).

En 1720, arriva à la Louisiane, Philippe-François Renault, ancien banquier de Paris, que la Compagnie avait envoyé pour prendre la direction générale des mines, il était accompagné de mineurs, de fondeurs, avec tous les ustensiles nécessaires de forge et de fonte. Après s'être assuré d'une équipe de nègres, il monta immédiatement aux Illinois, et commença l'exploitation d'une mine de plomb, située sur la rivière Maramek (ou Marameg), au nord du fort de Chartres. En 1722, avec un détachement de douze soldats commandés par le Gardeur de l'Isle, il fit un voyage de deux mois, à la recherche de gisements plus précieux, et remonta la rivière des Illinois jusqu'au Rocher, mais ne découvrit que du cuivre (7).

L'administration de ces mines avait été confiée à un conseil composé de Boisbriant, président, Antoine de la Loëre des Ursins, Diron, inspecteur général des troupes, Meau, ingénieur machiniste, Dartagnette, lieutenant, Merlion, Pigniol, Ferrarois et un commis qui devait tenir le registre des résolutions (8).

(4) Arch. Col. C 13 A 5 : 281.

(5) Nommé ainsi en l'honneur du duc de Chartres, fils du Régent.

(6) Mémoire de Diron, Arch. Col. C 13 C 2 : 241.

(7) Arch. Col. C 13 C 2 : 180-186. Journal de le Gardeur de l'Isle.

(8) Arch. Col. B 42 bis : 230.

La Compagnie n'avait rien négligé pour le succès de l'entreprise ; elle en avait même prévu les détails les plus minutieux : on devait d'abord exploiter la mine de plomb, avec un officier et un détachement, puis la mine d'argent où le commandant « en personne » devait y faire sa résidence. Après la fonte, « les matières d'argent » devaient être déposées dans une « caisse à deux serrures » avec une clé pour Boisbriant, et une pour La Loère ; mêmes formalités pour le cuivre (9).

En 1721, la Louisiane fut divisée en neuf districts militaires : Nouvelle-Orléans, Biloxi, Mobile, Alibamon, Natchitoches, Natchez, Yazoo, Arkansas et les Illinois.

Le 12 mai 1722, la Compagnie des Indes, estimant que le pays des Illinois « est déjà fort habité d'un grand nombre d'habitants de François qui augmentent tous les jours », décida d'en faire une province. Son conseil, ressortissant du Conseil supérieur de la Louisiane, devait exercer en première instance la justice, tant civile que criminelle, en même temps que les affaires de la Compagnie des Indes ; sa juridiction s'étendait sur le district des Arkansas et des Illinois, c'est-à-dire, sur tous les lieux établis depuis et y compris la rivière des Arkansas, et la rivière Ouabache « située à l'est du même fleuve, jusqu'où les établissements françois dépendant de la Louisiane pourront s'étendre » en remontant le fleuve du Mississipi tant à l'ouest qu'à l'est, y compris les rivières affluentes. Ces frontières dépassaient les limites réelles du pays des Illinois. Elles n'étaient pas définies au nord et devaient

(9) Arch. Col. B 42 bis : 231-232.

faire l'objet de controverses entre le Canada et la Louisiane (10).

Le conseil provincial était composé de Boishriant, en qualité de chef et juge, de La Loëre, premier conseiller, du sieur Chassin, deuxième conseiller, du sieur Périllaut, secrétaire du Conseil, d'un greffier, et d'un commis élu. Leur charge était à titre gratuit ; cependant ils recevaient des indemnités pour frais de déplacement (11).

Jusque-là, la seule autorité existante dans ce district avait été celle des Missionnaires. La population s'était recrutée en partie parmi les coureurs de bois et les « libertins » du Canada qui s'y étaient réfugiés, afin de vivre hors de toute contrainte, et une des premières clauses de l'annexion des Illinois avait été l'interdiction de passage du Canada à la Louisiane, sans en avoir obtenu la permission des gouverneurs respectifs (12). De plus, il fut interdit de faire la traite dans l'étendue de la province, sans l'autorisation du commandant, sous peine de confiscation des marchandises (13).

* :
* *

En 1722, des Indiens du haut Missouri étaient venus aux Illinois et avaient annoncé qu'ils avaient défait une expédition espagnole du Nouveau Mexique, qui voulait s'établir sur le Mississipi, et s'emparer des Illinois. Leur chef avait présenté à Boishriant une chasuble, une patène et un calice qu'il avait arrachés au missionnaire espagnol. Le calice,

(10) Arch. Col. B 43 : 103-104.

(11) Ibidem : 106.

(12) Arch. Col. C 11 A 41 : 99.

(13) Arch. Col. B 42 bis : 391.

avait-il dit, lui avait été très utile « parce qu'il ne manquait jamais de tuer du bœuf ou du chevreuil quand il le portait » (14).

Cette menace espagnole fit comprendre la nécessité d'un poste sur le Missouri, et on en avait confié la réalisation à de Bourgmont.

La Compagnie, par tous ces efforts, semblait donc saisir l'importance stratégique et économique du pays des Illinois. Les débuts en étaient impressionnants et il ne tenait qu'à elle de persévérer dans cette politique pour faire « de l'Illinois le plus beau fleuron de sa couronne » (15).

Charlevoix, descendant la rivière des Illinois en automne 1721, s'exclame : « ... J'ose vous affirmer qu'il n'est pas possible de voir un meilleur ni un plus beau pays que celui qu'elle arrose ». Cette région, ajoutait-il, avait deux avantages : l'un tenait à sa situation utile aux deux colonies, l'autre à ce qu'elle était le grenier de blé pour la Louisiane, qu'elle pourrait fournir en abondance, même si elle était « toute peuplée jusqu'à la mer » (16).

La population française des Illinois en 1723 s'élevait à 334 âmes, réparties entre les trois villages de Kaskaskia, Fort de Chartres et Cahokia. Le premier était le plus important et comptait 196 habitants (17).

Kaskaskia se situait sur la petite rivière du même nom, un peu en amont de son confluent avec le Mississippi. La riche nature de son terrain, tout en vastes prairies, n'obligeait pas les colons à le défi-

(14) Arch. Col. C 13 A 6 : 297-298.

(15) Heinrich. Op. cit., page 26.

(16) Charlevoix. « Journal d'un voyage », page 403.

(17) Arch. Col. F 3 24 : 163.

cher. Plusieurs avaient leurs moulins, leurs habitations étaient de bois de charpente, que l'on remplaça par des constructions de pierre au fur et à mesure que la population augmentait.

Leur église (l'Immaculée Conception) faisait preuve de leur aisance. Elle était, suivant Diron, à l'occasion d'une tournée d'inspection en 1723, « la plus belle qui soit dans la colonie ». Kaskaskia avait été, depuis 1719, érigé en paroisse et les jésuites y retiraient, ajoute Diron, « des dîmes qui étaient assez bonnes » (18).

Ces derniers avaient en outre, sur leur concession, une grande métairie qu'ils faisaient valoir eux-mêmes, avec un moulin à vent, pour leur usage et celui des habitants.

Un peu plus haut, sur le bord de la rivière Kaskaskia, se trouvait le village illinois, composé d'environ 200 guerriers. Ces indigènes, devenus laborieux grâce aux Missionnaires, avaient appris à cultiver, en même temps que leur « blé d'inde », le blé français ; ils avaient trois moulins à farine et quantité de bestiaux et de volailles (19). Ces sauvages, d'après Charlevoix, étaient tous chrétiens, d'une grande dévotion, d'un naturel très doux et très affectionnés aux Français (20).

Il semble néanmoins y avoir contradiction sur ce sujet. Diron, au contraire, nous affirme que les missionnaires avaient inutilement voulu leur faire comprendre depuis plus de 30 ans « qu'un Dieu s'est fait homme et est mort pour nous » (21). Par

(18) Arch. Col. C 13 C 2 : 240. Journal de Diron.

(19) Arch. Col. C 11 A 39 : 354-362. Mémoire de Sabrevois.

(20) Charlevoix, op. cit. : 403.

(21) Diron, op. cit. : 244.

contre, il s'était émerveillé de leur physique, et déclarait qu'ils étaient « les plus beaux sauvages et les mieux faits que j'aye veus » (22).

La Compagnie des Indes avait accordé à Boisbriant en septembre 1721, une concession sur le Mississipi, d'une lieue « en quaré » de terrain, y compris deux petites îles. Il la divisa en lotissements, et les colons qui s'y établirent formèrent le village de « la Prairie du Rocher » (23).

La garnison du fort de Chartres, en 1723, se composait de deux compagnies de cinquante hommes, et le village s'étendait des remparts, au nord et au sud, jusqu'au village sauvage de Metchigamia, peuplé de cent guerriers.

A une lieue de là, se trouvait la concession de Renault, appelée Saint-Philippe (du nom patronimique de Renault), où étaient établis une quarantaine de Français. Pour la protection des mines, on y entretenait un détachement de dix soldats, avec un fort de pieux formant la figure de deux fers à cheval, entrée et sortie, avec deux bastions, et à l'intérieur, une église et des maisons de charpente et de pierre (24).

La Compagnie avait également octroyé à Mélique, lieutenant, une concession de quatre arpents, de front à la rivière Kaskaskia, allant en profondeur jusqu'au Mississipi (25).

A dix-huit lieues au nord de Fort de Chartres, sur une petite rivière, était situé le village de Cahokia, où s'étaient établis les prêtres des Missions étrangères, qui desservaient en même temps le vil-

(22) Arch. Col. C 13 C 2 : 244.

(23) Arch. Col. B 43 : 56.

(24) Arch. Col. C 13 C 2 : 242.

(25) Arch. Col. C 13 A 6 : 297-300. Lettre de Chassin.

large indien, et la paroisse de Fort de Chartres. Ces derniers y avaient obtenu leur concession ne 1722, et les jésuites, la leur, aux Kaskaskia, en 1716 (26) ; à l'exception de Cahokia et de Fort de Chartres, le ministère de ces derniers s'étendait sur tout le pays des Illinois.

Il y avait, en plus, deux autres tribus de sauvages sur la rivière des Illinois, à 110 lieues du Fort de Chartres : celle des Péorias et celle du Rocher. Mais les Renards, en 1722, les avaient forcés, par leurs attaques incessantes, à se retirer dans les autres villages, et le passage entre la Louisiane et le Canada, était devenu, dans ce pays, très dangereux, sinon impossible.

Les trois villages indiens représentaient une population d'environ 700 guerriers (27), et leur proximité de ceux des Français, ajoutée au manque de colonisation, avait fatalement entraîné des alliances avec les Illinoises que les missionnaires encourageaient (28). Ces unions causaient souvent des dé-

(26) Alvord, op.cit. : 205.

(27) Arch. Col. C 13 C 2 : 243. Journal de Diron.

(28) Arch. Col. C 13 A 3 : 139. Mémoire Duclos, commissaire ordonnateur de la Louisiane. En 1713, on avait envoyé à la Louisiane des filles « si laides et mal faites que les habitants de ce pays et surtout les Canadiens ont fort peu d'empressement pour elles. M. de Clérambaut, qui les a fait embarquer, devrait plutôt s'attacher à la figure qu'à la vertu, et les Canadiens et surtout les voyageurs dont nous avons trouvé icy (la Louisiane) un assez grand nombre, qui sont tous gens très bien faits, ne sont pas fort scrupuleux sur la conduite que les filles ont eu avant qu'ils les épousent, et s'ils en eussent trouvé de bien faites et à leur gré, il en serait resté ici quelques-uns pour les épouser et s'établir icy, ce qui augmenterait la colonie, au lieu qu'ils s'en sont tous retournés en assurant qu'ils aimaient encore mieux les sauvagesses, avec lesquelles la plupart d'eux se marient et surtout aux Illinois, de la main des Jésuites qui y sont missionnaires. »

sordres difficiles à éviter, et engendrèrent une population de métis, qui héritaient, assez souvent, des vices des deux races et très rarement de leurs qualités.

La principale occupation de tous ces habitants était la culture du blé. Le pays des Illinois avait commencé très tôt à approvisionner de farine le bas de la colonie. Dès 1713, la récolte dans le bas du Mississipi avait manqué, et la garnison avait été secourue par les convois de blé venus des Illinois (29).

Grâce à la douceur du climat, on faisait les semailles en automne, ce qui facilitait, pour l'année suivante, la descente de farine à la Nouvelle-Orléans. En 1732, on y en transporta 200 milliers, en 1740, 600 milliers et en 1745, ce furent encore les Illinois qui sauvèrent de la famine la Louisiane ravagée par un ouragan qui avait détruit toutes ses récoltes (30).

Les établissements des Illinois progressaient et leur prospérité contrastait avec la stagnation des autres postes de la Louisiane (31).

Cependant l'enthousiasme de la Compagnie des Indes pour les Illinois ne tarda pas à se refroidir. Elle avait été inspirée par la perspective de retours fabuleux dans l'exploitation des mines.

(29) Arch. Col. C 13 A 3 : 205-206. Duclos au Ministre.

(30) Arch. Col. C 13 A 30 : 57. Vaudreuil au Ministre, 12 Avril 1746.

(31) « Lorsque, sortant enfin des bois qui couraient depuis le bas du fleuve, les rives du Mississipi, les voyageurs apercevaient de leurs barques la plaine verdoyante des Kaskaskias, avec ses pâturages serrés de bouquets d'arbres et ses riches cultures, lorsqu'ils voyaient, enfin, dominé par son église et ses moulins à vent, ce gros village aux maisons de bois, régulièrement bâties, et que l'arrivée de nouveaux émigrants français faisait croître tous les jours, ils ne pouvaient contenir leur admiration. » Heinrich. *La Louisiane sous la Compagnie des Indes.*

Sur ces espérances, on y avait donc envoyé un lieutenant de Roi, pour y commander, avec deux compagnies, bâti un fort et établi un conseil provincial. Renault et ses hommes avaient commencé leurs exploitations, installé des fourneaux, ouvert les mines de plomb, et on fut bientôt en état d'en fondre 1.500 livres par jour, mais ce n'était pas suffisant. On y avait trouvé du cuivre, mais il manquait de spécialistes pour le travailler. Quant aux gisements d'argent, ils étaient incertains (32).

En 1722, l'inondation du Mississipi fit d'énormes ravages, aux habitations des colons, détruisit une grande partie de leurs récoltes et amena une épidémie qui fit de nombreuses victimes, y compris le chirurgien, et on avait dû suspendre l'exploitation des mines (33). L'arrivée de ces nouvelles auprès des directeurs de la Compagnie allait modifier leur politique au Pays des Illinois.

Ils déclaraient avoir déboursé annuellement 58,687 livres, aux Illinois, et qu'à partir de l'année suivante, ils réduiraient cette somme à 36.579 livres, « sauf à augmenter cette dépense, par la suite, s'il était nécessaire, au cas que les mines réussiraient, ou à la supprimer dans deux ans, si elles ne produisent rien » (34). Tel était donc le programme arrêté. Les mines étaient le baromètre qui devait régler toutes les activités de la Compagnie. Elle n'avait entrepris l'exploitation de la Louisiane et des Illinois que dans son intérêt personnel, et non pour le bien de la colonie.

(32) Arch. Col. C 13 A 8 : 222 à 224, 448, Mémoire du Comité de la Louisiane, 1724.

(33) Arch. Col. C 13 A 6 : 407-408. Journal de Diron.

(34) Arch. Col. C 13 A 8 : 327. Mémoire au Conseil de Marine.

Pour mieux se justifier, elle contestait même aux Illinois ses possibilités agricoles. On concédait que ce pays avait un bon climat et que les terres paraissaient belles, mais on ajoutait, avec une naïveté puérile, qu'elles ne devaient pas être bonnes, « les épis de bled étant court et peu chargés de grains ». On déplorait, de plus, qu'elles ne pouvaient rapporter ni l'indigo ni le coton, et qu'il fallait quatre mois pour y monter et deux pour y descendre (35).

On devait fournir à Renault vingt-cinq nègres, tous les ans. Il n'en aurait rien coûté à la Compagnie des Indes de les lui livrer, puisqu'ils auraient servi à monter les bateaux aux Illinois, mais Renault était obligé d'aller les chercher à la Louisiane (36).

La Compagnie défendait, sous peine de mort, la culture de la vigne et du chanvre, dont elle seule avait le monopole. Comme elle ne pouvait en monter aux Illinois qu'à de rares intervalles, Renault, qui avait besoin de vin pour ses ouvriers et de cordage pour ses mines, réclama, mais vainement, l'autorisation d'en cultiver. On refusa également aux habitants la culture du lin pour la fabrication de toiles grossières pour leur usage et celui de leurs nègres (37).

De plus, la Compagnie qui, dès avant 1722, n'avait envoyé que quelques convois de marchandises, devait bientôt donner l'ordre de n'en plus faire monter. Cette année-là, les habitants étaient allés, avec des lettres de change du Conseil des Illinois, pour en chercher à la Nouvelle-Orléans, voyage

(35) Arch. Col. C 13 A 8 : 222-224.

(36) Ibidem.

(37) Arch. Col. C 13 A 8 : 222-224.

long et pénible comme nous le savons, mais ils n'en avaient rien rapporté (38).

On en était arrivé, peu à peu, à une déplorable extrémité : marchandises et munitions épuisées, poudrières vides (39), et les Renards de plus en plus menaçants, avaient recommencé leurs incursions en 1718 (40) ; ils étaient devenus aux Illinois un véritable fléau (41).

Boisbriant, qui n'avait jamais cessé d'exposer la situation à la Compagnie, écrivait en 1725 que : les habitants ne pouvaient plus vaquer à leurs travaux et n'osaient sortir qu'en s'escortant les uns les autres, les Renards étaient en embuscade perpétuelle aux environs des établissements français et sauvages ; Renault d'un autre côté se trouvait dans l'impossibilité de poursuivre ses opérations et se verrait obligé d'abandonner sa concession sans pouvoir acquitter ses billets en souffrance (42).

Le Conseil de la Louisiane ne comprenait pas que la Compagnie eût pris le parti de ne plus envoyer de marchandises, car cela obligeait les colons à descendre à la Nouvelle-Orléans, en leur faisant perdre six mois, et ils préféraient payer deux cents ou trois cents pour cent, plutôt que de faire le voyage. Le Conseil estimait que le pays des Illinois était le plus important de toute la Louisiane et que si la guerre coupait les communications avec la France, on y pourrait tirer suffisamment de farines

(38) Arch. Col. C 13 A 6 : 407. Journal de Diron.

(39) Arch. Col. C 13 A 6 : 407-408. Journal de Diron (lettre de Boisbriant, 2 Décembre 1722).

(40) Arch. Col. C 11 A 40 : 180. Vaudreuil au Conseil de Marine.

(41) Arch. Col. C 13 A 6 : 388.

(42) Arch. Col. C 11 A 9 : 67 ; 242.

et de viandes pour secourir toute la colonie, et que loin de l'abandonner il fallait au contraire y maintenir une forte garnison et un magasin, tant pour les besoins des habitants que pour engager les Renards à la paix (43).

A ces récriminations, la Compagnie répondit en réduisant le budget annuel des Illinois de 22.000 livres (44), et sa garnison de deux compagnies, à 30 hommes, dont huit seraient détachés au poste du Missouri (45).

Cette année-là, Boisbriant prit le commandement général de la Louisiane à la place de Bienville, rappelé en France par la Compagnie (46), et du Tisé monta aux Illinois (47).

(43) Arch. Col. C 13 A 9 : 16, 68, 262. Mémoire du Conseil de la Louisiane à la Compagnie des Indes, 27 Fév. 1725.

(44) Arch. Col. C 13 A 8 : 327, F 3 24 : 163.

(45) Arch. Col. B 43 : 567. Heinrich, p. 170.

(46) Arch. Col. C 11 A 9 : 14.

(47) Arch. Col. B 43 : 459.

CHAPITRE XII

Les Renards recommencent les hostilités. — Ils forment une vaste confédération. — Accusations de Vaudreuil contre Boisbriant. — Etat déplorable aux Illinois causé par les incursions des Renards. — Ils se rendent maîtres de la rivière des Illinois. — Etablissement du fort d'Orléans sur le Missouri par de Bourgmont. — Tergiversations de Vaudreuil. — Réprimandes de la Cour. — Elle lui défend d'accorder des congés de traite ; insiste pour qu'il termine la guerre des Renards. — Plaintes de la Compagnie des Indes au ministre. — Vaudreuil se disculpe ; il envoie Lignery faire une paix avec les Renards et les nations des lacs, sans y inclure les Illinois. — Situation désespérée aux Illinois ; récriminations contre Vaudreuil et Lignery.

Les Renards, depuis la paix de Louvigny, étaient restés tranquilles ; seuls leurs alliés Kikapous et Mascoutins avaient continué leurs attaques contre les Illinois (1).

En juillet 1718, ils envoyèrent à Montréal une députation de cinq de leurs principaux chefs, et firent à Vaudreuil leur soumission, le suppliant humblement « d'avoir pitié d'eux », qu'ils n'étaient pas « revenus de la peur que Louvigny leur avait faite » et réclamèrent les otages.

Vaudreuil, en présence de toutes les nations qui étaient descendues, leur reprocha de ne pas avoir contenu leurs alliés, et de ne pas avoir rendu

(1) Arch. Col. C 11 A 39 : 143. Vaudreuil au Conseil de Marine.

les prisonniers qu'ils détenaient, et leur remit le seul otage survivant (2).

En 1719, les chefs Renards et Kikapous descendirent de nouveau à Montréal, offrirent une alliance avec les Français et proposèrent la médiation des Sakis pour négocier la paix avec les Illinois (3).

Cette soumission n'était que superficielle, elle servait de prétexte à se mieux préparer ; ils protestaient de leur bonne foi aux Français quand ils n'avaient dans leur cœur, qu'un seul sentiment dominant, si cher à l'Indien : la revanche.

Leur grand chef Kiala avait réussi à constituer une formidable Confédération de nations indiennes dont le but était de détruire à tout jamais l'envahissement de l'Européen.

Cette conspiration comprenait à l'ouest : les Mascoutins, Kikapous, Sakis, leurs ennemis traditionnels les Sioux, les Optatas et Ayouets du Missouri ; au sud les Chicachas alliés des Iroquois, et à l'est s'étendait jusque chez les Abénakis, établis sur le lac Saint-François entre Québec et Montréal (4).

Quatre chefs Abénakis s'étaient retirés dans le village des Renards, et, alors qu'ils offraient cette alliance à Vaudreuil, ils déléguaient l'un d'eux, Nénangoussik, à son village de Saint-François pour inviter les Abénakis à monter à la Baye et à tomber sur les Nations. Quarante jeunes gens l'avaient suivi jusqu'à Montréal, mais Vaudreuil était parvenu à

(2) Arch. Col. C 11 A 39 : 147. Vaudreuil au Conseil de Marine.

(3) Arch. Col. C 11 A 40 : 180. Vaudreuil au Conseil de Marine.

(4) Alvord, op. cit., p. 160. Charlevoix, « Journal d'un Voyage », 300.

les en dissuader. Ils refirent la même tentative mais vainement, en 1723 (5).

En reprenant les hostilités, ce furent encore les villages Illinois qui, par leur position géographique, entre la Louisiane et le Canada, subirent leurs assauts continuels.

La dernière perfidie des Renards aurait dû convaincre Vaudreuil de l'impossibilité de transiger, qu'il n'y avait rien à espérer d'eux, et qu'il lui fallait abandonner une politique de conciliation, mais la rivalité des deux colonies était loin de s'apaiser et les hostilités avaient recommencé.

En 1720, le chef des Pontouatamis, à la tête de mille guerriers Miamis-Ouyatanons et Illinois, voulut venger la mort d'un Miami. Vaudreuil crut bon de les contenir, promettant de leur abandonner les Renards si, l'année suivante, ils continuaient à faire la guerre aux Illinois (6). En 1721, ils enlevèrent deux Pontouatamis près de Chicago (7). Alors le 21 octobre 1721, Vaudreuil donnait l'ordre aux Commandants des postes d'en haut, de ne plus retenir leurs sauvages alliés, et en avisait le Conseil de Marine qui, non seulement, l'approuva, mais donna ordre de leur fournir toutes les munitions dont ils auraient besoin (8). Or, l'année suivante, 1722, il écrivait à Tonty, Gouverneur du Détroit, d'empêcher les sauvages de son poste de faire la guerre aux

(5) Arch. Col. C 11 A 45 : 146-154. Vaudreuil au Mi-

(6) Arch. Col. C 11 A 42 : 166.

(7) Arch. Col. C 11 A 44 : 439. Vaudreuil au Conseil de nistre.
Marine.

(8) Arch. Col. C 11 A 43 : 420. Vaudreuil au Conseil de Marine.

Arch. Col. B 45 : 802. Conseil de Marine à Vaudreuil.

Renards (9). Nous ignorons les mobiles qui firent changer les desseins du Gouverneur, si ce n'est que l'intérêt du Canada était en jeu, car, le 20 novembre 1721, il avait écrit au Ministre la lettre suivante :

« ... Une des choses qui contribuera le plus à entretenir la fierté des Sioux et des Renards est la facilité qu'ils auront d'estre toujours fournis de poudre, plomb, armes et autres marchandises par le moyen des coureurs de bois du Canada qui, s'estant retirés dans le gouvernement de la Louisiane, vont faire la traite, et remontant le Mississipi jusqu'au pays des Sioux, avec des congés que l'Officier qui commande dans le pays des Illinois leur donne. Cet Officier, selon le raport de tous les Canadiens qui sont revenus de ce pays dans la colonie, s'imagine que le gouvernement de la Louisiane s'étend dans toutes les terres qui sont le long du Mississipy et des rivières qui s'y déchargent, jusqu'au lac des Assiniboëles, ce qui est une erreur dans laquelle tous les Français de la Louisiane ont donné et qui certainement sera très préjudiciable à la colonie du Canada, en ce que, si elle subsiste, ils auront la liberté de lui enlever, par la rivière de Ouiskousing, toute la pelleterie des sauvages de la Baye qui sont : les Renards, Kikapous, Mascoutins et Puans, Sakis, Poutouatamis, Folles Avoines, Nokets ; sur le haut du Mississipy, celle des Sious et celle des sauvages de Chagouamigon, par une rivière qui donne communication du Mississipy au lac supérieur... » (10).

(9) Arch. Col. C 11 A 45 : 356. Lettre de Tonty à Ramesay, gouverneur de Montréal.

(10) Arch. Col. C 11 A 43 : 106 et s. Vaudreuil au Conseil de Marine.

Or, pendant toutes ces tergiversations, les Renards et leurs alliés Osages, Sioux, Chicachas, mettaient à feu et à sang les établissements français et sauvages illinois.

Toute la vallée était le théâtre de dévastations. Il ne se passait pas de jour qu'ils ne fussent exposés à leurs coups.

Charlevoix, en 1721, descendit la rivière des Illinois et vit des scènes d'horreur : « corps calcinés et fumants encore attachés au poteau ». « Il n'y a pas, écrivait-il, trop de sûreté à naviguer sur la rivière des Illinois, à moins que l'on ne soit en état de ne pas craindre une surprise, ce qui fait beaucoup de tort au commerce réciproque des deux colonies » (11). Leur union avec les Sioux, disait-il, rendait la navigation de tout le haut Missouri impraticable.

Le garde-magasin Chassin, décrit leur astuce et leur effronterie, quand ils allèrent une nuit, s'embarquer devant le village de Kaskaskia, dans un champ de blé, afin de tomber, le lendemain, sur les colons. Heureusement qu'ils ignoraient les jours fériés du calendrier, et que l'on se trouvait pendant les fêtes de la Pentecôte. Voyant que personne n'allait aux champs, et qu'ils couraient eux-mêmes le risque d'être découverts, ils prirent le parti de déloger.

Chassin ne comprend pas comment lui-même, accompagné de M. Thaumur, des Missions étrangères, curé de Caokia, et d'un officier de la garnison, avaient pu leur échapper dans un voyage qu'ils

(11) Charlevoix, *op. cit.*, p. 300.

firent de Kaskaskia à Caokia puisque, aussitôt après leur passage, ils avaient tué une femme (12).

Le fort même ne les intimidait plus. Le 9 août 1723, vis-à-vis de ses murs, ils grêlèrent de coups de fusil, les nommés Lafon et Le Sueur qui chassaient le chevreuil (13).

Le suprême mépris qu'ils avaient pour les Illinois augmentait encore leur insolence et leur férocité notoire.

Charlevoix raconte que ces derniers étaient en train, un jour, de brûler un Renard, quand celui-ci, apercevant parmi les spectateurs, un Français, le pria de venir le torturer. A la surprise de ce dernier, il répondit que c'était pour avoir la consolation de mourir par la main d'un « homme ».

En 1722, ils faisaient une attaque massive sur les deux derniers établissements de la rivière des Illinois, Pimitoui et le Rocher, ancienne forteresse de La Salle.

Averti par un coureur, Boisbriant, à la tête de cent hommes, accompagné des capitaines Dartaguet et du Tisé, allait les secourir par la rivière des Illinois, ne laissant au fort que le lieutenant Mélique avec quelques hommes, et, envoyait par les terres, quarante autres Français avec quatre cents sauvages commandés par un colon nommé Bourdon, avec ordre de le joindre à Pimitoui.

A cet endroit, Boisbriant apprenait que les Renards s'étaient retirés (14) après avoir laissé 120

(12) Arch. Col. C 13 A 6, 297-300. Lettre de Chassin au père Bobé, 1^{er} Juillet 1722.

(13) Journal de Diron, p. 269.

(14) Arch. Col. C 13 C 2 : 187-289. Journal de Diron. Diron finit cette narration en racontant que le détachement de Bourdon était revenu dans un pitoyable état et avait souff-

morts. Les Illinois n'en avaient perdu qu'une vingtaine.

Mais cette action fut grosse de conséquences. Les Péorias de Pimitoui et du Rocher se retirèrent à Cahokia et Kaskaskia, livrant ainsi par l'abandon de la rivière des Illinois, la seconde voie de communication Canada-Louisiane.

Restait celle de Miami-Ouabache qui n'était guère plus sûre, infestée de Sioux et de Chicachas qui montaient une garde vigilante, et rendaient le trafic excessivement dangereux. Une famille de neuf Français, venant du Canada par cette rivière, avait été attaquée et tuée, à l'exception de trois de ses membres, qu'on avait emmenés prisonniers (été 1722).

Les Osages au Missouri massacraient les voyageurs et pillaient leurs marchandises (15).

Il fallait dans l'intérêt de la colonie, que cette formidable coalition d'indigènes fût brisée.

La Compagnie des Indes, comme nous l'avons indiqué, avait décidé l'érection d'un poste sur le Missouri dans un but à la fois économique et défensif, c'est-à-dire, d'établir des relations commerciales avec les Espagnols du Nouveau Mexique, et en cas de rupture, se fortifier sur le Missouri. Il fallait pour cela raffermir l'amitié des nations alliées et leur faire faire la paix avec les Padoucas, voisins des Espagnols.

Venyard de Bourgmont, ancien commandant à Détroit en 1705, à qui cette entreprise avait été confiée, pour sa grande expérience de ces régions, profita de sa mission pour faire rompre l'alliance qui

fert de la faim... par l'inexpérience de Bourdon qui « est incapable de ces sortes d'employe et plus habille à piquer des bœufs au labourage que conduire une troupe de guerriers ».

(15) Chassin. Lettre citée, 297-300.

unissait les Renards aux Otoptatas et Ayouets du Missouri, et dans le rapport qu'il donna, il déclara que si elle n'eût été brisée, il aurait fallu abandonner le fort de Chartres (16).

Cette entreprise avait failli échouer, à cause de l'état lamentable qui régnait aux Illinois, où, comme nous le savons, on manquait de tout.

En montant au Missouri, il s'était arrêté aux Illinois pour obtenir ses marchandises, mais Bienville avait écrit à Boisbriant « que comme vous êtes hors d'état de vous soutenir... de garder les trois quarts des effets qui étaient destinés pour l'établissement du Missouri » (17).

Il dut en faire lui-même les frais. On lui promit en plus dix milliers de plomb, mais les travaux de mines étaient paralysés à cause des Renards, il dut attendre 49 jours, et encore ne lui en fournissait-on que deux milliers en barre, qui diminuèrent d'un cinquième à la fonte.

Après avoir construit le fort qu'il avait nommé « Fort d'Orléans » il s'était rendu jusque chez les Padoucas, qu'il avait pacifiés avec les nations alliées, et avait conduit les quatre chefs et la fille « du grand chef Missouri » « dans ce pays d'où viennent les fusils et la poudre ». Ils avaient été présentés, à Versailles, au Roi et à toute la cour, et Bourgmont reçut des lettres de noblesse en récompense de son succès (18).

(16) De Bourgmont aux commissaires de la Compagnie, 18 Février 1724. Arch. Col. G 13 C 4 : 126.

(17) Arch. Col. C 13 C 4 : p. 124. Lettre Bienville à Boisbriant, 20 Août 1723.

(18) Arch. Col. C 13 C 4 : 131-158. Relation du voyage de Bourgmont, commandant de la rivière du Missouri, 20 Juin 1724.

Parmi les officiers qui étaient avec lui au Missouri, se trouvaient les Saint-Ange, père et fils, deux noms intimement liés à l'histoire du pays des Illinois. C'est à Saint-Ange fils que devait incomber le pénible devoir de descendre pour la dernière fois le drapeau français du fort de Chartres à la cession de 1765.

En 1723, il avait lui-même failli être tué par les Renards dans ces circonstances qui peignent bien le peu de confiance qu'on pouvait accorder aux sauvages illinois devant le danger, eux qui étaient réputés être les plus beaux et les mieux faits des Indiens « fiers, arrogants chez eux et les plus lâches hommes qu'il y ait lorsqu'ils ont perdu de vue leur village » (19).

Descendant le Mississipi de Cahokia au fort de Chartres, accompagné d'un soldat et de deux sauvages, Saint-Ange fils avait été attaqué par quinze Renards. Le soldat tomba à la première décharge, Saint-Ange avait été blessé. Les deux sauvages l'avaient supplié de mettre à terre, afin de « se battre plus commodément » et sans attendre que leur pirogue eût accosté, ils avaient sauté à l'eau et... s'étaient enfuis.

Saint-Ange pressé par l'ennemi alla s'embusquer derrière un arbre. Les Renards se jetèrent sur la pirogue, scalpèrent la chevelure du soldat et s'enfuirent en poussant des « cris effrayants » ; vers minuit, ils se glissèrent sur le bord de l'eau, sa pirogue n'y était plus ; il construisit un radeau et descendit à la dérive jusqu'au fort de Chartres.

Quelques jours plus tard, trois de ses agresseurs furent capturés et brûlés. Ils déclarèrent avoir

perdu quatre hommes dans la première attaque.

Ces tueries avaient réduit à la dernière extrémité les habitants. On ignorait si Vaudreuil avait fait quelque entreprise sur les Renards, personne n'était venu du Canada en 1722 (20). Ainsi abandonnés ils s'organisèrent en milices, et vécurent désormais le fusil à l'épaule (21.)

*
* *

L'inaction du Canada avait exaspéré les Directeurs de la Compagnie des Indes, qui reprochaient à Vaudreuil de négliger la Louisiane et le pays des Illinois. D'autre part, il était venu aux oreilles du ministre que, malgré l'abolition des congés en 1720 (22), le Gouverneur n'en continuait pas moins à donner des permissions pour faire la traite dans les bois, et que des bandes d'Abénakis avaient quitté leurs villages pour aller habiter chez les Renards, leurs alliés. Le ministre lui renouvela la défense de traite et lui donna l'ordre formel d'arrêter la migration de ces Abénakis, en même temps qu'il l'exhorta vivement à prendre toutes les mesures nécessaires pour secourir la colonie des Illinois, et terminer la guerre des Renards (23).

Vaudreuil se défendit d'avoir donné des congés depuis leur suppression, seuls étaient montés ceux qui, les ayant reçus antérieurement, n'avaient pu les faire valoir eux-mêmes, ou qui, les ayant ache-

(20) Arch. Col. C 13 A 6 : 407-408.

(21) Mémoire, Diron, op.cit. 187-289.

(22) Arch. Col. C 11 A 41 : 73.

(23) Arch. Col. C 11 A 45 : 146-154. Vaudreuil au Ministre.

tés, n'avaient pu s'équiper à temps. Il reconnaît cependant que, parmi ceux qui avaient obtenu la permission, quelques-uns, par leur mauvaise conduite, avaient fait banqueroute aux marchands de Montréal qui les avaient équipés, puis s'étaient retirés aux Illinois, pour continuer leurs courses dans les bois. Il accuse une seconde fois Boisbriant de les « marchandiser » et de leur délivrer des permis, aussi avait-il demandé à ce dernier de défendre à ces fugitifs de faire la traite avec les sauvages de son gouvernement, et avait donné l'ordre à ses commandants de saisir les effets de ces hors la loi (24).

Quant à l'allégation concernant les Abénakis, elle était tout simplement mal fondée, il avait au contraire fait échouer les deux conspirations de 1719 et 1723, lorsque Nénanguoussik était allé à Saint-François pour inviter les gens de sa tribu à faire un parti contre les Renards, ce qui lui avait valu les remerciements du Père Aubry ; pour convaincre le ministre, il lui avait fait parvenir la lettre du missionnaire (25).

Quant aux Renards, il fait preuve à leur égard, d'une attitude inattendue qui va jusqu'à la bienveillance ; « cette nation n'a fait aucun coup sur les Français depuis la défaite avec M. de Louvigny en 1716 », elle a au contraire été attaquée en diverses occasions et il n'est pas étonnant qu'elle se soit enfin soulevée. L'attaque du Rocher d'après lui est un acte de « magnanimité » puisqu'ils avaient accordé la vie aux Illinois, alors que ces derniers étaient à leur merci et s'en étaient retournés à leurs

(24) Ibidem. Vaudreuil au Ministre.

(25) Arch. Col. C 11 A 45 : 406. Le Père Aubry, missionnaire de St-François à Vaudreuil. 30 Octobre 1723.

villages, et que là, ils avaient eu la condescendance d'envoyer des députés au Commandant de la Baye, pour s'excuser de leur entreprise, en l'assurant que « dorénavant la guerre était finie ». Les Renards ont eu moins de tort que les Illinois dans cette guerre et il s'en faut de beaucoup qu'ils soient aussi peu traitables qu'on le dit et qu'on leur peut faire entendre raison quand on sait les ménager (26).

Le ministre ajouta si peu de foi à ces explications que le 30 mai 1724, il rappela avec insistance à Vaudreuil, que l'intention du roit était « que vous preniez toutes sortes de mesures pour empêcher les Abénakis d'aller dans les pays d'en haut, parce que cela ne convient en aucune façon ».

Quant aux congés, ils avaient été abolis en 1720, et personne ne devait y monter, même ceux qui n'en avaient pas profité, car ils avaient été accordés de « pure grâce ».

Il lui demanda d'envoyer à la Baye un commandant sûr et expérimenté pour éviter que ne se renouvellent les pratiques de 1716, lorsque l'avidité du gain avait porté certains officiers à fournir de la poudre aux Renards. Il déplore que cette guerre interminable produise une si pénible impression à la Cour, où de nombreuses personnes sont intéressées dans les concessions de la Louisiane, et qu'on dise de lui, au sujet des congés, des choses qu'il ne veut point croire (27). Et pour lui montrer com-

(26) Arch. Col. C 11 A 45 : 136-140.

(27) Arch. Col. B 47 1158-1160. Dans une lettre au Ministre, 5 Octobre 1723, Ramesay avait accusé Vaudreuil de faire la traite dans les pays d'en haut, au détriment du commerce de Montréal (Arch. Col. C 11 A 45 : 332). Les relations de Vaudreuil et Ramesay n'étaient pas des meilleures, quand ce dernier mourut en 1724 Vaudreuil écrivit que sa mort le dispensait de répondre à ses accusations.

bien la Cour désirait voir la fin de ce conflit, il termine en disant que Sa Majesté récompensera celui qui réussira à exterminer cette nation (28). Vaudreuil avait donc de la Cour, un ordre formel, mais il fut bien loin de le suivre, et dès 1722, il avait ordonné à tous les autres commandants des postes d'en haut, de contenir les nations alliées contre les Renards. Il alléguait comme impossibilité de réconcilier les Renards et les Illinois, la question d'ailleurs très discutée des prisonniers, et rejetait encore une fois la responsabilité sur le manque de coopération de la part de Boisbriant.

Quand le ministre en fut informé, il écrivit le 16 août 1724 (correspondance exceptionnelle — car elle se faisait d'ordinaire au printemps avec les départs de bateaux) :

« Versailles, 16 août.

« Monsieur,

« Il m'est venu de bonne part que les commandants que vous avez placé au Détroit et dans tous les postes d'en haut, bien loin d'engager les sauvages voisins de la nation des Renards à leur faire la guerre, et à les détruire, empêchent les autres sauvages d'aller en guerre sur cette nation, en leur faisant des présents, et que l'automne dernier le Commandant de Missilimakinak avait fait assembler toutes les nations des Outaouais chez lui, pour leur faire deffense d'aller en guerre sur les Renards où ces sauvages avaient déjà commencer d'aller et y auraient même deffait une petite troupe. Comme

(28) Arch Col. B 47 1158-9.60.

il n'y a que l'intérêt particulier qui puisse faire agir ces commandants de cette manière, et que conformément aux intentions de Sa Majesté ils ont deub recevoir de vous des ordres tout contraires à ce qu'ils exécutent, Elle m'a ordonné de vous faire seavoir qu'Elle vous rendra responsable de la conduite de ces commandants, si vous ne tenez pas exactement la main à ce que sa volonté soit ponctuellement exécutée à cet égard. Vous devez seavoir mieux que personne que la nation des Renards fait un tort très considérable à la colonie de la Louisiane dont les ha aîns ne pourront faire d'establissemens solides, tant que les ennemis aux courses desquels ils sont journellement exposez les environneront. Il me semble que cette seule raison est assez forte pour devoir vous engager à contribuer de votre part à faire finir cette guerre, puisque les ha aîns de la Louisiane sont également sujets de Sa Majesté que ceux du Canada, et que vous ne devez faire aucune différence entre eux.

« Je vous avoueray que je suis fâché d'apprendre que l'on dise publiquement à la Cie des Indes que vous mettez différence entre votre gouvernement et celui de la Louisiane, et que tous les Commandants des postes du Canada font vendre de la poudre et des balles aux Renards, et je vous prie de vous souvenir encore une fois que c'est vous qui nommés ces commandants. Outre la raison qui regardent les ha aîns de la Louisiane, il convient aussi beaucoup à ceux du Canada, que ces sauvages restent en paix » (29).

Vaudreuil se disculpa en prétendant suivre cette politique irréalisable de paix par la conciliation, qu'une « paix stable et solide était préférable

à une guerre incertaine ». Il a toujours recommandé aux officiers des postes d'apaiser les esprits, de réunir les nations et « d'empêcher les Renards contre les Illinois ». De nouveau, il accuse les officiers des Illinois de laisser leurs sauvages brûler les prisonniers renards au lieu de les racheter, et de les renvoyer dans leurs villages. Et comme s'il n'était pas encore convaincu de la perfidie des Renards, il assure que, si eux et leurs alliés se montraient encore indociles, il ne resterait plus qu'à les détruire (30).

Effectivement, sur son ordre, Lignery avait été envoyé à la Baye pour les contraindre à la paix. Il s'y rendit avec le Père Saint-Pé de Michilimakinac et là, en présence du sieur Amariton et du Père Chardon, il eut une conférence avec les Renards et leurs alliés Sauteux et Puants. Ils consentirent bien, à faire la paix avec les nations alliées des grands lacs, mais refusèrent énergiquement de s'entendre avec les Illinois, sur qui ils auraient toujours « le bras levé » parce qu'ils les avaient frappés trop de fois, et leur avaient manqué de parole, en ne leur rendant pas leurs prisonniers.

Lignery, qui devait leur dicter ses conditions, se soumit finalement aux leurs — et conclut une paix séparée, sans y comprendre les Illinois. Il pria le commandant du Fort de Chartres de faire envoyer les prisonniers Renards.

Peu de temps après, on apprit que les Renards avaient tué cinq Français, Lignery avertit immédiatement Vaudreuil que si cette nouvelle était véridique, il conviendrait de leur faire faire la guerre par toutes les nations.

Le commandant du poste Saint-Joseph et le

(30) Arch. Col. C 11 A 46 : 80-95. Vaudreuil au Ministre.

Père Messenger, engagèrent le « Chat Blanc », chef Saki, d'aller aux Illinois pour convenir des moyens de faire la paix.

Dans une harangue, le Chef illinois nia avoir jamais provoqué les Renards, et affirma que c'était eux qui étaient venus les tuer. Il déclara qu'ils n'avaient pas de prisonniers « parce que n'ayant pas esté en guerre sur eux, ils n'en pouvaient avoir fait d'autres que ceux qu'ils ont pris sur leurs terres ». Et ceux-là, ils les avaient tués, parce qu'ils venaient « répandre le sang de leurs frères » (31).

Il prétendait que si les Renards pouvaient leur faire si aisément la guerre, la faute en était aux Français du Canada qui leur fournissaient des armes et des munitions, pour aller chasser le castor, et que les Renards mentaient lorsqu'ils disaient que les Français de la Louisiane étaient d'autres Français que ceux du Canada (32).

Les Pères Boullenger, Kereben et Thaumur de la Source, confirmèrent l'exactitude des faits avancés par le chef illinois, et ajoutèrent que Lignery, ayant appris le meurtre de cinq Français, ne devait pas leur accorder la paix et encore moins la leur demander. Cette paix sera désastreuse pour les Français et Illinois, parce qu'elle accroîtra la force et l'insolence des Renards (33).

A la nouvelle de cette paix séparée, Renault cria « au désastre », accusa le Canada d'avoir agi par vil intérêt ; dans sa colère il va même jusqu'à

(31) Les sauvages considéraient seulement comme prisonniers ceux qu'ils allaient chercher dans les autres nations.

(32) Arch. Col. C 11 A 56 : 263-266. Harangue du chef Illinois.

(33) Arch. Col. C 11 A 56 : 266-267. Lettre du P. Boullenger, Kereben à du Tisé, commandant aux Illinois, 10 Janvier 1725. (Se reporter aux pièces justificatives, en fin de volume.)

dire que Lignery l'aurait négociée à son profit. Il faut détruire les Renards ou alors abandonner son exploitation (34).

Le Conseil de la Louisiane estima qu'il était de toute nécessité de renforcer les troupes du Fort de Chartres et d'entretenir le magasin ; il prit sous sa responsabilité d'envoyer pour 25.000 livres de marchandises pour éviter aux habitants d'aller en acheter à la Nouvelle-Orléans (35), ce qui lui valut d'ailleurs les reproches du ministre.

Pour plaider la cause des sauvages, le Père Beaubois accompagna à la Cour plusieurs chefs illinois dont le Grand Chef Chicagou ; il exposa au roi la situation pénible que leur causait l'hostilité des Renards (36).

La paix avait causé une véritable panique dans les villages illinois. Le Commandant du Tisé reprocha très vivement à Lignery de l'avoir acceptée, sans y inclure sa province, et se plaignit à Vaudreuil après avoir averti la Cour et la Compagnie des Indes.

Le 5 mai 1725 le ministre écrivit à Vaudreuil :

« Monsieur, je vous informe que M. de Lignery a fait la paix des Sauteurs avec les Renards, sans y comprendre les Illinois, et il a eu selon les apparences des ordres de vous à ce sujet, je ne puis comprendre pour quelle raison il a travaillé à faire cette paix puis qu'en diminuant le nombre des ennemis des Renards c'est les mettre en état de faire

(34) Arch. Col. C 13 A 9 : 60. Lettre de Renault au Conseil de la Louisiane.

(35) Arch. Col. C 13 A 9 : 240.

(36) Alvord, op.cit. : 162. Voir Le Mercure de France. Décembre 1725.

la guerre des Illinois, d'inquiéter les établissements des Français du Misisipy et les rendre par conséquent plus difficiles à faire la paix. Cette conduite fait tenir des discours qui me font de la peine par rapport aux officiers qui sont dans les postes. On dit que vous ne regardés pas les Français qui sont de la Louisianne comme Français, que vous ne vous souciez pas que les sauvages les regardent de même et qu'en faisant continuer cette guerre vous voulez empêcher les sauvages de porter leurs pelleteries du côté de cette nouvelle colonie et les faire tomber toutes en Canada. On ajoute que les Français traitent tousjours de la poudre et des balles aux Renards et que s'il n'estoit pas vray que vous ne vous souciez point que cette guerre finisse, vous auriez donné ordre de ne point faire la paix avec les Renards — qu'ils ne la fissent avec toutes les nations avec qui ils sont en guerre ou au moins une suspension d'armes avec les Illinois afin de s'arranger pendant ce temps pour la paix générale. Ces nouvelles viennent d'arriver par la voye de la Louisiane, et c'est S.A.S. Monseigneur le Duc qui me les aprises et m'a ordonné de vous en écrire. Je souhaite qu'elles n'ayent point fait d'impression sur son esprit et je vous diray qu'il est de votre intérêt de faire cesser de pareils discours » (37).

Nous ignorons si Vaudreuil reçut cette lettre, car il mourut le 10 octobre suivant. S'il fut vivement regretté au Canada (38), sa mort fut un soulagement pour les établissements des Illinois et les sauva peut-être d'une ruine imminente.

(37) Arch.Col. B 48 : 89r.

(38) Garneau, Hist. du Canada. « Il fut sincèrement regretté. Son administration n'avait été troublée par aucune de ces querelles, qui avaient si souvent agité la colonie, divisé les fonctionnaires et paralysée les corps publics. »

CHAPITRE XIII

Intérim de Longueuil. — Amariton. — Politique agressive des Anglais. — Construction d'un fort à Chouegan. — Rétablissement des congés. — Lignery pacifie toutes les nations de l'ouest. — Projets de Lignery pour maintenir la paix.

Le baron de Longueuil qui, à la mort de Vaudreuil, assura l'intérim avant l'arrivée de Beauharnois, le nouveau gouverneur, avait dû relever de son commandement l'officier de la Baye. Les circonstances dans lesquelles fut donné cet ordre, montrent l'importance que la Cour attachait à ce poste, à cause du commerce intense de fourrures qui s'y faisait et de sa proximité des Renards — le ministre était persuadé que la première chose à faire pour les contenir était d'y placer un commandant expérimenté « et dont vous soyez sûr » (1).

Il avait été question du Sieur de la Noue, qui avait commandé le poste de Caministiguia sur le Lac Supérieur de 1717 à 1724 (2) « et qui lui avait paru propre » (3).

Cependant Vaudreuil avait envoyé François Amariton en 1724, prétendant que la Noue était suspect aux Sauvages (4).

(1) Arch. Col. B 47 : 1158. Le Ministre à Vaudreuil.

(2) Kellogg, opus. cit. 298.

(3) Arch. Col. B 47 : 1158-59-60.

(4) Arch. Col. B 48 : 740-741.

Le ministre, dans une lettre du 3 mai 1725, avait insisté pour connaître les raisons de cette suspicion, et s'était opposé énergiquement à la nomination d'Amariton, parce qu'il n'avait aucune expérience des sauvages et qu'il n'y convenait pas « pour bien d'autres raisons que nous n'ignorez pas » (5).

Vaudreuil ne reçut pas cette dépêche qui se perdit dans le naufrage de la flûte « Le Chameau » au mois d'août, et mourait au mois d'octobre suivant.

Le 8 janvier le ministre expédiait, par la Nouvelle Angleterre, une dépêche à Longueuil, lui demandant de rappeler d'urgence Amariton, et de le remplacer par la Noue ; pour bien s'assurer de l'exécution de l'ordre, il désignait la Périère-Boucher, pour le cas où la Noue ne pourrait faire le voyage (6).

Or Vaudreuil, quelques jours avant sa mort, avait déjà pris le soin de rappeler Amariton et l'avait remplacé par le Lieutenant Duplessis-Faber, qui était monté à la Baye au début du printemps de 1726 (7).

Ici une question se pose : comment Vaudreuil a-t-il pu prendre l'initiative de ce déplacement ? Aurait-il été informé du mécontentement de la Cour ?

Quant à Amariton nous avons appris qu'à l'époque même où on voulait le relever de son commandement à la Baye, il avait délivré du bûcher une Illinoise que les Renards allaient brûler, en payant

(5) Arch. Col. B 48 : 740-741.

(6) Arch. Col. B 49 : 607. Maurepas au Baron de Longueuil.

(7) Arch. Col. C 11 A 48 : 394. Longueuil au Ministre.

sa rançon de 400 peaux de castor, et de plus dépensa 1.500 livres au service du Roi (8).

En 1731 l'intendant Hocquart écrit qu'il était endetté de 9.000 livres, qu'il remboursait sur ses appointements, à raison de 300 livres par an (9).

Cet officier ne s'est certainement pas enrichi, et il ne saurait être accusé de concussion dans un poste où les commandants étaient réputés faire fortune en peu de temps (10). D'ailleurs en 1730 Beauharnois sollicita pour lui la Croix de Saint-Louis (11).

Vincennes qui commandait aux Miamis avait informé Boisbriant que les Anglais s'étaient installés dans le haut de la rivière Ohio ; ils venaient d'Albanie et étaient soutenus dans leur établissement par les Iroquois.

Vincennes craignait que les Illinois et les Miamis qui manquaient de marchandises n'aillent traiter avec ces Anglais. D'autre part, ils voulaient s'emparer de la région, ce qui leur était facile puisque le poste était négligé, la Compagnie des Indes comme toujours ne lui fournissant ni marchandises ni munitions. Et les Illinois, une fois entre leurs mains, le commerce et la sécurité des deux colonies seraient gravement compromis (12).

Il fallait y parer. A la demande de Vaudreuil en automne 1725, Longueuil s'était rendu à la rivière Chouegan (Oswego), pour sommer les Anglais

(8) Arch. Col. C 11 A 49 : 167. Cette Indienne était la femme de Michel Acault, compagnon de La Salle, dont nous avons parlé au Chapitre V.

(9) Arch. Col. C 11 A 49 : 167 ; Arch. Col. C 11 A 55 : 80.

(10) Kellog. op. cit. 294.

(11) Arch. Col. C 11 52, 216. Beauharnois au Ministre.

(12) Arch. Col. C 13 A 9.

de se retirer. Le jour de son arrivée, il avait vu cent canots sauvages qui étaient descendus leur porter des fourrures, contre de l'eau-de-vie (13). A son retour, Longueuil était appelé à prendre le gouvernement intérimaire de la colonie, et, dès le printemps suivant, il envoya son fils à Chouegan pour en chasser les Anglais et construire un fort à Niagara (14).

Il importait aussi de modifier la politique de traite pour maintenir les sauvages chez eux.

Sur sa proposition, on rétablit les 25 congés qui devaient représenter environ 75 voyageurs par an, qui y séjournaient d'ordinaire 18 mois, et leur intérêt serait naturellement d'en chasser les Anglais (15).

Comme autre remède, Longueuil proposait de donner de l'eau-de-vie aux sauvages — les Missionnaires en ayant obtenu depuis longtemps l'interdiction. Mais comme les Anglais leur en fournissaient en les attirant chez eux, il estimait préférable que ce fussent les Français qui leur en donnent, plutôt que d'en laisser le bénéfice commercial à des étrangers (16).

Mais le Roi ne voulut rien décider avant d'avoir reçu le rapport du gouverneur qui devait en conférer avec l'intendant, le gouverneur de Montréal, et le Supérieur des Missions (17).

Longueuil tourna ensuite son attention vers

(13) Arch. Col. C 11 A 48 : 442. Longueuil au Ministre.

(14) Arch. Col. C 11 A 48 : 397.

(15) Arch. Col. C 11 A 48 : 443. Longueuil au Ministre.

(16) Arch. Col. C 11 A 48 : 443.

(17) Arch. Col. C 11 A 48 : 444. La traite d'eau-de-vie fut permise par la Cour en 1727 et la réglementation laissée à la discrétion du Gouverneur. Mémoire du Roy. B 50 : 508-509.

l'ouest ; les Renards n'avaient pas tenu leur promesse, ils empêchaient les voyageurs qui allaient aux Sioux de traverser leur territoire, afin de monopoliser à leur profit le commerce des fourrures de cette riche région ; ils avaient encore tué deux Français et continuaient plus que jamais leurs attaques contre les Illinois avec les Sakis leurs alliés (18).

Au mois de mai, il envoya Lignery à la Baye, celui-ci, après avoir réuni les chefs Renards, Sakis et Puants, les contraignit à une paix générale, en y comprenant cette fois-ci les Illinois, « ils devaient mettre bas le casse-teste », c'était le roi qui parlait et il ne le faisait jamais qu'une fois, sinon ils auraient lieu de s'en repentir. Le chef Ouachala feignit de comprendre : « nous tenons encore les Français par la main, mais s'il nous échappe, nous sommes perdus », et ils promirent de se tenir tranquilles.

Cette promesse, arrachée par la crainte, n'était pas une garantie de sécurité. Pour en venir à bout, il fallait abattre leur morgue, et si on ne pouvait les contenir, au moins affaiblir leur puissance, les isoler de leurs alliés en les détachant des Sioux par des présents, et des Iroquois, en leur barrant le passage vers la Rivière Saint-Joseph, au cas où ils voudraient se réfugier chez eux.

Si tout allait bien d'ici un an, on réunirait à Chicago, avec les Français, les délégués de toutes les nations de la Baye et, par mesure de sécurité, on construirait un fort. En 1728 on pourrait faire descendre à Montréal les chefs de guerre Sakis, Renards, Kikapous, Puants, Mascoutins et Sioux, Sautoux et les nations alliées des Lacs, pour les interroger sur leurs intentions et faire venir aussi deux

(18) Arch. Col. B 9 : 655.

chefs Illinois pour être témoins de ce qui sera arrêté. Là, Ouachala, le grand chef Renard, ferait publiquement la demande d'un chef français qu'on pourra lui accorder « quoique ce ne soit pas le sentiment des commandants de la Baye qui ne sont sans doute opposés à cet établissement que par des raisons d'intérêt particulier » (19).

Tel était le plan de Lignery, il le soumit à Deliette, commandant aux Illinois, qui, exposé tous les jours à leurs coups, n'avait plus confiance en leur bonne foi et en était pour l'extermination (20).

De Linctost qu'il avait envoyé chez les Sioux, avait fait faire la paix entre eux et les Sauteux, et délégué Cabinas, le chef de ces derniers, annoncer la bonne nouvelle à Montréal. Or, pendant que Lignery multipliait ses efforts pour rétablir l'ordre, les Renards, un mois plus tard, attaquaient les Sauteux, et Longueuil pour retenir Cabinas et l'empêcher de briser le pacte, dut le combler de présents pour « couvrir ses morts » (21).

(19) Arch. Col. C 11 A 48 : 394-421. Longueuil au Ministre.

(20) Arch. Col. C 11 A 48 : 417.

(21) Arch. Col. C 11 A 48 : 395.

CHAPITRE XIV

Beauharnois, gouverneur du Canada. — Il approuve le plan Lignery. — Etablissement d'une mission et d'un poste chez les Sioux. — Relation du voyage par le P. Guignas- S.J. — Son passage chez les Renards.

Beauharnois arriva à la fin de l'été ; il avait reçu du roi des ordres précis pour terminer la guerre des Renards, même dût-il les détruire pour y arriver (1).

De son côté, la Compagnie des Indes lui envoyait son mémoire qui était un violent réquisitoire contre Vaudreuil. Elle passait en revue toutes les fautes qu'il avait commises, l'inexécution des ordres du Roi, et l'état fâcheux où il avait réduit les Illinois. Elle espérait que Beauharnois y apporterait un prompt remède et qu'il suivrait les désirs du Roi, qui avaient toujours été « que le gouvernement du Canada veillât à la communication entre la Louisiane et le Canada », et à cet effet, elle lui annonçait qu'elle avait donné des ordres au Gouvernement de la Louisiane, pour la création d'un fort sur la rivière

(1) Arch. Col. B 49 : 655-656. Mémoire du Roy à Beauharnois et Dupuy le 14 Mai 1726. « ...le Roy recommande aux sieurs de Beauharnois et Dupuy de faire tout pour réussir. ...S'il (Beauharnois) pouvait réussir à faire faire la paix des Renards avec les Illinois, il rendrait un service considérable à la Colonie et aux intérêts de la Compagnie des Indes... de ne rien négliger pour cela... les obliger par la force... même les détruire. »

Ouabache, afin d'empêcher les Anglais de s'établir entre les deux colonies (2).

Beauharnois réunit en conférence Lignery, Longueuil et le Père Chardon, missionnaire de la Baye, pour examiner ensemble ce qu'il convenait de faire pour affermir la paix entre les Renards et les Illinois, afin d'éviter une guerre « dont le succès quelque heureux qu'il puisse être, ne laisserait pas de coûter beaucoup aux deux colonies » (3).

Il accepta la proposition de Lignery qui était de procéder par alliances entre les nations. Le Père Chardon leur avait soumis un plan plus audacieux qui consistait à supprimer les postes de la rivière Saint-Joseph et de la Baye des Puants, où, disait-il, on traitait des marchandises et de l'eau-de-vie aux Renards, et à lâcher la bride à tous les sauvages qui voudraient leur faire la guerre (4).

Depuis qu'ils avaient donné leur parole de se tenir tranquilles, les Renards avaient déjà fait deux incursions aux Illinois — pour venger la mort d'un de leurs parents — mais ils avaient été tués ou faits prisonniers (5).

Pour ne pas perdre le fruit de ses récents efforts, Lignery demanda à Deliette de renvoyer immédiatement les prisonniers et de « couvrir les morts » par des présents.

C'était vraiment beaucoup demander à ces sauvages qui se voyaient attaquer chez eux, et à qui la vengeance était si douce. Quant aux présents, la

(2) Arch. Col. B 43 : 611. La Compagnie des Indes à Beauharnois.

(3) Arch. Col. C 11 A 48 : 181-182. Beauharnois au Ministre.

(4) Arch. Col. C 11 A 49 : 571. Beauharnois au Ministre.

(5) Arch. Col. C 13 A 10 : 252. Boisbriant à la Compagnie des Indes.

Compagnie des Indes prodigue en bons conseils, mais parcimonieuse en secours, ne facilitait pas les moyens d'en faire ; Boisbriant, quand il commandait aux Illinois, avait envoyé à la Compagnie un mémoire des dépenses faites pour « régaler » les sauvages, mais il s'en était vu refuser le paiement (5).

Après avoir travaillé au raffermissement de la paix avec les Renards. Beauharnois profita du répit pour établir un poste et une mission aux Sioux. Cet établissement était attendu avec une grande impatience, depuis 1722. Le roi avait donné aux Jésuites 1.200 livres par an pour y faire monter deux missionnaires. Mais rien n'avait pu être fait, par suite de l'hostilité des Renards, qui rendaient impossible le passage chez eux, pour se rendre aux Sioux (6).

Beauharnois accorda pour trois ans, à une Compagnie privée, le commerce exclusif des Sioux, à charge de payer les frais de voyage, de construire et entretenir un fort, une chapelle, une maison pour les missionnaires et la résidence du Commandant (7). Le 15 juin 1727, deux Jésuites, les pères Guignas et de Gonor, quittèrent Montréal et arrivèrent le 8 juillet au fort de la Baye. De là ils se rendirent chez les Puants, où ils furent reçus par les chefs « avec calumets, rafraîchissements de viande d'ours, décharges de fusils... », et parvinrent enfin au village des Renards. Le Père Guignas nous a laissé une relation fort intéressante où il évoque ses impressions sur cette nation, « si redoutée

(6) Arch. Col. B 50 : 506. Mémoire du Roy à Beauharnois.

(7) Arch. Col. C 11 A 49 : 101. Beauharnois au Ministre.

et vraiment très peu redoutable en dépit de tout ce qui paraît ». Il y avait tout au plus 1.200 guerriers, mais il y remarqua une pépinière de garçons entre 6 et 14 ans « biens faits et bien découplés » (8).

Leurs cabanes étaient faites d'écorces ; mais il n'y avait ni palissade ni fortification. Dès qu'ils eurent abordé, les sauvages accoururent avec leurs calumets de paix allumés et tout le monde se mit à fumer.

La présence des missionnaires parmi les Français, avaient rassuré ces « coupe-jarrets » qui assemblèrent un Conseil général, où les prêtres leurs parlèrent amicalement pour connaître leur opinion sur un établissement aux Sioux. Et le lendemain, nos voyageurs repartaient, contents d'avoir franchi avec tant de facilité ce mauvais pas.

Le Père Guignas nous explique la peine qu'ils eurent pour naviguer sur la rivière des Renards ; à cause de l'incertitude des chemins, par eau et par terre, ils mirent huit jours pour atteindre le portage du Wisconsin, qui n'était situé qu'à 45 lieues des Renards. Remontant ensuite le Mississipi, ils arrivèrent le 17 septembre au terme de leur voyage, le lac Pépin, qui n'était qu'un élargissement du fleuve.

On mit aussitôt « hache en bois », et trois jours plus tard le fort était construit (9). On lui donna le nom de Beauharnois, en l'honneur du Gouverneur.

Ce poste dont le roi avait ordonné l'établissement dès 1722, ordre qu'il renouvela « pour attirer dans la colonie ces sauvages (Sioux) et leurs pel-

(8) Arch. Col. F 3 11 : 146-150. Père Guignas à Beauharnois.

(9) Arch. Col. F 3 11 : 146 à 150. Père Guignas à Beauharnois.

leteries » (10) et qu'il avait réitéré dans un mémoire en avril 1727 « Sa Majesté verra avec plaisir l'exécution des ordres qu'elle a donnés pour l'établissement d'un poste et du commerce avec les Sioux » (11), poste pour lequel il avait versé douze cents livres depuis cinq ans, ce poste, une fois établi, le ministre le reprochait à Beauharnois parce *qu'il n'avait pas été averti* (12).

Les dépêches du Canada partaient sur le vaisseau de Roy au mois de novembre, et celles de la Cour, au mois de mai, ce qui représentait un délai d'une année et même plus, quand il s'agissait d'entreprises pour l'ouest, la saison étant alors trop avancée, il fallait attendre au printemps suivant.

Beauharnois répondit au ministre :

« ... lorsque vous m'avez fait l'honneur de me mander que je ne vous avois rien dit sur les veues que j'avois eu d'établir le poste des Sioux, ce n'a esté, Monseigneur, qu'en exécution de l'article du mémoire du Roy, de mil sept cent vingt-six, qui m'ordonne de ne rien négliger pour suivre les veues que Sa Majesté a de faire un établissement dans cet endroit et d'engager deux missionnaires à y monter avec le Commandant que j'y ay envoyé, j'en senty trop la nécessité pour n'y pas donner tous mes soins, le bien du service, celui de la Colonie et de la Religion sy trouvoient intéressés... » (13).

(10) Arch. Col. B 50 : 489. Le Ministre à Beauharnois, 22 Avril 1727.

(11) Arch. Col. B 50 : 506. Mémoire du Roy à Beauharnois et Dupuis, 29 Avril 1727.

(12) Arch. Col. C 11 A 51 : 25.

(13) Arch. Col. C 11 A 51 : 25. Beauharnois au Ministre, le 25 Octobre 1729.

C'est là un exemple de la centralisation des pouvoirs du gouvernement dans sa politique coloniale, « de l'action énervante de l'omnipotence gouvernementale, s'opiniâtrant à tout diriger et inhabile à rien faire » (14).

(14) E. Rameau, « La France aux Colonies », p. 123.

CHAPITRE XV

L'importance d'établir un poste sur Ouabache, comprise par La Salle, Crozat et la Compagnie des Indes. — Politique rivale des deux colonies. — Vincennes, sa popularité chez les Miamis exploitée par la Compagnie. — La parcimonie de celle-ci arrête le projet de Ouabache. — Elle veut aussi abandonner les Illinois, ordonne la réduction de sa garnison. — Attitude énergique de Périer. — Recensement du pays des Illinois. — Sa population hétérogène, le problème des successions provenant des mariages entre Français et Indiens.

Revenons maintenant à la Louisiane ; Bienville en avait été rappelé en 1726 et remplacé par Perrier avec le titre de Commandant général. Son avènement remettait en question le problème de l'Ouabache.

La nécessité d'y construire un poste avait été comprise dès 1683 par La Salle et reprise par d'Iberville dans ses vastes projets, afin de protéger le Mississippi contre les empiètements anglais (1). Callières à la même époque avait demandé au ministre d'en établir un au confluent d'Ouabache, qui servirait de borne entre les deux colonies (2). Ce fut aussi une des premières préoccupations de Crozat (3), et Louis XIV, dans son dernier mémoire,

(1) Margry. Tome IV : 593 et suiv. Lettre de d'Iberville au Ministre.

(2) Arch. Col. C 11 A 19 : 8-9, 302. Callières et Champigny au Ministre.

(3) Arch. Col. C 13 A : 363, Mémoire de Crozat.

en avait ordonné la construction (4) ; sur son ordre, Vaudreuil y avait envoyé une garnison de douze hommes sous le commandement de Dutisné ; mais l'opposition constante de Cadillac en avait empêché la réalisation (5).

Du côté de la Louisiane, Boisbriant, commandant du fort de Chartres, avait fait voir aux directeurs de la Compagnie des Indes, tout l'avantage qu'il y avait à créer un poste sur l'Ouabache, pour protéger les Illinois contre les Anglais, qui, avec les quantités prodigieuses de marchandises qu'ils transportaient ordinairement, gagnaient à eux tous les sauvages de cette région ; mais finalement il désespéra, puisque la Compagnie n'entretenait même pas le fort de Chartres (6).

Enfin en 1726, à la nouvelle que les Anglais s'étaient établis dans le haut de l'Ohio (7), comme l'avait annoncé Vincennes, la Compagnie des Indes ordonnait à Perrier d'occuper le bas de la rivière, « qu'il n'y avait pas un moment à perdre », et de construire le fort d'Ouabache au confluent de la rivière des Casquinambou (Tennessee river), et d'y placer un officier qui s'entende bien avec Vincennes qu'on ne devait pas déplacer de chez les Ouyatons. Mais sa détermination était superficielle, puisque dans le même mémoire, elle suggérait à Perrier d'aviser pour savoir si, en donnant huit à dix soldats, avec un missionnaire pour l'Ouabache, on ne pourrait pas aussi bien assurer la communication

(4) Arch. Col. B 38 : 287, Mémoire du Roi.

(5) Arch. Col. C 13 A 3 : 781. Bienville au Ministre.

(6) Arch. Col. C 13 A 8 : 447-450 ; Margry : Découvertes et Etablissements, Vo. 16, 657.

(7) Arch. Col. B 43 : 677. Mémoire de la Compagnie des Indes à Perrier.

entre la Louisiane et le Canada, contre les Anglais, et éviter ainsi la construction du fort, dont la dépense et l'entretien « feraient un objet de conséquence » (7).

Elle en connaissait cependant l'importance stratégique et son imminente nécessité ; elle invitait Beauharnois à coopérer dans cette entreprise dont le succès dépendait de la bonne entente entre les commandants des deux colonies, et surtout de la migration des Miamis dans le bras de la rivière Ouabache (8).

Le projet de ce fort met en relief la rivalité des deux gouvernements pour le contrôle de la communication Ouabache ; ils veulent bien la défendre contre les Anglais, mais la réclament en même temps dans leur gouvernement, opposant ainsi deux politiques différentes.

Nous avons vu qu'après l'annexion des Illinois en 1717, Vaudreuil s'était empressé de rétablir le poste de la rivière Saint-Joseph, et avait fait monter du Bellestre chez les Ouyatanons dans le haut de la rivière des Miamis (9), en 1722, il faisait construire un fort qu'il disait être un « des plus beaux des pays d'en haut », où il envoya Dubuisson avec un missionnaire, et, pour s'attirer les Miamis-Ouyatanons, les soustraire de la juridiction du pays des Illinois et les éloigner des Anglais, il s'efforçait vainement de les faire installer sur les rivières Saint-Joseph et Teakiki. Pour y réussir, il s'était attaché

(8) Arch. Col. B 43 : 675. Mémoire de la Compagnie des Indes à Perrier.

(9) Arch. Col. C 11 A : 124, fol. rouge 17. Vaudreuil au Conseil de Marine, 12 Octobre 1717.

le fils de leur grand ami Vincennes, qui avait auprès de ces nations autant de crédit que son père (10).

Mais le commandant des Illinois réclamait aussi ses services pour les mêmes fins, et en 1725 Vaudreuil lui écrivit : « ... je suis surpris que vous songiés à détacher le Sieur de Vincennes de mon gouvernement et que vous ayez entrepris de lui faire quitter un poste où il est très nécessaire pour le crédit qu'il a chez les nations sauvages de ce poste que vous savés ne dépendre en aucune façon du gouvernement du Mississipy, je serois très fâché d'être obligé d'en porter mes plaintes à la cour » (11).

Toujours pour empêcher les sauvages et en particulier ceux de la rivière Ouabache de traiter avec les Anglais à qui, à cette époque, ils portaient la plus grande partie de leurs pelleteries, le ministre, en 1730, proposait qu'on abandonnât le poste des Miamis et celui des Ouyatanons pour les contraindre à aller s'approvisionner à Détroit (12). Mais Beauharnois objecta qu'il n'avait pas d'autorité sur les Ouyatanons, que Vincennes avait soustraits de son gouvernement pour les incorporer dans celui de la Louisiane, et que si ces postes étaient abandonnés, les Anglais s'y établiraient ; que la meilleure chose à faire pour s'attacher ces sauvages, était de bien garnir de marchandises ceux de Niagara et de Frontenac (13). Ces suggestions avaient été bien accueillies du ministre (14).

(10) Arch. Col. C 11 A : 367. Vaudreuil au Conseil de Marine, 24 Octobre 1722.

(11) Arch. Col. C 11 A 56 : 256. Vaudreuil à Boisbriant.

(12) Arch. Col. B 54 : 472. Ministre à Beauharnois.

(13) Arch. Col. C 11 A 52 : 30. Beauharnois au Ministre.

(14) Arch. Col. B 55 : 483.

Si le Canada poursuivait ainsi sa politique, la Louisiane n'en persistait pas moins dans la sienne.

Le Contrôleur général des Finances Orry écrivait à Perrier au mois de novembre 1730 : « ...quant à Ouabache où les Anglais paroissent vouloir tenter de pénétrer, il est bien que M. de Vincennes ait pris le party d'y faire descendre les Miamis... », et l'exhorte à ne pas tarder la fortification du lieu que la Compagnie a choisi pour y établir un poste (15).

Mais attirés dans le haut par les autorités du Canada, dans le bas par leur ami Vincennes, les Miamis-Ouyatanons étaient restés dans leurs villages et continuaient à traiter avec les Anglais.

Quant à la Compagnie des Indes, l'aversion des sauvages à abandonner leurs terres, servait admirablement son esprit de parcimonie, et elle n'avait pas attendu longtemps pour conclure à l'inutilité d'un fort au confluent du Mississipi, et dès 1727, elle déclarait que si solide que fût ce fort, et appuyé par les Miamis, les Anglais profiteraient de leur absence pour s'établir dans le haut des rivières ; si au contraire il y avait là une puissante nation sauvage, ils n'oseraient jamais y venir, « à moins qu'ils ne veulent s'y faire égorger, parce qu'ils y seroient enveloppés du côté d'en haut par les Miamis qui leur couperaient leur retraite, et du côté du Mississipi, par les Illinois qui les viendroient assaillir » (16) ; que le plus sûr obstacle à l'envahissement, c'était encore l'autorité de Vincennes sur ces sauvages. Aussi décidait-elle de faire de lui « un fort ambulant », et en réglait minutieusement les

(15) Arch. Col. C 13 A 12 : 338. Orris à Perrier, Novembre 1730.

(16) Arch. Col. C 13 A 11 : 93. Compagnie des Indes à Perrier, 27 Octobre 1727.

dépenses qui s'élevaient, pour appointements, gratifications, présents aux sauvages, une garnison de dix hommes, entretien d'un missionnaire, à la somme de 3.230 livres (17). *C'était une économie.*

Vincennes resta donc chez les Miamis, mais cette allocation qui lui était versée, était insuffisante, surtout en ce qui concernait les présents, car les sauvages ne marchaient, disait-il, que lorsqu'on leur en faisait (18).

La cour lui fit une augmentation de 900 livres (19), et en même temps la Compagnie lui suggéra, afin de déterminer les Miamis à le suivre, « de porter les os de son père qui était mort chez eux », ce qui réussirait mieux, disait-elle, que tous les présents qu'il leur pourrait faire (20).

Quant au missionnaire, le père Doutreleau avait été destiné à Ouabache, mais son bateau fit naufrage en remontant le Mississipi, et il perdit tout le matériel qui devait servir à la construction de sa maison, église et chapelle de sa mission (21). En attendant le remboursement par la Compagnie, le supérieur Beaubois l'envoya chez les Chicachas (22).

Et l'Ouabache dut encore attendre.

Quant aux projets de la Compagnie aux Illinois, ils étaient déconcertants ; dans son mémoire à Perrier pour lui servir d'instructions, au début de son administration, elle déclarait que le fort de

(17) Arch. Col. C 13 A 11 : 93-95. Compagnie des Indes à Perrier, 27 Octobre 1727.

(18) Arch. Col. C 13 A 11 : 92. Perrier à la Compagnie, 31 Juillet 1728.

(19) Arch. Col. B 43 : 824.

(20) Arch. Col. C 13 A 11 : 330. Mémoire Perrier et Lachaise à la Compagnie. 25 Mars 1729.

(21) Arch. Col. C 13 A 11 : 33.

(22) Arch. Col. C 13 A 11 : 324.

Chartres, qui avait été construit dans l'effervescence causée par l'exploitation des mines, ne servait aujourd'hui « qu'à causer de la dépense » (23) et puisqu'il ne pouvait assurer la protection des Français établis à quelques lieues plus loin sur la rivière des Kaskaskias, il convenait de l'abandonner aussitôt la guerre des Renards terminée — ce qui ne devait pas tarder, puisque Beauharnois avait reçu des ordres explicites à cet effet. Toutefois par souci d'y trop engager sa responsabilité, la Compagnie soumettait ce projet à l'avis du gouverneur (24).

Périer ne mit pas longtemps à faire la connaissance des Renards. A peine eut-il débarqué à la Nouvelle-Orléans le 15 mars, qu'il recevait le 17 avril une lettre du Commandant Deliette, lui annonçant la mort du Lieutenant Mélique et de sept autres Français que les Renards avaient surpris sur le Mississipi (25).

On peut aisément comprendre l'émoi que cette dernière tuerie causa aux Illinois, et le découragement de son commandant, lui qui avait compris l'impossibilité de jamais obtenir la paix par la conciliation et s'était opposé l'année précédente au plan Lignery. Perrier supplia le ministre de donner l'ordre à Beauharnois, d'empêcher les voyageurs du Canada d'exciter, par jalousie commerciale, les Re-

(23) Arch. Col. B 43 : 675 et suiv.

« La Compagnie entretient une garnison au pays des Illinois, scitué à plus de 400 lieues de la Nouvelle-Orléans, on y a baty un fort nommé le fort de Chartres dont l'utilité pourroit être bonne dans le temps qu'on se proposoit de peupler de françois tout ce pays-là pour le travail des mines. mais il ne sert aujourd'hui qu'à causer de la dépense... » La Compagnie des Indes à Perrier.

(24) Ibidem.

(25) Arch. Col. C 13 A 10 : 175. Perrier et Lachaise à Maurepas.

nards à faire la guerre aux établissements illinois, en leur faisant croire qu'ils étaient d'une autre race (26).

La Compagnie des Indes insista de son côté auprès de Maurepas pour qu'il écrivît au gouverneur « ... d'une manière si efficace... ».

Mais le ministre, qui, lui, avait mis toute sa confiance dans Lignery, et espérait que son ultime tentative serait couronnée de succès, recommanda à Perrier de ne pas désespérer des efforts du Canada, et qu'il ne fallait se résoudre à employer la force « qu'après avoir tenté les autres voyes » à cause de l'incertitude du succès et des dépenses considérables.

A Beauharnois, il interdit formellement d'envoyer des munitions, et même des marchandises aux Renards, en l'assurant du souci qu'il avait de dissiper chez ces nations, cette fâcheuse conception : que le Roi faisait une différence entre les peuples qui habitent la Louisiane et le Canada (27).

Au printemps de cette année une inondation créa d'immenses ravages aux Illinois, et le fort de Chartres fut emporté par les eaux. Il n'en fallait pas plus pour que la Compagnie hâtât les mesures qu'elle voulait prendre depuis longtemps, vis-à-vis de cette partie de la Louisiane, « elle était extrêmement fatiguée de toutes les dépenses que ce poste lui cause... » et elle ordonna à Perrier de réduire le poste des Illinois au même pied que ceux que le Roi entretenait dans les pays d'en haut. Le Commandant Desliette irait faire sa résidence au village des Kaskaskias avec les deux Saint-Ange, père et fils,

(26) Arch. Col. C 13 A 10 : 226-227. Perrier au Ministre

(27) Arch. Col. B 50 : 543. Le Ministre à Perrier.

et six soldats, et ferait évacuer le plus tôt possible le reste de la garnison sur la Nouvelle-Orléans, avec tous les effets militaires qui pourraient être encore utilisés ; pour l'entretien de ce poste embryonnaire, la Compagnie appropriait une somme de 6.482 livres, payable en marchandises, au cours de la Nouvelle-Orléans, et encore fallait-il sur cette somme s'occuper non seulement des présents aux sauvages illinois, mais aussi à ceux de l'Arkansas et du Missouri. Elle continuait l'allocation aux missions des Illinois, mais insinuait que si les Michigamias se fusionnaient aux Kaskaskias, elle épargnerait ainsi la « dépense d'un missionnaire » (28).

Le fort d'Orléans du Missouri subissait le même sort, l'entretien de cette garnison de huit hommes était de la part de la Compagnie, une « complaisance », aujourd'hui trop onéreuse ; elle voulait bien cependant consentir à y laisser le missionnaire, si celui-ci avait le courage de s'exposer dans un poste abandonné et croyait « pouvoir faire quelque progrès dans la prédication de l'Evangile chez les sauvages » (29).

Mais la Compagnie qui ne voyait que ses intérêts, et nullement le bien de la colonie, rencontra en Perrier un administrateur éclairé, convaincu de l'importance économique du pays des Illinois, qui approvisionnait le bas de la Louisiane en farine, viande salée, huile et suif ; il avait, en outre, trop le souci de la sécurité de ses habitants pour le laisser à l'abandon.

Il voulait au moins attendre que la paix fût

(28) Arch. Col. C 13 A 11 : 89-90. La Compagnie des Indes à Perrier.

29) Ibidem, p. 91.

faite avec les Renards. D'ailleurs en retirant les troupes, il aurait fallu les remplacer par des bateaux armés, pour protéger la navigation dans le haut du Mississipi et c'eût été plus coûteux que l'entretien d'une garnison.

Sur l'avis unanime du Conseil de la Louisiane, Perrier releva le poste du Missouri (30), mais prit sur lui de laisser aux Illinois les troupes actuelles, et il en avisa les directeurs de la Compagnie (31).

Encouragés par cette attitude énergique, les habitants des Illinois, oubliant leurs viscissitudes, reconstruisirent à leurs frais le fort de Chartres, demandant en retour à la Compagnie des Indes, de leur accorder à chacun deux nègres qu'ils payeraient en farine, car, nous le savons, elle s'était refusée à leur fournir des esclaves.

Le maintien de la garnison s'imposait encore pour des raisons de police intérieure.

En 1726, aux Illinois le recensement s'établissait comme suit :

MAITRES	ENGAGÉS DOMESTIQUES	ESCLAVES NÈGRES	ESCLAVES SAUVAGES
— 289	— 37	— 189	— 66
BÊTES A CORNES	CHEVAUX	TERRAINS DÉFRICHÉS.	
— 362	— 121	— 8.210	

(30) Arch. Col. C 13 A 12 : 5. C'était en allant au Missouri que les Français avaient été attaqués par les Renards.

(31) Arch. Col. C 13 A 11 : 89-90. Perrier à la Compagnie des Indes.

Voici d'autre part celui de la Nouvelle-Orléans :

MAÎTRES	ENGAGÉS DOMESTIQUES	ESCLAVES NÈGRES	ESCLAVES SAUVAGÉS
602	47	81	25

BÊTES A CORNES	CHEVAUX	TERRAINS DÉFRICHÉS
18	1	

(Arch. Col. G 1 : 464)

La garnison n'étant pas comprise dans ce recensement.

Une forte proportion de la population était composée de voyageurs et coureurs des bois, qui faisaient ce métier pour être leurs maîtres et se soustraire à l'autorité du Roi. Un grand nombre d'entre eux avait épousé des Indiennes et ne se faisait pas scrupule de commercer avec les Anglais, surtout maintenant que la Compagnie ne faisait plus monter de marchandises chez eux (32).

Un problème se posait fréquemment. Quand un colon marié à une Illinoise mourait sans laisser d'enfant, sa femme emportait tous les biens dans son village. D'autre part, si c'était lui qui survivait, les parents s'emparaient des biens de la défunte et emmenaient à leur village, nègres, meubles, bétail, sans se soucier de payer les dettes de la succession. Il s'ensuivait des querelles, bien souvent meurtrières, qui compromettaient la sécurité du quartier.

Le Père Boullanger, curé de Kaskaskias qui, depuis l'abolition du Conseil provincial, remplissait les fonctions d'arbitre dans les conflits, adressa une requête à la Chambre du Conseil de la Nouvelle

(32) Arch. Col. C 13 A 12 : 8.

France. Celle-ci considérant que le Roi n'accordait aux nations indiennes que sa protection, et non les avantages dont jouissent ses sujets; que seuls les enfants nés de ces mariages avaient été déclarés capables de succéder, par la lettre patente de 1717, et que cette situation ne se rencontrait qu'aux Illinois, arrêta que les sauvages seraient exclus des successions des Français; que celles des sauvagesses mourant sans enfant, seraient acquises au domaine de la Compagnie, et que les Indiennes veuves de Français n'auraient pas la disposition des biens fonds laissés après le décès de leur mari, qui seraient mis à la garde d'un tuteur, à charge de leur en payer une pension annuelle, du tiers du revenu, les deux autres tiers revenant aux enfants et héritiers. A défaut d'héritiers ou enfants, ils seraient administrés par un procureur aux biens vacants (33).

(33) Arch. Col. F 3 11 : 180-184. Requête du Père Boullanger au Procureur du Roi de la Nouvelle-France.

CHAPITRE XVI

Les Anglais excitent les sauvages contre les Français. — Les Renards rompent le pacte. — Beauharnois décide une expédition contre eux. — La campagne de 1728. — Fuite des Renards. — Pillage de leurs villages. — Mécontentement de la cour. — Lignery cité en conseil de guerre. — Son acquittement.

En automne 1727, la situation était devenue critique, alors que les Hurons du Détroit étaient venus se plaindre à Montréal du prix excessif des marchandises (1), et avaient exigé le départ du commandant Tonty (2), les Anglais plus déterminés que jamais, à s'emparer du commerce des pays d'en haut, s'étaient déjà gagnés, par des présents la sympathie de plusieurs nations alliées. Leurs magasins bien fournis étaient le rendez-vous général de tous les sauvages, et, grâce à leurs remuants alliés les Iroquois, ils s'efforçaient de les détacher de l'amitié des Français ; depuis le lac Champlain jusqu'aux Sioux, au fond du Lac Supérieur, ils avaient établi leur autorité et faisaient descendre chez eux des canots chargés de pelleteries (3).

(1) Arch. Col. C II A 49 : III.

(2) Arch. Col. B 52 : 522. Beauharnois avait accédé à leur demande pour ne pas les indisposer à la veille de la guerre des Renards ; il fut désapprouvé par le Ministre parce que une pareille condescendance « ne convenait ni à l'autorité du Roi ni à l'honneur de la nation ».

(3) Cf. Mémoire Noyan.

Ils avaient, en 1726, fait à Albany un traité avec les Iroquois, qui leur cédaient un territoire de 60 miles le long du lac Ontario, là où se trouvait leur poste d'Oswego, qu'ils avaient reconstruit au printemps, et où ils avaient envoyé 80 soldats (4) ; en automne ils avaient ourdi un complot contre les Français et les nations, en envoyant des « colliers souterrains » aux sauvages pour les inciter à se défaire d'eux et égorger les garnisons (5).

Les Renards qui avaient déjà rompu le pacte de 1726, furent les premiers à répondre à leurs invitations.

La dernière alternative pour Beauharnois, était de leur faire une guerre sérieuse ; la situation était trop menaçante pour qu'il se permit de différer cette expédition d'une année, sans s'exposer à perdre tous les postes d'en haut, et il était de la plus grave importance « de faire un coup d'éclat qui puisse abattre la fierté des Sauvages et renverser les projets de nos ennemis » (6), et il avertit le ministre qu'il se mettait en campagne au printemps 1728 (7). Il évaluait le montant des dépenses à 60.000 livres (8). Restait la question des troupes. Il fallait augmenter la garnison des postes, mais le ministre lui répondit que le pays s'était gardé jusqu'à présent avec celles qui y étaient. Il envoyait seulement 100 soldats, pour combler l'effectif des 28 compagnies, et terminait sur la réflexion d'usage, inspirée par la si-

(4) Winsor. « The Mississippi Basin ».

(5) Arch. Col. C 11 A 52 : 240-280. C'était des colliers offerts en cachette. Noyan, dans un mémoire à Maurepas, confirme que les Anglais distribuaient des colliers « pour frapper dans tous les postes ».

(6) Arch. Col. C 11 A 49 : 48-49.

(7) Arch. Col. C 11 A 50 : 366.

(8) Arch. Col. B 52 : 493.

tuation précaire, cause de toutes les difficultés coloniales, « Sa Majesté n'est pas disposée à faire aucune augmentation de dépense » (9). Il ne fut pas plus heureux dans sa demande de matériel : sur 105 pièces de canon, 29 étaient défectueuses, et le ministre lui répondit « que rien ne pressait » (10).

Beauharnois fit part de sa décision à Deliette, en demandant de se mettre en état de le seconder (11). Pour réussir, il ne fallait pas que les Rennards en fussent avertis ; sous le prétexte de l'établissement d'un poste, il se rendra chez eux, avec tout son monde, français et illinois, où il rejoindra le corps expéditionnaire.

La nouvelle fut mal venue à la Cour qui n'admettait pas que Beauharnois eût pu prendre l'initiative d'une entreprise qu'elle avait pourtant ordonnée et même encouragée, jusqu'à offrir une récompense (12).

Nous avons relevé en marge de la lettre du gouverneur cette annotation du ministre : « Comme cette entreprise sera faite avant que les ordres qu'on pourrait donner fussent arrivés à Québec, il ne paroît pas qu'il y ait autre chose à faire que d'approuver... » (13).

Et dans le mémoire qui suivit, le Roi lui expose les suites fâcheuses qui pourraient en résulter et en dégage sa responsabilité (14) — 14 mai 1728.

(9) Arch. Col. B 52 : 493. Le Ministre à Beauharnois.

(10) Ibidem.

(11) Arch. Col. C 11 A 49 : 120. Beauharnois à Deliette.

(12) Arch. Col. B 47 : 1159. Le Ministre à Beauharnois.

(13) Arch. Col. C 11 A 56 : 366. Beauharnois au Ministre.

(14) Arch. Col. B 52 : 563-528. Mémoire du Roi à Beauharnois et Hocquart.

« ... Suivant les nouvelles que Sa Majesté avait reçu sur la négociation de paix entre les sauvages Illinois et les Renards, elle avait lieu de croire qu'elle estoit sur le point de se conclure, et elle a été bien surprise d'apprendre non seulement qu'elle avoit été rompue, mais encore que le Sieur de Beauharnois avait pris le party de faire la guerre aux Renards, Sa Majesté est persuadée de la nécessité de détruire cette nation, parce qu'elle ne peut point se contenir, et que tant qu'elle subsistera, elle causera du trouble et du désordre dans les pays d'en haut, mais elle aurait souhaité qu'on eut attendu ses ordres, avant de se déterminer à une pareille entreprise dont le succès peut être incertain ; il est même à craindre que le projet n'ait pas été si secret et que ces sauvages n'en ayent esté informez, auquel cas s'ils ont prévu ne pouvoir pas résisté l'entreprise. ils auront pris le party de se retirer chez les Sioux des prairies, d'où ils causerait plus de désordre dans la colonie que si on les avoit laissez tranquilles dans leurs vilages peut estre mesme que les autres nations qui ont paru animées contre les Renards, seront touchez de leur destruction, et deviendront plus insolents si on ne réussit point, comme il y a aparence que l'armement est fait à présent, Sa Majesté a bien voulu accorder le fonds de 60 m. que les Srs de Beauharnois et Dupuy ont demandé pour la dépense de cette guerre, du succès de laquelle, elle attendra des nouvelles avec impatience. »

L'expédition, composée de 400 Français et de 800 sauvages, quitta Montréal le 5 juin sous les ordres de Lignery. Ils remontèrent la rivière Outaouais, le lac Huron jusqu'à Michilimakinak où ils arrivèrent le 4 août. Là les attendaient les gens du Détroit, les Folles Avoines, les Outaouais, les

Sauteurs et les autres sauvages du lac Huron, formant en tout, 1.200 sauvages et 450 Français. Ils se rendirent ensuite à la Baye et quand ils parvinrent au village des Renards, les sauvages s'en étaient enfuis depuis déjà quatre jours.

Le succès de cette expédition, préparée avec soin, qui avait nécessité la mobilisation de 1.650 hommes, et un pénible voyage de 500 lieues en canot, dépendait uniquement d'une attaque par surprise.

Elle avait échoué et fut jugée sévèrement (15) comme nous le verrons.

Voyons d'abord la version qu'en fit Lignery dans son mémoire à Beauharnois. Il était arrivé à la Baye à la faveur de la nuit, par mesure de prudence; il y avait capturé deux Puants et un Renard, et les avait remis aux nations « pour faire du bouillon » (16).

Le jour suivant ils se mirent en marche, quand ils virent venir à eux un chef Poutouatami, accompagné de quatre sauvages qui se tenaient en arrière.

Voulant les arrêter tous, Lignery renvoya le chef leur dire qu'il était venu pour s'entendre avec eux. Mais aucun ne reparut.

Il arriva ensuite au village des Puants, mais il ne vit personne, les sauvages en étaient partis deux jours plus tôt. Il explique son retard par la rapidité du courant qui avait brisé ses canots.

S'étant rendu ensuite dans les autres villages il les trouva également désertés — seule une vieille femme et une jeune fille lui apprirent qu'ils avaient

(15) Roy « Recherches Historiques », 1717, p. 157.

(16) On les mit à mort le lendemain.

rassemblé précipitamment une centaine de canots, emmenant vieillards, femmes et enfants, suivis sur terre par les guerriers.

Il avait alors assemblé les Indiens en conseil pour les inciter à les poursuivre ; comme 600 d'entre eux étaient restés en arrière, ils avaient exigé que 200 Français les accompagnent ; mais ceux-ci n'ayant plus de souliers, ni vivres que du « bled », n'étaient pas en état de partir, d'autant plus qu'il y avait une marche de 400 lieues pour le retour.

Après s'être copieusement approvisionnés en blé, Lignery décida de faire brûler les quatre villages renards, leurs forts, cabanes, couper leurs blés d'Inde, pois, fèves, citrouilles qu'il y avait en si grande quantité « qu'il fallait l'avoir vu pour le croire ».

Il fit la même chose aux Puants.

A son retour à la Baye, les Sakis ne voulaient plus rester chez eux, à cause de leur peur des Renards, et ils avaient décidé de se retirer à la rivière Saint-Joseph. N'ayant pu les rassurer, Lignery fit raser le fort, pour éviter qu'il ne servît de refuge aux Renards, et, rendu à Michilimakinak, il se trouva fort embarrassé pour le retour, par suite du manque de vivres et de la mauvaise volonté des voyageurs et des Canadiens « qui ne valaient rien du tout ».

Pour tout dire il n'avait jamais eu tant de mal de sa vie.

Il se plaignit aussi du manque de coopération de la part de Desliette, qui aurait dû couper la retraite aux Renards, en marchant vers le Wisconsin, mais « il ne fallait pas compter sur ces gens-là ».

Cette expédition, il en était persuadé, était un

succès, pour la colonie, parce que la moitié des Renards au moins était vouée à mourir de faim (17).

Toutes ces explications ne parvinrent pas à convaincre Beauharnois ; à son retour à Montréal, l'armée tout entière était unanime à lui reprocher d'avoir perdu trop de temps à Michilimakinak, d'avoir laissé échapper le Poutouatami et ses compagnons, et retardé la marche, dans l'espérance qu'ils reviendraient, alors qu'ils s'étaient empressés d'aller avertir les Renards de l'arrivée des Français.

Le 2 mai 1729, le ministre écrivait à Lignery : « J'ay rendu compte au Roy de l'expédition faite contre les Renards, Sa Majesté n'a pas été satisfaite du peu de succès de cette entreprise, je vous avoue que j'attendais tout autre chose de votre zèle et votre expérience, il n'a tenu qu'à vous de les détruire entièrement, puisque vous étiez arrivé à la Baye avant qu'ils eussent aucune connaissance de votre marche ; ce qui vous mettrait en état de les surprendre... votre négligence lui a donné tout le temps nécessaire, je scay que vous étiez incommodé mais cela ne vous excuse, parce que vous auriez dû prendre le parti de charger de l'expédition, de Beaujeu, qui était le plus ancien capitaine.

« Le dégast, que vous avez fait de leur villages et plantations, ne dédommage pas les dépenses considérables, qui ont été faites, et ne termine pas la guerre avec cette nation, je suis d'autant plus fâché que vous ne vous soyer pas mieux comporté en cette occasion qu'outre le tort que cela peut causer aux nations alliées, j'avais pensé que vous estiez

(17) Arch. Col. F 3 11 : 152-153. Arch. Col. C 11 A 51 : 446-447.

un des officiers de la colonie le plus propre à faire réussir l'entreprise » (18).

Lignery avait été le choix de la Cour, ce qui dégageait Beauharnois de toute responsabilité.

Le ministre lui rendit cette justice, reconnaissant de plus que les forces qu'il avait envoyées, avaient été suffisantes (19).

Sa conduite pendant l'expédition allait attirer à Lignery bien d'autres reproches de la Cour. Beauharnois lui avait remis des marchandises évaluées à 17.899 livres pour l'achat des vivres nécessaires à son armée.

Lignery les avait déposées au magasin, au poste de Michilimakinak, et avait acquitté les vivres achetées, avec des reçus payables à Montréal. Après l'expédition, il avait confié le poste à son fils, et était descendu à Trois-Rivières, dont on lui avait donné cette année-là, la Majorité. Entre temps ces marchandises s'étaient détériorées et ne purent être vendues, si ce n'est qu'une faible partie (20) pour payer la garnison (21).

Les dépenses excessives de cette campagne (seuls les effets sortis du magasin du Roi à Québec se montaient à 94.441 livres (22)), l'impossibilité pour Lignery de justifier ce dépôt compromettant de marchandises, ajoutée à l'insuccès de la guerre, firent éclater la colère du Roi, qui ordonna le 25 avril 1730, la réunion d'un Conseil de guerre (23), sur l'accusation que cet officier s'était mal comporté,

(18) Arch. Col. B 53 : 539. Maurepas à Lignery.

(19) Arch. Col. B 53 : 543.

(20) Pour. 1384. Livres.

(21) Arch. Col. C 11 A 51 : 332, 11, 2, 51 : 332.

(22) Arch. Col. C. 11 A 50 : 436.

(23) Arch. Col. B 54 : 471-490.

non seulement en ce qui avait rapport à la guerre, mais aussi d'avoir négligé les intérêts du Roi pour s'occuper des siens.

Il fut acquitté le 3 octobre suivant (24).

Le ministre n'en resta pas moins convaincu que l'échec de l'entreprise lui était entièrement dû (25). Quant aux marchandises, l'intendant Hocquart rapporta qu'il s'en trouvait tellement peu, et en un si pitoyable état, qu'à peine les voyageurs daignaient « y jeter la veue » et la vente réalisa 89 livres 91 sch. et 11 deniers (26).

Immédiatement après son acquittement Lignery demandait de l'avancement pour lui et son fils ayant, disait-il, eu l'honneur de servir le Roi depuis cinquante-cinq ans.

*
* *

Pendant que Lignery se trouvait chez les Renards en 1728, Deliette était parti du Fort de Chartres à la tête de 20 Français et de 500 sauvages. Il s'était rendu à Chicago où il avait défait un parti de Renards-Mascoutins (27), et avait perdu un officier, le Sieur Franchome, et deux soldats (28).

Les Renards, dans leur fuite, se trouvaient plus rapprochés des Illinois, et Deliette n'avait su quoi

(24) « Le Conseil de guerre n'a trouvé aucune preuve que Lignery se fût mal comporté, tant pour l'expédition que pour les achats de vivres qu'il a fait faire à Michilimakinac et les munitions qu'il a laissées dans ce poste. Il a été renvoyé absous et déchargé de toute accusation. » Col. C 11 A 53 : 175.

(25) Arch. Col. B 55 : 531.

(26) Arch. Col. C 11 A 55.

(27) Arch. Col. C 13 A 12 : 7, 13.

(28) Arch. Col. C 13 A 11 : 309.

penser de la conduite de Lignery, qui l'exposait ainsi, plus que jamais, à leurs ennemis. Découragé, ce vétéran qui depuis 1696, avait vécu presque sans interruption dans le pays, demanda à être relevé de son commandement (29).

(29) Arch. Col. C 13 A 11 : 332, Perrier à la Compagnie des Indes, 25 Mai 1729.

CHAPITRE XVII

La fuite des Renards menacent le poste des Sioux. — Evacuation du fort. — En descendant, les Français sont faits prisonniers par les Mascoutins-Kicapous. — Ces derniers se séparent des Renards, font la paix avec les Français. — Les nations à Montréal, Beauharnois attise leur animosité contre les Renards.

La fuite des Renards faisait craindre qu'ils aillent se réfugier chez les Sioux, où ils pourraient se venger sur la poignée de Français du fort Beauharnois ; aussi Lignery avait-il aussitôt dépêché à de Boucherville, qui y commandait à la place de La Perrière (1), cinq Français et deux Folles-Avoines pour lui annoncer ce qui s'était passé et le mettre sur ses gardes ; les deux sauvages avaient mission d'engager les Sioux, par des présents, à ne pas donner asile aux Renards et même de rompre leur alliance avec eux (2).

Les Sioux, après avoir accepté les présents, refusèrent d'appuyer les Français, parce qu'ils avaient encore « le cœur renard », leur chef assura néanmoins que jamais il ne leur accorderait un refuge. Voyant qu'on ne pouvait se fier à eux, de Boucher-

(1) Arch. Col. C 11 A 50 : 106. Malade, il était retourné à Montréal ; en passant dans le village des Renards, quelques jours avant l'arrivée de Lignery, il avait vu des chevelures de Français nouvellement tués, et avait refusé leur invitation de coucher chez eux, disant qu'il « ne pouvait reposer sur une natte teinte de sang français ».

(2) Arch. Col. F 3 11 : 158.

ville assembla ses hommes pour aviser sur ce qu'il fallait faire. Tous furent d'avis que le poste était insoutenable et qu'il fallait l'abandonner pendant qu'il en était encore temps, obéissant ainsi aux ordres de Lignery qui leur défendait de s'exposer. Mais à la veille du départ, plusieurs, dans la crainte de ne pouvoir ailleurs écouler leurs marchandises, décidèrent de rester jusqu'au printemps suivant (3).

À ce sujet le Père Guignas s'exprime en des termes sévères. Il s'était écrié que puisqu'ils étaient en état de soutenir ce poste jusqu'au printemps, leur devoir était d'attendre, au péril de leur vie, les ordres du Gouverneur, au lieu de l'abandonner, sitôt après avoir obtenu leurs paquets de castors, comme ils en avaient l'intention (4).

Le 30 octobre, de Boucherville, le Père Guignas, les frères Montbrun (deux des associés de la Compagnie de traite aux Sioux), et huit autres voyageurs, s'embarquaient pour Montréal. En atteignant le confluent du Wisconsin, ils relevèrent des traces de Renards, et trois jours plus tard, trouvèrent les canots que ces derniers avaient abandonnés lors de leur fuite ; plus loin ils virent quantité de bêtes qui semblaient fuir des chasseurs. Enfin le 16, arrivant près de la Rivière-aux-Bœufs, ils furent entourés par des canots de Kikapous et de Mascoutins qui les contraignirent à les suivre dans leurs villages (5).

(3) Relation de Boucherville, dans « Bibliothèque Canadienne », de Bibaud, 1826, et Benjamin Sulte, « Histoire des Canadiens-Français », Tome IV ; 139-140.

(4) Arch. Col. C 11 A 51 : 438-439. Père Guignas à Beauharnois. Arch. Col. C 11 A 51 : 436 : Père Guignas à Villiers commandant à la Rivière St-Joseph.

(5) Relation de Boucherville: « Bibliothèque Canadienne », de Bibaud, 1826 et Sulte « Histoire des Canadiens Français », T. IV, 139-140.

A quelques jours de là, quatre-vingts Renards vinrent demander qu'on leur livrât les prisonniers ; intimidés, les Kikapous étaient sur le point de céder, lorsque les deux Montbrun réussirent à s'évader, et dans la crainte de représailles, ils s'étaient ressaisis. Indignés de leur refus, les Renards attaquèrent quelques cabanes de Kikapous et tuèrent deux jeunes guerriers. Ce fut la brouille. Au mois de mars suivant, les chefs Mascoutins et Kikapous accompagnaient de Boucherville et le Père Guignas aux Illinois, et devant le commandant du fort de Chartres, faisaient la paix avec les Français (6). Leur délivrance avait coûté au Père Guignas beaucoup de diplomatie et à Boucherville un grand nombre de présents (7).

La défaillance des Mascoutins et Kikapous, leurs plus sûrs alliés, compensait l'échec de l'expédition Lignery. C'était l'effondrement de la confédération.

Les Français qui avaient séjourné au lac Pépin, avaient été très bien traités par les Sioux, qui eux aussi, se séparèrent des Renards (8). Même les Puants, oubliant momentanément leurs mauvais traitements de la part de Lignery, se retournèrent contre eux. Beauharnois se félicita d'avoir créé un poste aux Sioux, qui avait empêché les Renards d'y trouver un refuge, et il écrivait au printemps 1729 que l'expédition de l'année précédente n'avait pas été inutile, et demandait au ministre d'en faire part à la Compagnie des Indes (9).

(6) Arch. Col. C 11 A 51 : 88, 123-124, 440 ; et Arch. Col. C 11 A 50 : 130, 30 bis, 130 ter. Beauharnois au Ministre.

(7) Arch. Col. C 11 A 51 : 88.

(8) Arch. Col. 11 A 51 : 130 Beauharnois au Ministre.

(9) Arch. Col. C 11 A 51 : 124.

Au début de l'été 1729, Montréal vit arriver une armada de canots, Outaouais, Sauteux de Michilimakinac, Sakis, Poutouatamis de la rivière Saint-Joseph, Hurons du Détroit, Miamis, Abitibis du poste Témiscamingue, qui venaient offrir leurs services au Roi. On n'avait jamais vu tant de sauvages de différentes nations, s'exclame Beauharnois. Les Renards venaient d'attaquer les Kikapous, Mascoutins, Fols Avoines et Sauteurs, l'irritation était à son comble, même les Sioux et Ayouets se refusaient obstinément à leur donner asile, et ils avaient été obligés de revenir à leurs anciens villages. Tous voulaient leur faire la guerre (10).

Beauharnais les encouragea dans leur animosité, et promit d'envoyer au printemps suivant, des Français pour les aider à les combattre.

Après leur déroute de 1728, les Renards et les Puants, profitant de ce que les Sioux étaient à leur chasse, étaient allés « cabaner » au lac Pépin à une portée de fusil du fort et avaient entamé des pourparlers de paix avec La Jemmeraye (11), qui avait pris le commandement du poste, après le départ de Boucherville. Ils avaient demandé au jeune officier, que s'il voulait les accompagner jusqu'à la rivière Saint-Joseph et intercéder auprès de Beauharnois, ils iraient avec lui faire leur soumission à Montréal (12).

Le Gouverneur, malgré qu'ils eussent toujours manqué de parole, avait tout de même l'espoir qu'ils se tiendraient enfin tranquilles, dans l'état où ils étaient, sans ressources et abandonnés par tous leurs

(10) Arch. Col. C 11 A 51 : 125-126. Beauharnois au Ministre, 21 Juillet 1729.

(11) Cadet dans les troupes.

(12) Arch. Col. C 11 A 51 : 135-136.

alliés; se rappelant cependant les reproches qu'il avait encourus de la Cour, quand il avait pris l'initiative de l'établissement aux Sioux et de l'expédition Lignery, il crut sage cette fois-ci de ne prendre aucune décision.

Il demanda donc les ordres du ministre, et comme il voulait donner une réponse aux nations avant leur départ au printemps (elles devaient passer tout l'hiver à Montréal), Beauharnois suggéra d'envoyer, par la Nouvelle-Angleterre, une réponse chiffrée s'il approuvait ou non cette paix (13).

Le 31 août, La Jemmeraye arriva seul à Montréal. Il avait bien conduit tous les Renards, depuis les Sioux, jusqu'à leur ancien village, d'où on avait détaché quelques chefs pour se rendre auprès du gouverneur; mais arrivés à la rivière Saint-Joseph, craignant une embuscade de leurs nombreux ennemis, ils avaient rebroussé chemin. Ils avaient cependant fait part de leurs bonnes intentions à La Jemmeraye et le chargèrent de « paroles de paix », qui trouvèrent faveur auprès de Beauharnois, puisqu'il insista de nouveau pour que le ministre lui envoyât ses ordres (14).

(13) Arch. Col. C 11 A 51 : 134 et Arch. Col. C 11 A 53 : 364.

(14) Arch. Col. C 11 A 51 : 135-136.

CHAPITRE XVIII

Difficultés de Périer. — Il s'offre à entreprendre la réduction des Renards. — La révolte des Natchez. — Les Illinois sont du complot. — Il envoie des secours aux colons des villages illinois.

Périer qui, nous le savons, n'avait pas exécuté l'ordre d'abandonner les Illinois, toujours convaincu de l'importance de ce pays, dont dépendait la prospérité de toute la Louisiane, avait envoyé en avril 1727 un bateau chargé de munitions et de marchandises avec dix soldats commandés par du Tisé. Une fois arrivés, ils devaient chercher où se trouvaient les Renards fugitifs.

Et il en avisa le Contrôleur général des Finances, en lui montrant la nécessité qu'il y avait de garder des munitions et des marchandises aux Illinois, ce à quoi la Compagnie s'était toujours refusée à cause de la dépense des convois, mais qu'en utilisant des soldats qui sont déjà à sa solde, il n'en coûterait rien pour les faire monter, et que toute dépense supplémentaire serait couverte par le frêt du retour.

Il s'offrait à aller détruire les Renards, en assurant que ce n'était pas si difficile qu'on voulait le faire croire au Canada, et qu'il n'en coûterait pas 60.000 livres à la Compagnie (1).

(1) Arch. Col. C 13 A 12 : 7-13, 19-21. Périer à Le Peletier, Contrôleur Général des Finances.

La foi de Perrier dans l'avenir du pays des Illinois et les nombreuses représentations qu'il fit à la Compagnie des Indes, portèrent enfin leurs fruits. Les Directeurs l'autorisèrent à y laisser la garnison de 60 hommes qu'il pourrait même augmenter, le cas échéant, mais ils ne purent s'empêcher de lui recommander « qu'il eût surtout attention à l'économie » (2).

En s'offrant ainsi à exterminer les Renards, Perrier avait compté sans les difficultés qui l'attendaient de la part des nations de la Louisiane. Les Anglais cherchaient à s'établir sur les rives du Mississippi, par l'entremise de leurs alliés les Natchez, Chikachas et Yazous qui, de toutes les nations du sud, avaient été les plus rebelles à l'alliance française. Ils vendaient à un prix exceptionnellement bas leurs marchandises et avaient promis aux Indiens que quel que fût celui des Français, le leur serait toujours à moitié moins (3).

Mécontents, d'autre part, des empiètements que faisaient les Français sur leurs territoires, les sauvages avaient ourdi une vaste conspiration dans laquelle étaient entrées toutes les nations du Mississippi, y compris les Illinois (4).

L'attaque prématurée des Natchez fit échouer leur projet et sauva ainsi les Français d'un massacre certain.

Le 28 novembre 1729 au matin, ils s'étaient rendus au village Sainte-Rosalie, empruntant les fusils des habitants, sous le prétexte qu'ils allaient

(2) Arch. Col. C 13 A 11 : 347.

(3) Heinrich, *La Louisiane sous la Compagnie des Indes*, p. 224 et suiv. Alvord, *op.cit.* p. 166-167. Perrier à Maurepas. Arch. Col. C 13 A 12 : 306.

(4) Arch. Col. C 13 A 12 : 288-294. Perrier à Le Peletier.

chasser. S'étant répandus à travers le village, jusque dans le fort et dans la maison du commandant, ils avaient, au signal donné, tué tous les Français et avaient emmené en esclavage les femmes et les nègres. Deux soldats seulement avaient pu leur échapper (5).

Par cette révolte, la navigation sur le Mississippi se trouvait interrompue. Les Yazous qui, peu de temps après la tragédie de Sainte-Rosalie, avaient massacré la garnison du Fort Saint-Claude, surprisent un matin le Père d'Outreloot, des Illinois, qui descendant à Nouvelle-Orléans, était en train de célébrer la messe ; il n'eut que le temps de sauter dans sa pirogue, chasuble sur le dos ; les trois Français qui l'accompagnaient furent abattus.

Perrier avait fait immédiatement avertir par terre et par eau, les Français des Illinois, de se mettre en garde contre une attaque de leurs sauvages. Puis, quelques jours après, il envoya une vingtaine d'hommes pour leur porter des munitions et protéger les voyageurs du Mississippi du danger imminent (6).

Les Illinois avaient été amenés dans ce complot par les Chicachas. Pour circonvenir le péril, Perrier contraignit leurs chefs à descendre à la Nouvelle-Orléans, leur fit avouer leurs intentions criminelles et jurer fidélité (7).

Il avait pour assurer la défense de la colonie huit compagnies tout au plus, dont l'effectif réduit,

(5) Arch. Col. C 13 C 4 : 181-187. Relation du massacre de Ste-Rosalie, par Perrier.

(6) Arch. Col. C 13 A 12 : 37-40.

(7) Arch. Col. C 13 A 12 : 306-311. Perrier à Maurepas.

en formait à peine six (8), et il dut attendre du secours de France pour attaquer les Natchez et délivrer les prisonnières (9). Pendant un an, les colons vécurent sur le « qui vive » et à la moindre rumeur « s'enfuyaient dans les bois comme des lièvres ».

(8) Arch. Col. C 13 A 12 : 365.

(9) Villiers du Terrage « Les dernières années de la Louisiane française », p. 20.

CHAPITRE XIX

Détermination de la cour à exterminer les Renards. — Paul Marin. — Dubuisson dirige une expédition. — Migration des Renards chez les Iroquois. — Ils sont assiégés aux Illinois. — Arrivée des armées de Saint-Ange, Villiers et Noyelles. — Le siège dure dix-neuf jours. — Fuite des Renards et leur destruction. — Les Nations, à Montréal, affirment leur loyauté. — Les Hurons de Détroit détruisent les Renards survivants. — Le poste de la Baye est rétabli.

Beauharnais attendit vainement tout l'hiver la réponse chiffrée qu'il devait recevoir par la Nouvelle-Angleterre, mais le ministre ne crut pas utile de lui répondre, avant le départ du bateau du roi au printemps. La Cour ne partageait pas la foi du Gouverneur en la sincérité des Renards : la crainte qu'ils avaient invoquée pour ne pas descendre à Montréal n'était qu'un prétexte.

Elle avait résolu d'en finir. Il fallait les traiter comme des meurtriers et lâcher toutes les nations contre eux jusqu'à l'extermination complète (1), mais pour sauver le prestige du Roi, les Français et non les sauvages devaient en prendre l'initiative.

Elle était même prête à dépenser 60.000 livres pour une nouvelle expédition, formée cette fois non de voyageurs mais de 150 soldats et d'une élite de guerriers sauvages.

(1) Arch. Col. B : 432-443. Le Ministre à Beauharnois et Hocquent.

Depuis 1728, les Renards erraient, sans espoir de retraite chez les autres nations qui, au contraire, leur faisaient une guerre ouverte et leur avaient tué beaucoup de monde (2).

Dans l'hiver de 1730, un parti de deux cents Outaouais, Sauteurs, Folles Avoines et Puants, tombant inopinément sur les Renards, firent un réel massacre, 86 guerriers, 360 femmes et enfants furent tués ou brûlés. Leur Grand Chef se rendit alors à la rivière Saint-Joseph pour implorer la clémence du Commandant Villiers, et promit une seconde fois de descendre à Montréal, dès le printemps suivant (3).

Son manque d'expérience des sauvages empêchait Beauharnois de saisir tout ce qu'il y avait de fallacieux dans leurs promesses, et il ne pouvait cacher au ministre la joie que lui causait cette dernière soumission, qu'il qualifiait de « bonne nouvelle ». Il était convaincu que la guerre acharnée que leur faisaient les nations, était le résultat de leur rupture avec les Français, et qu'il ne leur restait d'autre alternative que de se soumettre sans conditions (4).

(2) Arch. Col. C 11 A 50 : 492-493.

(3) Arch. Col. C 11 A 52 : 174-175. Paroles du Grand Chef à De Villiers: « Mon père, je me regarde maintenant comme mort, j'ai le cœur tout tremblant et ce n'est pas sans sujet ; j'ai cependant aujourd'hui plus de crédit sur mes jeunes gens que je n'en avais par le passé, et il me semble aussy qu'ils font plus attention à ma parole. J'ay bien pensé que si l'on m'a tué que ce n'a esté qu'après m'avoir recommandé plusieurs fois de me tenir en repos. Je connais le bon cœur de mon père au nom si haut, et je compte descendre à Montréal le printemps prochain pour l'aller voir et luy demander miséricorde, mourir pour mourir, j'estimé mieux avoir recours aux bontés de mon Père et courir le risque d'estre tué en chemin, que de l'estre dans mon village. »

(4) Arch. Col. C 11 A 52 : 174-175. Beauharnois au Ministre.

Quelque temps auparavant, c'était en 1729, Paul Marin, Sieur de la Margue, était monté chez les Folles Avoines de la Baye, où il s'était installé dans un fort abandonné. Au mois de mars 1730, les Puants étaient venus lui demander secours contre les Renards qui avaient assiégé leurs forts. Après cinq jours d'un combat violent, ils s'étaient enfuis pendant la nuit en abandonnant tout sur place (5).

Le mois suivant, les nations alliées se rendaient à Michilimakinac pour se plaindre à Dubuisson (6) que les Français ne les secondaient pas dans leurs efforts à détruire les Renards, et l'invitaient à prendre le commandement pour reconnaître la retraite de l'ennemi. Marin qui était présent accepta de les accompagner, et ils partirent avec 600 hommes dont 50 Français (7).

Ils avaient vainement cherché les Renards ; c'était une ruse d'Indien. Pour comprendre la mentalité des sauvages, il ne faut pas oublier que leurs liens de consanguinité restaient très vifs, en dépit de leurs luttes entre eux. Ils tiraient des Français, des secours, qu'ils partageaient souvent avec les Renards, et dans cette expédition, il était futile de croire qu'ils eussent ignoré leur retraite. Ne les avait-il pas trouvés quelques mois plus tôt ? S'ils avaient feint de marcher contre eux, c'était pour dépister les Français (8).

Beauharnois dira plus tard que les sauvages

(5) Arch. Col. F 2 11 : 288 à 320. Narration de Marin à Beauharnois, 11 mai 1730.

(6) Arch. Col. C 11 A 52 : 159. Dubuisson avait remplacé Lignery en 1729 au poste de Michillimakinac.

(7) Arch. Col. C 11 A 52 : 178-179. Beauharnois à Maurepas.

(8) Arch. Col. C 11 A 52 : 246-282. Mémoire de Noyan.

avaient comme les Français une politique, et qu'ils ne se réjouissaient pas de voir une nation détruite, de crainte de subir le même sort (9).

*
* *

Les Renards, affaiblis par les assauts incessants des nations et de leurs alliés d'hier, n'avaient qu'une seule ressource, l'Iroquois, chez qui ils avaient décidé de se réfugier ; ils leur avaient envoyé, en même temps qu'ils faisaient acte de soumission au gouverneur, deux haches, symbole indien, pour les « inviter à aller au devant d'eux et frapper partout » (10) ; ils avaient aussi offert des présents à la nation des Loups, établis dans les gouvernements de Manathe et de la Caroline, pour les engager à prendre leur parti (11).

Les Kicapous et Mascoutins avaient pénétré leurs desseins, et alertèrent au début de l'été, Saint-Ange père, alors commandant du Fort de Chartres ; on soupçonna d'abord un piège que leur vieille amitié pour les Renards aurait pu leur inspirer.

Ces derniers s'étaient mis en marche avec leurs familles pour le pays des Iroquois ; parvenus sur la rivière des Illinois, au milieu du mois de juillet, ils avaient attaqué les Cahokias, leur avaient fait plusieurs prisonniers et brûlé le fils du Grand Chef.

(9) Kellogg « The french Regime », p. 328.

(10) Joncaire que Beauharnois avait envoyé chez les Iroquois Tsonnontouans, pour surveiller leurs intrigues, s'était fait remettre les haches et les avait envoyées à Montréal. — Arch. Col. C 11 A 52 : 226.

Kellogg écrit que ces deux haches ne symbolisaient que leur désir d'habiter chez eux, « ...with two redstones axes in token of their desire to come live among them ». Kellogg : « The french Regime in Wisconsin », p. 325.

(11) Arch. Col. C 11 A 52 : 226. Beauharnois au Ministre.

Les Illinois, aidés des Mascoutins et Kicapous au nombre de deux cents, leur coupèrent la retraite à une lieue au-dessous du Rocher, les contraignant à bâtir un fort pour se protéger ; à cette nouvelle, Saint-Ange se mit à la tête de cent Français et de quatre cents sauvages et arriva le 17 août devant le Fort des Renards, situé « dans un petit bouquet de bois, le long d'une rivière, dans une vaste prairie » (12).

Il se campa sur la rive gauche et fit construire des redoutes pour empêcher l'ennemi de puiser de l'eau, mais celui-ci avait pratiqué un tunnel qui conduisait à la rivière.

Villiers, commandant à la Rivière Saint-Joseph, le rejoignit quelques jours plus tard avec 300 Sakis, Poutouatamis et Miamis, suivi de Noyelles, quatre Français et 130 Miamis, et enfin le vieil interprète Simon Réaume avec 400 Ouyatanons, le tout représentant un effectif de 1.450 hommes, dont 134 Français.

Villiers s'installe sur la rive droite, construit deux forts avec un cavalier dans chacun pour leur interdire l'accès de son fossé.

Les Ouyatanons, par toutes sortes de subterfuges, s'efforçaient de venir en aide aux Renards, ainsi que les Sakis, leurs parents, qui s'étaient approchés du Fort des Renards, leur fournissant munitions, vivres, et retiraient leurs enfants, ce qui contraignit Saint-Ange à envoyer 100 hommes pour rétablir l'ordre. Tous les jours ils demandaient à par-

(12) Sur cette bataille, la relation de St-Ange. Arch. Col. C 11 A 51 : 316-319 ; F 3 II : 140-143. — La relation de Villiers : Arch. Col. F 3 III : 314-320. — La relation des frères Réaume, Arch. Col. F 3 24 : 06-198. — Celle de Beauharnois au Ministre, C 11 A 50 : 378.

lementer, remettaient des esclaves et envoyaient des colliers blancs dans les deux camps, que les commandants leur retournaient peints en rouge (13) ; les nations voulaient qu'on leur donnât la vie, en les constituant prisonniers, ce qui aurait équivalu à une libération. Assiégés et assiégeants en étaient réduits à manger leurs « carques » et leurs couvertures de peaux, et le 7 septembre, 200 Illinois désertaient. Le lendemain, profitant d'une nuit d'orage, alors que les sauvages refusaient de garder les passages, les Renards s'enfuirent, mais les cris d'enfants donnèrent l'éveil, et ils avaient été rattrapés à la pointe du jour ; 300 guerriers furent massacrés sur place, 600 femmes et enfants subirent le même sort, un seul chef échappa, les autres tombèrent dans les mains des Illinois « qui sûrement ne leur donneront pas la vie », ceux qui s'étaient sauvés avaient tout abandonné, même leurs cornes à poudre et leurs fusils.

Avec les 80 guerriers et 300 autres brûlés l'hiver précédent, les Renards perdaient en tout, plus de 1.300 hommes. Les prisonniers furent distribués comme esclaves aux alliés.

Villiers envoya son fils et l'interprète Réaume pour annoncer la victoire à Montréal, et Beauharnois n'eut rien de plus pressé que d'en faire part à la Cour. Il fit dresser par l'ingénieur Chaussegros De Léry, sur les informations de Villiers et Réaume, un plan accompagné d'un mémoire, de la situation du fort des Renards et du campement des Français et des nations alliées (14) ; il recommandait à la bienveillance du Roi, les sieurs de Villiers de

(13) Le rouge était le symbole de guerre.

(14) Arch. Col. C 11 A 53 : 208. Hocquart au Ministre.

Noyelles, sans oublier les Saint-Ange père et fils des Illinois « qui ont fait des merveilles » et il espère lui-même recevoir des marques de satisfaction pour ses services (15).

Dans son enthousiasme il avait même voulu déléguer le fils Villiers à la cour, mais le dernier bateau en partance, obligé de relâcher, il dut envoyer ses dépêches par la Nouvelle-Angleterre.

Et l'été suivant, toutes les nations qui avaient participé à la bataille, descendirent à Montréal, pour manifester leur joie et assurer leur fidélité, jurant « qu'ils répandroient jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour le François » ; quant au souvenir de la destruction de leurs ennemis ils ne l'oublieraient jamais, « l'imprimeraient avec soin à tous leurs descendants » (16) et, décorés de grandes médailles d'argent, que Beauharnois avait demandé l'année précédente pour les grands chefs (17), ils retournèrent dans leurs villages en chantant la puissance du grand Ononthio (18). Ils se mirent immédiatement en campagne, bien déterminés à détruire les Renards à tout jamais, ils voulaient tous « en manger en morceau ». Déjà en janvier 1731, les Illinois de Cahokias avaient eu la joie d'en surprendre un parti, qui avaient été anéanti. Il ne restait plus qu'une vingtaine de cabanes ; quelques vieilles femmes errant, avec leurs deux derniers chefs survivants, allèrent quelques jours après, à la rivière Saint-Joseph, demander à Villiers qu'il implorât pour eux la miséricorde de « leur père » (18).

(15) Arch. Col. C 11 A 50. Beauharnois au Ministre, 378-380.

(16) Arch. Col. F 3 11 : p. 320. Rapport de Villiers.

(17) Arch. Col. C 11 A 50 : 380 Beauharnois au Ministre.

(18) Arch. Col. C 11 A 54 : 356 : Villiers à Beauharnois.

Villiers renvoya les deux chefs à Beauharnois, qui leur accorda la vie, à la condition de se bien conduire, et de revenir l'année suivante avec quatre autres Renards, choisis parmi les plus importants de leur village ; il garda l'un des deux en otage (19).

Il faisait ensuite partir en France pour les galères le Renard Coulifa, qui avait été le porteur de colliers chez toutes les nations ; les Miamis l'avaient donné au gouverneur avec la recommandation qu'il était un homme « dangereux qui a été longtemps avec les Iroquois » (20).

Beauharnois, en accordant cette trêve, avait compté sans la passion vindicative des sauvages ; inspirés par la crainte du Français, ils avaient senti que ces derniers, après une politique d'indulgence qui avait duré depuis si longtemps, étaient maintenant déterminés à saper dans sa base l'origine de toutes ces guerres de représailles.

De son côté la cour qui avait appris avec une grande satisfaction, la nouvelle de la destruction des Renards aux Illinois, recommanda à Beauharnois d'attiser dans leurs cœurs leur désir de vengeance (21).

En octobre les Hurons du Détroit allèrent demander à Beauharnois la permission de lever un parti contre les derniers Renards, afin d'en « étein-

(19) Arch. Col. C 11 A 54 : 360-363. Beauharnois au Ministre.

(20) Arch. Col. C 11 A 54 : 328-433. Beauharnois au Ministre.

(21) « ...le roi est persuadé qu'il (Beauharnois) aura pris de justes mesures pour réduire cette nation au point de ne pouvoir plus troubler la colonie et cependant puisque les sauvages alliés paroissent disposés à détruire le reste (des Renards), il doit les entretenir dans ses dispositions... » Arch. Col. B 57, p. 659, Mémoire du Roi à Beauharnois et Hocquart

dre la race », ils prenaient sur eux, disaient-ils, toute la responsabilité. Beauharnois refusa de la donner, puisqu'il leur « avait accordé la vie », ne voulant pas s'immiscer dans les différends qu'ils pouvaient avoir ensemble (22), mais il écrivait au ministre que les sauvages étaient tellement indisposés contre eux, qu'ils les y entretiendraient « si les Renards manquent à ce qu'ils ont promis » (23).

A la demande du Grand Chef Huron La Forest, 47 Iroquois du lac des Deux-Montagnes allèrent à Détroit, où les attendait un parti de 74 Hurons.

Les Poutouatamis essayèrent en vain de les retenir, leur promettant de se joindre à eux au printemps suivant. Mais, déterminés à ne pas revoir leurs villages « sans avoir tué des hommes » ils poursuivirent leur route, laissant leurs malades à Chicago. De là, par les Mascoutins et les Kicapous, ils se rendirent sur le Wisconsin, où leurs vieillards, épuisés par la faim, la fatigue, les grandes neiges, qui les avaient obligés à se servir de raquettes, les abandonnèrent ; peu après ils rencontrèrent trois Renards, qui à leur vue, prirent la fuite ; en les poursuivant ils furent surpris de découvrir dans le vallon, un grand village de Renards, qui avaient survécu aux deux massacres de l'année précédente ; ceux-ci avait « trouvé le secret » de retirer leurs esclaves de toutes les nations, excepté chez les Illinois.

A la vue des quatre-vingt-dix guerriers Renards qui venaient à leur rencontre, ils jetèrent leurs fusils, et, le case-teste d'une main, la dague de l'autre, grâce à leur habitude des raquettes, ils se ruèrent

(22) Arch. Col. C 11 A 57 : 296.

(23) Arch. Col. C 11 A 54 : 419. Beauharnois au Ministre.

sur l'ennemi enlisé dans la neige, et firent un tel carnage qu'ils en tuèrent cent cinquante et firent autant de prisonniers. Les deux qui avaient pu s'échapper, se sauvèrent tout nus et périrent de froid. Le combat ne leur avait coûté que cinq morts (24). A leur retour, les Hurons se désirent de leurs prisonniers qui étaient en plus grand nombre qu'eux-mêmes.

Après ce dernier massacre, il ne restait plus que trente véritables Renards qui déclarèrent que « c'était leur père Ononthio qui les faisait tuer, puisque les Hurons et les Iroquois ne se levaient point de dessus leurs nattes que par son ordre ».

Ils n'avaient pas tout à fait tort ; Beauharnois, par égard à sa parole donnée, se devait de les protéger jusqu'à l'expiration de la trêve. Il ne leur avait pas accordé son consentement, mais le fait de ne pas leur avoir signifié un refus exprès, équivalait, pour ces assoiffés de sang, à une tolérance ; il eut au surplus la candeur de l'avouer au ministre (25).

(24) Arch. Col. C 11 A 57 : 298-306, 320-324. Extrait de la relation de la défaite des Renards par les sauvages Hurons et Iroquois, le 28 Février 1732 par Boishebert, commandant au détroit, à Beauharnois.

(25) Arch. Col. C 11 A 51 : 296, 297. Beauharnois au Ministre. « ...quoique j'aye eu l'honneur de vous mander l'année dernière que j'avois accordé la vie au restant de cette nation, sous les conditions que je vous marquay, j'eus celui de vous observer, que les sauvages Hurons de Detroit m'avoient demandé la permission de lever un party pour frapper sur eux et en éteindre la race, et qu'ils prenoient cette affaire sur leur compte, ma réponse fut Monseigneur, ainsi que vous l'avez pu voir, que je ne pouvois leur donner cette permission, ayant accordé la vie aux Renards, mais que je resterais au surplus neutre dans les différends, qu'ils pourroient avoir ensemble, pensant bien d'ailleurs que ne leur deffendant point expressément, ils suivraient leur projet, c'est ce qu'ils

En 1733, une trentaine de survivants allèrent se jeter à la merci de Villiers, avec à leur tête l'irréductible Kiala, qu'on envoya à Québec, et de là à la Martinique (26).

Et en 1737, les chefs des nations, dans une grande assemblée à Montréal, suppliaient Beauharnois pour qu'il enterrât la hache de guerre contre les Renards, et les reprît au nombre de ses enfants (27).

Beauharnois, le danger des Renards écarté, avait, dès 1731, envoyé Villiers reconstruire le fort de la Baye, brûlé par Lignery en 1728, qui rétablissait la communication du Mississipi par le Wisconsin, et permettait de reprendre le commerce avec les Sioux, qui fut concédé aux mêmes associés et aux mêmes conditions qu'auparavant ; on pouvait maintenant se rendre chez les Assinibouilles et les Cristinaux, et pousser ainsi l'entreprise du Sieur de la Verendrie pour la découverte de la « Mer de l'Ouest » (28).

Le roi, en 1732, nommait Beauharnois, Commandant de l'Ordre militaire de Saint-Louis (29). Il accordait une compagnie dans les troupes, à Noyel-

ont fait en leur arrivée en leur village, ainsy que vous l'avez, Monseigneur, par l'extrait de la relation de l'affaire que M. de Boishebert m'a adressé, que j'ai l'honneur de joindre icy. »

(26) Arch. Col. C 11 A 59 : 10-14. Beauharnois au Ministre.

(27) Arch. Col. C 11 A 67 : 180-192 et 153-156. Beauharnois au Ministre.

(28) Arch. Col. C 11 A 54 : 360-363. Beauharnois au Ministre. Le capitaine de Villiers eut sept fils, dont six furent tués par les Anglais pendant la guerre de sept ans.

(29) Arch. Col. B 57 : 679.

les et à Villiers, et une enseigne en second, à son fils (30).

Ces deux derniers furent tués l'année suivante par les Sakis, en voulant reprendre quelques Renards, qui s'étaient réfugiés chez eux (31).

Cette guerre avait duré vingt-cinq ans et s'était déroulée sur un théâtre qui comprend aujourd'hui les Etats de l'Illinois, Michigan, Iowa, Wisconsin et Indiana.

(30) Arch. Col. B 57 : 645-647.

(31) Arch. Col. C 11 A 60 : 297-311. Beauharnois au Ministre.

CHAPITRE XX

Expédition de Périer contre les Natchez. — Rétrocession par la Compagnie des Indes, de la Louisiane et des Illinois. — Opinion de Perrier et Beauharnois : de quel gouvernement dépendra le Pays des Illinois ? — La cour maintient le *statu quo*. — Le commerce est déclaré libre. — Offensives anglaises, insolence des Illinois. — Désordres dans le pays. — Saint-Ange impuissant. — Retour de Bienville. — Dartaguiette est nommé commandant aux Illinois. — Il rétablit l'ordre.

Perrier s'était réjoui de la défaite des Renards qui faisait « un bien infini » à la Louisiane et aux Illinois. Cet officier clairvoyant qui s'était lui-même offert à entreprendre une campagne contre eux, qui avait préparé cette destruction en envoyant aux Illinois, après le *fiasco* de Lignery, du Tisé, avec des munitions et des marchandises (1), qui avait même défié les ordres de la Compagnie de dégarnir le fort de Chartres, tant que le danger des Renards subsisterait et qui avait déclaré que ce ne serait que par sa province qu'on arriverait à les réduire, dut se contenter de la maigre satisfaction de le rappeler au ministre (2) et de lui manifester son chagrin « qu'on

(1) Arch. Col. C 13 A 12 : 7 à 13. Perrier à Le Peletier.

(2) Arch. Col. C 13 A 13 : 46. Perrier à Maurepas. « J'ai l'honneur d'informer votre Grandeur de la défaite des Renards sur les terres de la Louisiane par les Illinois et les nations des frontières du Canada. »

ne lui en accordait pas plus de crédit que s'il eût été en France » (3).

La réduction des Renards allait lui permettre de donner toute son attention à la révolte des Natchez et venger le massacre de Sainte-Rosalie. En janvier 1731 il se mettait en campagne à la tête de 150 hommes de troupe commandés par Perrier de Salvert, son frère, que la Compagnie avait envoyé l'année précédente. Son expédition ne fut pas heureuse, il avait cru les avoir anéantis par leur reddition qu'il croyait presque complète, alors qu'en définitive 45 guerriers avec 450 femmes et enfants seulement, s'étaient constitués prisonniers. Les autres qui s'étaient enfuis, avec ceux déjà réfugiés chez les Chicachas, allaient mettre la colonie en alerte pour des années à venir (4).

*
* *

La situation précaire où se trouvait la Louisiane à la suite de ces événements tragiques, avait jeté la stupeur au sein de la Compagnie des Indes, qui comprit bientôt qu'elle n'avait d'autre alternative, pour sauver la colonie, que de s'imposer de grands sacrifices. Ne pouvant s'y résigner, elle résolut d'abandonner. Le 22 janvier 1731, la Compagnie,

(3) Arch. Col. C 13 A 14 : 45, 17 Janvier 1732. Perrier au Ministre. « ...ce qui me fait de la peine, Monseigneur, est qu'il me paroist que vous n'êtes pas content de ma conduite et que je n'ay pas eu plus de part à la destruction des Natchez et des Renards que s'y j'avois été en France, j'avois lieu d'espérer de votre équité ordinaire que vous me donneriez quelques marques de satisfaction ».

(4) Charlevoix, opus cit. IV : 289. Arch. Col. B 57 : 804. Mémoire du Roi à Bienville.

Arch. Col. C 13 A 13 : 36 à 40. Perrier au Ministre.

en Assemblée générale d'Administration, après avoir énuméré tous les soins qu'elle avait pris depuis 1717 (date de sa concession), pour « l'établissement, le soustien et la perfection » de la Louisiane et le pays des Illinois : nouveaux colons, transports de noirs, défrichements de terrains, constructions de forts munis d'artillerie, avec entretien « d'un pied de troupes considérables », secours spirituels, établissements de missions chez les nations sauvages, déclarait que la révolte des Natchez, avec le massacre de presque tous les habitants, lui inspirait les plus justes craintes pour l'avenir. Elle avouait son impuissance à prévenir de pareils dangers, malgré les sacrifices qu'elle avait faits et les 200 millions de livres qui lui en avaient coûté depuis treize ans ; elle suppliait le Roi de révoquer sa concession sur la Louisiane et sur le pays de l'Illinois, qu'elle regardait comme « un précieux dépost confié à sa garde », que seules « les mains toutes puissantes de Sa Majesté » pourraient garantir de tous événements (5).

Le Roi accepta le 23 janvier et prit le contrôle de la Louisiane le 1^{er} juillet (6).

La question de l'administration des Illinois, depuis longtemps objet de convoitise, dont il était résulté tant de maux pour ce pays, se posait à nouveau, maintenant que la Louisiane rentrait dans

(5) Arch. Col. C 13 A 13 : 249 à 253. Délibération de la Compagnie des Indes au sujet de la rétrocession au Roi de la Louisiane. Notes et pièces justificatives. Heinrich, opus cit. 289 à 292.

(6) Arch. Col. B 55 : 883. Maurepas à Perrier.

le domaine royal. La cour, avant de prendre une décision, sollicita l'avis des deux Gouverneurs (7).

Tant que le pays des Illinois avait été partie intégrante de la Louisiane, Perrier, qui l'avait toujours considéré comme le plus bel apanage du domaine de la Compagnie, avait employé toute son énergie à le défendre contre les ambitions du Gouvernement de Québec, et pour en déjouer les plans (8), en même temps que pour protéger ses habitants contre les incursions des Renards, il avait toujours tenu à y garder des troupes ; mais après la rétrocession, n'ayant plus les intérêts de la Compagnie à sauvegarder, il n'eut de souci que le bien-être du pays des Illinois. Il n'hésita pas à recommander que le Canada le comprît dans son gouvernement et se chargeât de sa garnison, et que grâce à la facilité de communiquer avec le Mississipi, le haut et le bas n'en continueraient pas moins leurs relations commerciales, mais qu'il était impérieux d'y maintenir « une forte garnison, un bon état-major, avec un fort de maçonnerie » (9).

(7) Arch. Col. B 57 : 661 à 662. Mémoires du Roi à Beauharnois et Hocquart. New York Colonial Documents, vol. IX : 124, Arch. Col. B 55 : 521. Mémoires du Roi à Beauharnois et Hocquart.

(8) Arch. Col. C 13 A 12 : 7 à 13. Perrier écrivait à Le Peletier, Contrôleur général, le 1^{er} Avril : « ...Je continue de dire qu'il ne convient pas que la Compagnie abandonne ce poste (les Illinois), on comptoit si bien du Canada qu'il serait abandonné, qu'il avoist des officiers qui ayant ordre d'y venir, ont été arrêtés des Mascoutins qui estoient ci devant alliés des Renards et que nous avons battus cet esté dernier avec les troupes et les sauvages des Illinois. »

(9) Heinrich écrit à ce sujet que : « Perrier revendiqua si énergiquement une province, dont dépendrait peut-être, à la prochaine guerre, le salut de la Louisiane, où celle-ci trouverait à s'approvisionner de farine et de viande, qu'il obtint

Beauharnois, lui aussi, n'était mu, disait-il, que par l'intérêt pour ces pauvres Illinois ; grâce aux établissements que le Canada avait chez les Miamis et Ouyatanons, il leur était plus facile d'y recevoir leurs besoins que par la Louisiane où il fallait mettre un temps considérable à « monter cinq ou six cents lieues de rivières rapides pour se rendre chez ces sauvages » ; d'ailleurs, n'étaient-ils pas venus eux-mêmes à Montréal pour implorer le Gouverneur général « d'être leur père » et ils n'avaient pas voulu s'en retourner qu'il ne leur eût auparavant donné sa promesse ; et pour parer à l'aléa d'un doute dans l'esprit du ministre, il lui envoyait les paroles de ses futurs enfants, avec l'espoir que « *Sa Majesté ne changera rien à ce sujet* », l'assurant au surplus, que lui et son intendant, agiraient toujours

gain de cause. L'Illinois resta attaché au Mississipi... » — Heinrich : « La Louisiane sous la Compagnie des Indes », p. 255 ; et voici ce qu'écrivait Perrier au Ministre . « ...il me paroist qu'il est plus facile de munir ce poste (les Illinois) par le fleuve St-Louis (Mississipi) que par le Canada, puisqu'on y va d'icy avec toutes sortes de bâtimens, le Gouvernement de la Louisiane estant dépendant de celui du Canada il me paroist indifférent lequel des deux provinces y fournissent garnison, en mon particulier, je souhaite que ce fut le Canada, parce que le pays des Illinois et celui-ci s'établiront plus vite, les farines et les viandes qui si font n'en descendroient pas moins, et le Canada qui y est plus ébally pousseroit plus loin et plus vite le commerce qui s'y peut faire dans le haut de cette colonie ; tout ce qu'on peut objecter à mes raisons est qu'il en coûtera quelque chose de plus au Roy pour y envoyer des munitions de guerre et les troupes par le Canada où les vaisseaux ne vont que dans les saisons de l'année qui conviennent, au lieu qu'on y va par icy en tout temps, votre Grandeur peut essayer le parti qui conviendra le mieux sans courir risque de faire tort à ce pays icy parce que son intérêt, à ce que je crois, est que les Illinois soient du Gouvernement du Canada. »

Arch. Col. C 13 A 13 : 73. 10 Décembre 1730. Perrier au Ministre.

de concert avec le Gouverneur et l'Ordonnateur de la Louisiane (10). Sa Majesté crut cependant bon de « *changer* », et le pays des Illinois demeura annexé à la Louisiane qui, à son tour, devait dépendre du gouvernement général de la Nouvelle France, et la Cour donna à Beauharnois des ordres précis qu'il eût « la même attention pour la Louisiane que pour le Canada » (11).

Le Conseil supérieur de la Louisiane fut rétabli en la même forme qu'il avait été créé en 1716, mais se composait du Gouverneur général, de l'Intendant de la Nouvelle France et du Gouverneur particulier de la Louisiane (12).

*
* *

En même temps que les deux sections du grand Empire s'unifiaient, le commerce était déclaré libre, et les restrictions entre les deux colonies en étaient levées (13).

La politique de la Compagnie des Indes à la Louisiane et au pays des Illinois avait été basée sur une certaine liberté de commerce, bien qu'une or-

(10) Arch. Col. C 11 A 54 : 165. Beauharnois et Hocquart au Ministre, 12 Octobre 1731.

(11) Arch. Col. B 57 : 661-662. Mémoires du Roi à Beauharnois et Hocquart. Arch. Col. B 57 : 807. Maurepas à Bienville, 27 Décembre 1732.

(12) En 1719, à la sollicitation de la Compagnie des Indes, il avait été ordonné que le Conseil serait composé d'un certain nombre de directeurs de la Compagnie. En plus des deux Gouverneurs et de l'Intendant, il y avait aussi un premier conseiller, le Lieutenant de Roy, le Major de la Nouvelle-Orléans, et quatre autres conseillers, le Procureur général et un greffier. Ce conseil n'avait aucune juridiction sur l'administration générale de la colonie. Arch. Col. B 57 : 796.

(13) Arch. Col. B 55 : 521 à 537. Mémoires du Roi à Beauharnois et Hocquart, 8 Mai 1731.

New York Colonial Documents, vol. IX : 1024.

donnance royale en 1720 eût défendu la traite chez les Indiens, sans une autorisation de Boisbriant, alors commandant au fort de Chartres (14) ; en 1729, elle avait accordé pour cinq ans le privilège exclusif à deux Canadiens, les Sieurs Marin et Outlas, pour la traite de pelleteries et castors qu'ils s'engageaient à porter à la Nouvelle-Orléans, moyennant un prix forfaitaire et pour les fourrures et pour les marchandises prises en échange (15). Quant aux autres territoires des Illinois, ils avaient été déclarés libres, mais avec ordre exprès que les traiteurs portent leurs fourrures dans le bas du Mississipi. C'était le boycottage du commerce canadien et l'encouragement à la fraude pour ceux qui, obtenant à crédit leur marchandise au Canada, iraient, leur troc accompli, vendre leurs fourrures à la Louisiane (16).

L'esprit de rivalité qui avait duré si longtemps, était difficile à étouffer, Beauharnois avait demandé (17) et obtenu (18) en 1727 qu'on arrêât les Français qui iraient, sans passeport, d'une colonie à l'autre (19) et, en dépit de l'édit sur la liberté de

(14) Arch. Col. B 42 bis : 391.

(15) Arch. Col. C 13 A 11 : 154-155. Délibération du Conseil supérieur de la Louisiane, 4 Décembre 1728.

(16) L'Abbé de Thaumur, curé de Caokias, s'était plaint de cette restriction de commerce entre le Canada et la Louisiane, parce que sa mission, qui recevait de Québec tous ses secours, tant matériels que spirituels, ne pourrait plus se soutenir. Arch. Col. C 11 A 52 : 181-182. Lettre de Mr de Thaumur à Beauharnois. 17 Juin 1730.

(17) Arch. Col. C 11 A 49 : 132. Beauharnois au Ministre, 25 Septembre 1727.

(18) Arch. Col. B 52 : 477. Maurepas à Perrier.

(19) Perrier avait trouvé difficile d'arrêter tous ceux qui iraient d'une province à l'autre, parce qu'ils séjourneraient plusieurs années dans les villages illinois « jusqu'à ce qu'on ne pense plus à eux ». Arch. Col. C 13 A 11 : 28. Perrier au Ministre, 12 Novembre 1728.

commerce, il continuait à exiger des congés pour les habitants des Illinois qui traiteraient au Canada, il refusait même en 1734 à une centaine de familles la permission d'aller s'établir aux Illinois (20).

Le ministre dut lui donner l'ordre de laisser passer en toute liberté les voyageurs des deux colonies, en lui rappelant le désir de la cour sur le maintien des bonnes relations entre elles (21).

*
* *

Les Anglais poursuivaient leurs offensives dans toute la vallée du Mississippi, avec l'aide des Natchez, Chicachas et Chérokées. En 1730, Sir Alexander Cuming, commissaire pour les affaires indiennes, avait fait reconnaître la souveraineté britannique par les chefs des Chérokées, et quelque temps après, ces derniers l'avaient accompagné à Londres pour réaffirmer leur allégeance au roi George (22). De son côté le général Oglethorpe fondait en 1732 la nouvelle colonie de la Géorgie dont les limites, fixées par sa chartre, s'étendaient de l'Atlantique au Pacifique (23).

Aux Illinois, ils cherchaient par tous les moyens de couper la communication avec le Canada et, privés de leurs alliés les Renards, ils se servaient maintenant des Chicachas, pour débaucher les sauvages de ce quartier (24). En été 1731, ils leur

(20) Arch. Col. C 13 A 19 : 45 à 52 et C 13 A 19 : 142 et suiv. Bienville au Ministre, 22 Avril 1734.

(21) Arch. Col. B 61 : 569 à 571. Le Ministre à Beauharnois, 20 Juillet 1734.

(22) Alvord, opus cit. p. 167.

(23) Heinrich, p. 277.

(24) Arch. Col. C 13 A 13 : 30. Perrier et Salmon au Ministre.

envoyèrent en ambassade trois Chicachas, porteurs de paroles et de présents, pour les inciter à chasser les Français. Avec beaucoup de difficultés, Saint-Ange les avait décidés à rendre les prisonniers, après leur avoir garanti la vie, et les avait envoyés à la Nouvelle-Orléans, où Perrier les livra aux Chactas qui les brûlèrent (25).

Ceci indisposa les Illinois dont l'insolence, depuis la défaite des Renards, n'avait cessé de s'accroître. La population hétérogène des villages français avait toujours, nous l'avons vu, posé un problème ; en plus des colons domiciliés, c'était le rendez-vous des voyageurs à leur retour des traites d'hiver (26), qui se livraient à des débauches difficiles à réprimer et, quand on voulait les punir, ils se réfugiaient au fort des sauvages où, grâce, à l'eau-de-vie qu'on leur donnait, ils se mettaient à couvert (27).

D'autre part, les habitants avaient une grande quantité de bestiaux qui fourrageaient dans les plantations des sauvages. Ceux-ci les tuaient, lorsqu'ils ne se croyaient pas vus, et au mois de mai 1732, un jeune Péoria de Kaskaskia, à la suite d'une querelle, avait poignardé le domestique de l'Abbé Mercier. Les chefs l'avaient livré au commandant en l'assurant qu'ils n'avaient aucune part dans cette rixe.

Saint-Ange, démunie de troupes, et dans l'état d'effervescence où était la nation, avait cru prudent

(25) Arch. Col. F. III 24 : 235 à 241. Mémoire non signé. 1732. Arch. Col. C 13 A 13 : 65. Perrier à Maurepas, 10 Décembre 1731.

(26) Arch. Col. C F III 24 : 235 à 241. Mémoire concernant les Illinois.

(27) Arch. Col. C 13 A 17 : 286 et suiv. Lettre du Père Boullenger, 28 Avril 1733.

de ne pas le punir, et l'envoya au Rocher où un grand nombre de Péorias étaient retournés, maintenant que la rivière des Illinois n'était plus infestée par les Renards.

Cependant les Illinois, s'imaginant que les Français, par représailles, voulaient leur faire subir le même sort qu'aux Renards, guettaient le moment propice pour faire sur eux une attaque de surprise. A Cahokias, où il n'y avait que quelques Français, l'Abbé Mercier se vit alors placé dans une fâcheuse alternative, ou de rester et s'exposer à être égorgé, ou d'abandonner sa mission et provoquer la guerre dans toute la province (28), vainement demandait-il à Saint-Ange un détachement de quelques hommes. Finalement, durant l'été de 1733, les Cahokias se révoltaient, obligeant les missionnaires et les autres habitants à prendre la fuite, en abandonnant leurs biens aux sauvages (29).

Le malaise s'était répandu jusque sur la rivière Ouabache qui était devenue le passage de presque toutes les nations des Lacs ; Vincennes y avait construit en 1730 une espèce de fort à 80 lieues de son embouchure (aujourd'hui Vincennes, de l'Etat de l'Indiana), malgré son influence acquise par 20 ans de séjour parmi eux, il ne réussissait pas à contenir les Miamis qui commerçaient ouvertement avec les Anglais, et lui aussi se trouvait « dénué de tout ». N'ayant rien reçu depuis trois ans (30), il réclamait des troupes. Son poste dépendait du fort de

(28) Arch. Col. C 13 A 17 : 287 à 288. Lettre de Mr Mercier, 25 Avril 1733.

(29) Arch. Col. C 13 A 18 : 225. Beauharnois au Ministre. 23 Avril 1734.

(30) Arch. Col. C 13 A 17 : 261. Vincennes à Bienville. 21 Mars 1733.

Chartres ; mais que pouvait faire Saint-Ange ? Ce brave officier dont nous avons vainement cherché le nom sur la liste des récompenses du Roi, après sa victoire sur les Renards, et dont le ministre reconnaissait cependant la sagesse dans ses rapports avec les sauvages, avait peu d'autorité sur les habitants « pour les empêcher d'avoir des disputes » (31),

(31) Arch. Col. C 13 A 14 : 91. Bienville au Ministre.

Voici un illustré de l'administration de la justice au pays des Illinois.

Le 11 Octobre 1732, René Roston, dit Langevin, soldat de la garnison du fort de Chartres, avait été tué par un autre soldat, Fretel, dit Picard. Le 14, le criminel fut arrêté, et le même jour commençait le procès devant le Sieur Jean Maillart, aide-major au fort de Chartres, et commis pour l'Instruction par Saint-Ange, assisté d'un greffier. Audition de cinq témoins qui inculpent l'accusé, 3 déclarant ne savoir signer ; le même jour comparution de l'accusé, qui se dit natif de Corbie, en Picardie, boulanger de son état, faisant profession de la religion catholique, apostolique et romaine, dans la colonie depuis 13 ans et soldat détaché du Sieur de Pradel. Le 15, confrontation de l'inculpé et des témoins, le 16, le conseil de Guerre assemblé dans un pavillon du fort, sous la présidence de Saint Ange, commandant, et composé du Sieur Bassée, lieutenant, de Saint Ange fils, et du Tisné, tous deux enseignes, du Sieur Buché, faisant fonction de commissaire, Sieur Hennequin et Jean Baptiste Prévost, sergents, le Sieur Jean Maillart, officier d'infanterie et procureur du Roi et d'un greffier. Sentence : « le Conseil de guerre a déclaré et déclare le nommé François Fretel, dit Picard, soldat de cette garnison, atteint et convaincu d'avoir assassiné le dit Pierre Roston, et comme telle, le condamne à estre pendu et étranglé jusqu'à ce que mort s'ensuive et faute d'exécuteur de la haute justice, avoir la teste cassée proche le fort, les troupes assemblées sous les armes à 3 heures après-midy ce jourd'hui 16^e octobre mille sept cent trente deux, le dit Hennequin, sergent, ayant déclaré ne savoir signer a fait sa marque. Ont signé : Saint Ange, de Bassée, Saint Ange fils, du Tisné, Buché, prévost (Marc de Hennequin), Maillart et Jérôme, greffier ».

Arch. Col. C 13 A 14 : 211 à 225.

Salmon, dans son compte rendu au Ministre, fait observer que la procédure n'avait pas été régulière, puisque Mail-

lui-même n'avait que quelques soldats dans un fort en ruines et un magasin vide, et ne pouvait que recommander aux Français de ne sortir de leurs villages « que bien armés » (32).

Perrier, à la nouvelle de tous ces troubles, avait envoyé aux Illinois, en juillet 1732, un convoi de 155 hommes, pour contenir les sauvages « jusqu'à ce que le roy nous ait envoyé les troupes dont nous avons un grand besoin » (33), il ne cessa de recommander avec insistance qu'on y mît au moins quatre compagnies avec, à leur tête, « un officier constitué en dignité ».

Le 2 mars 1733, rappelé en France, il remettait le gouvernement de la Louisiane à Bienville, le seul homme qui fût capable de faire face aux grandes difficultés que traversait la colonie.

*
* *

C'est avec satisfaction que ce vétéran, qui avait passé vingt-sept ans de sa vie en Louisiane, constata que le pays des Illinois avait considérablement augmenté et entrevoyait qu'il serait bientôt le plus important de la vallée du Mississippi (34), mais il fallait

lart avait rempli les deux fonctions de Procureur du Roi et de Juge d'Instruction, mais que « le criminel n'en a pas moins la tête cassée ». Arch. Col. C 13 A 17 : 65. Salmon au Ministre.

(32) Arch. Col. C 13 A 17 : 248. Saint Ange à Bienville.

(33) Arch. Col. C 13 A 14 : 70. Perrier au Ministre, 25 Juillet 1732.

(34) « ...je suis sûr que si le bas de la colonie se soutient dans l'état d'une aisance raisonnable et que les habitants du haut puissent espérer y faire quelque commerce, le poste des Illinois sera dans peu de temps plus considérable et plus peuplé que le reste de ce gouvernement ensemble. ». Arch. Col. C 13 A 16 : 187. Bienville au Ministre

avant tout rétablir le calme dans la colonie qui était « menacée de tous côtés » : les Chicachas dans le sud, poussés par les Anglais, les Miamis sur l'Ouabache (35), et aux Arkansas les Osages qui venaient de tuer onze chasseurs (36). Pour faire rentrer dans le devoir toutes ces nations mutinées, il était « indispensablement nécessaire » de fortifier les Illinois (37), et y construire un fort de pierres, avec une solide garnison, commandée par un officier qualifié (38).

Le ministre lui ayant donné carte blanche (39), il résolut de nommer à ce poste important, le Major Commandant de la Nouvelle-Orléans, le sieur Diron Dartaguiette (40), qui y avait déjà servi sous Bois-

Voici un mémoire concernant le pays des Illinois :

« Le pays des Illinois est donc avec vérité et connaissance parfaite, un poste où il faut des forces militaires pour le soutien des habitants qui s'y rassemblent de toutes parts tant du Canada que par la Louisiane pour la douceur qu'ils trouvent dans la beauté des terres et fertilité, joints au climat sain et tempéré qui y règne, la vie y étant très abondante en toutes choses. J'ajoute en vérité, sans aucun déguisement, que si Sa Majesté veut bien l'ayder, il deviendra une des plus aisées provinces des deux gouvernements. » Arch. Col. F III 24 : 225-241, 1732.

(35) Arch. Col. C 13 A 16 : 111. Bienville et Salmon au Ministre.

(36) Arch. Col. C 13 A 16 : 214. Bienville et Salmon au Ministre.

(37) Arch. Col. C 13 A 16 : 215. Bienville et Salmon au Ministre.

(38) Arch. Col. C 13 A 16 : 215. Bienville et Salmon au Ministre.

(39) Arch. Col. C 13 A 14 : 91.

(40) Arch. Col. C 13 A 16 : 228-229. Bienville et Salmon au Ministre.

Bienville disait de Dartaguiette qu'il était « scage judicieux et désintéressé... ». Il était le frère du sieur Dartaguiette, un des directeurs de la Compagnie des Indes, et du Sieur Dartaguiette Diron, lieutenant de Roy, Inspecteur général de la

briant, et s'était fait auprès des habitants et sauvages une enviable réputation (41), au mois de septembre 1733, il l'envoya prendre son commandement, avec un convoi de trois compagnies et des nègres pour les colons français (42).

Dartaguiette releva le fort de Chartres, et grâce à la grande influence qu'il avait sur les sauvages, il parvenait enfin à rétablir le calme (43).

Son passage resta longtemps gravé dans l'esprit des pionniers du Pays des Illinois, comme les « beaux jours de Dartaguiette » (44). Son administration devait être malheureusement de courte durée. Lors de l'expédition de 1736 contre les Chicachas, il fut fait prisonnier et brûlé avec Vincennes, le Père Sénat, Jésuite des Kaskaskias, et dix-sept de ses compagnons (45).

Louisiane. Perrier écrivait en 1730, après la campagne des Natchez, qu'il s'était distingué d'une façon « qui fera toujours honneur, étant aussi brave que peu intéressé... », Arch. Col. C 13 A 12 : 298.

(41) Les habitants et les sauvages des Illinois avaient fait une requête pour sa nomination. Arch. Col. C 13 A 17 : 212.

(42) Arch. Col. C 13 A 16 : 301. Bienville au Ministre, 30 Septembre 1733.

(43) Arch. Col. C 13 A 18 : 225. Bienville au Ministre, 23 Avril 1734.

(44) Alvord, opus cit. p. 174.

(45) Arch. Col. C 13 A 22 : 252. Cremonat au Ministre, 21 Février 1737. Voir Relation de Claude Drouet de Richarville, prisonnier des Chicachas, Trois de ses frères furent tués. Arch. Col. C 13 C 4 : 202 et suiv.

ÉPILOGUE

La Buissonnière succède à Dartaguiette. — Seconde expédition infructueuse contre les Chicachas. — Administration de Bertet. — Renaud retourne en France. — Pendant la guerre de la Succession d'Autriche, les nations sont en pleine révolte. — La Galissonnière, son mémoire sur les Illinois. — Makarty succède à Bertet. — Les Cahokias sont massacrés par les Renards. — Reconstruction du fort de Chartres. — La guerre de Sept Ans, le rôle prépondérant des Illinois. — Ravitaillement des forts en hommes et en vivres. — Expéditions de Villiers et Aubry. — Prise de Québec, capitulation de Montréal. — Les Anglais dans tous les postes excepté aux Illinois. — Révolte de Pontiac. — Cession du fort de Chartres, 1765. — Prise de possession de la Louisiane par les Espagnols, 1766.

La Buissonnière, officier en second aux Illinois, fut appelé à commander, après la mort tragique de Dartaguiette. En été 1739, il se mettait à la tête de quarante soldats et deux cents sauvages illinois, pour se joindre à la seconde expédition contre les Chicachas, entreprise avec les forces conjuguées de la Louisiane et du Canada, et dont le résultat ne répondit pas aux minutieuses préparations de Bien-ville qui, désabusé et ne voulant pas se « raidir plus longtemps » contre sa mauvaise fortune, demanda son rappel (1).

(1) Arch. Col. C 13 A 27 : 52-54.

Plusieurs historiens ont prétendu qu'il avait été rappelé, voir Villiers du Terrage « Les dernières années de la Louisiane française », p. 23.

« Dès que vous persistez dans le dessein de vous retirer, le Roy vous en donnera la permission. » Le Ministre à Bien-ville. Arch. Col. B 72 : 33.

Il fut remplacé en 1742 par de Vaudreuil (Pierre de Cavagnac), troisième fils de l'ancien gouverneur du Canada (2).

La Buissonnière étant mort en décembre 1740 (3), Bienville, avant son départ, avait eu le souci de proposer à la cour, l'officier le plus qualifié de la colonie, le Chevalier Bertet (4), qui servait depuis 1732 ; mais comme ce dernier était en France, lors de sa nomination, il n'arriva aux Illinois qu'au mois de novembre 1742, et l'intérim avait été confié au Sieur Benoist de Saint-Clair.

En 1741, Renaud qui depuis vingt et un ans, s'occupait aux Illinois de ses entreprises minières, venait d'affermir sa concession à deux particuliers, et demandait au ministre la permission de retourner en France. En butte à toutes les difficultés : obligation, en 1726, d'abandonner sa mine de plomb, à cause des incursions des Renards, désintéressement de la Compagnie des Indes, pénurie de nègres, insouciance des habitants « trop paresseux », ses efforts lui coûtaient 198.663 livres. Avec le seul concours des sauvages, il avait pu cependant extraire jusqu'à quarante milliers de plomb par an,

(2) Arch. Col. B 74 : 10.

(3) « Je regrette, écrit Bienville, beaucoup cet officier qui avoit pris une parfaite connaissance des différents intérêts des nations de son département, et c'est à l'égard de ce poste une perte difficile à réparer. » Arch.Col. C 13 A 26 : 77.

(4) « C'est avec plaisir, monsieur, que j'ai agréé au Roy la proposition que M. de Bienville a faite de vous destiner pour la Majorité des Illinois... vous savez que ce poste est un des plus importants de la Colonie, tant par rapport à sa situation et à ses établissements, que par rapport à ses habitants françois et aux nations sauvages qui sont dans ces quartiers. » Le Ministre à Bertet. Arch. Col. B 72 : 6.

(5) Bienville au Ministre. Arch. Col. C 13 A 26 : 11-12.

et subvenir, non seulement aux besoins des postes illinois, mais aussi en expédier au Canada (5).

Au début de la guerre de la Succession d'Autriche, les Représentants des nations étaient descendus à Montréal et avaient assuré Beauharnois de leur fidélité ; ils firent même des incursions dans les villages anglais de la Caroline, sans grand résultat (6). Mais ces bonnes dispositions ne devaient durer qu'aussi longtemps qu'on pouvait leur fournir des armes et des marchandises, or les envois de France étant devenus impossibles et les prix ayant augmenté, les marchands refusèrent d'aller dans les postes, même avec des congés offerts gratuitement. Les sauvages se tournèrent donc vers les Anglais, qui de leur côté s'efforçaient de se les attacher, afin d'étendre leurs possessions sur l'Ohio, les grands lacs, et en chasser les Français.

Aux Illinois, la situation devint alarmante, sur les avertissements de Bertet, Vaudreuil, qui au mois de novembre 1745 (7), avait demandé à la cour de ne pas différer davantage l'établissement du fort si longtemps projeté sur Ouabache, revint à la charge en 1747 (8), mais Beauharnois, fidèle à sa politique, s'y était opposé, en alléguant que la détresse où se trouvait la colonie n'en permettait pas l'établissement (9). Il voulut même faire émigrer les Chouanons, qui étaient descendus dans le bas d'Ouabache, du côté de Détroit, sous prétexte de les éloigner des Anglais ; Bertet avait riposté qu'il se « porte-

(6) Beauharnois au Ministre. N. Y. Col. Doc. X : 20.

(7) Margry, VI : 661.

(8) Vaudreuil écrivait au Ministre : « J'en sens tellement la nécessité, que j'aurais pris sur moi de le commencer cette année, si je n'avais trouvé à ce sujet vos ordres trop précis. » Margry, VI : 663-664.

(9) Beauharnois au Ministre, N. Y. Col. Doc. X : 37.

roit fort », avec des marchandises, non seulement de les empêcher de commercer avec les Anglais, mais même de chasser ces derniers de l'Ohio (40).

En 1747, la révolte devint générale dans tous les postes ; aux Illinois, les Indiens préparaient le massacre de tous les Français afin d'y installer les traiteurs anglais (11) ; et Bertet n'avait dans ses magasins « pas une aune de drap », pas même suffisamment de munitions pour se défendre ; en outre sans aucun rapport depuis quinze mois avec la Nouvelle-Orléans, il doutait même que les Anglais ne se fussent emparés de la Louisiane. Dans cette extrémité, il fut contraint, pour concentrer ses forces, d'abandonner le fort de Chartres qui tombait en ruines et il transporta sa garnison au village de Kaskaskia (12).

*
* *

La Nouvelle-France, après le départ de Beauharnois, en 1747, avait eu le bonheur d'être gouvernée par La Galissonnière, officier de grande valeur (13).

(10)

(11) Arch. Col. C 13 A 27 : 85. Relation d'une conversation qu'un Anglais avait eue avec un sauvage illinois : « Le sauvage est heureux avec l'Anglais, il a nos marchandises à bon compte, notre marchandise est belle, nous plaignons l'illinois d'être si loin de nous... le François est un chien qui vous dévore, il n'a que de mauvaises marchandises et il les vend trop cher. »

(12) N. Y. Col. Doc. X : 143.

(13) La Galissonnière (Roland-Michel Barin, marquis de) Grand-Croix de Saint-Louis, lieutenant des armées navales. de l'Académie des Sciences, Gouverneur de la Nouvelle-France, chef d'escadre, commissaire des Frontières. (Le Jeune. Dict. Général du Canada).

Peter Kalm, grand Naturaliste suédois qui alla faire un

Dans un long mémoire qu'il fit à Maurepas sur le Pays des Illinois (14), il ne croyait pas que cette « petite colonie », malgré tous ses avantages, fût en état de réaliser des profits pour le roi ou pour des entreprises privées, mais considérait comme impérieux d'en assurer le maintien, parce qu'elle était « une des meilleures barrières » contre les ambitions anglaises.

« Le pays bien établi, continuait-il, nous rendrait formidable du côté du Mississippi et de la Louisiane ; si nous avions eu dans la présente guerre, quatre ou cinq cents hommes armés chez les Illinois, nous n'aurions pas été inquiétés, mais nous aurions même mené dans le cœur des établissements de l'ennemi, ces nations qui nous insultaient si souvent. »

Il recommandait qu'on s'occupât immédiatement de son établissement, sur des bases sérieuses, avec un programme de colonisation raisonné, par le Canada, qui mieux que la Louisiane, pouvait le réaliser, à cause de la facilité de communications. Ce pays, qui, bien peuplé, devenait un potentiel de force, était au contraire dans son état actuel, très vulnérable à l'invasion, et par un minimum de troupes (15).

voyage d'étude au Canada en 1749, écrit sur La Galissonnière, dans « Voyages dans l'Amérique du Nord », reproduit dans « Bulletin des Recherches historiques », 1905 : « Son savoir est vraiment étonnant et s'étend à toutes les branches de la science. ...je fus étonné de le voir tirer ses raisons de la politique aussi bien que la philosophie, des mathématiques et d'autres sciences. »

(14) De la Galissonnière à Maurepas, 1^{er} Septembre 1748. N.Y. Col. Doc. X : 134 à 136.

(15) Les Anglais devaient éprouver la sagacité de ces observations, trente ans plus tard, quand le Colonel Clark, à la

*
* *

Bertet mourut subitement en janvier 1749, et en attendant l'arrivée de son successeur, Benoist de Saint-Clair assura encore une fois l'intérim qui fut difficile, dans une atmosphère de révolte continuelle, et les colons contraints de porter leurs armes jusque dans l'église. Aussi, ce fut un soulagement quand Makarty-Mactigue, le nouveau Major-commandant, arriva à l'automne 1751 à la tête de quatre compagnies (16).

Un événement inattendu apaisa l'ardeur des révoltés, les Renards firent leur apparition pour venger quelques-uns des leurs, que les Cohokias avaient tués dans une embuscade ; avec leur férocité coutumière, ils tombèrent à l'improviste chez les Michigamias où s'étaient retirés les Cahokias, et tout le village, comprenant quatre-vingts hommes, femmes et enfants, fut anéanti (17).

En 1753, on reconstruisit le fort de Chartres. Les plans, faits l'année précédente, en évaluaient le coût à 450 mille livres, que le gouverneur réduisit à 200 mille ; le ministre trouvant l'entreprise trop onéreuse, en ordonna la suspension, mais quand la dépêche arriva en 1754, les travaux étaient déjà trop avancés. La garnison l'occupa en 1755, et bientôt il se forma un village d'une quarantaine de familles qu'on nomma Nouvelle-Chartres (18).

tête de cent cinquante Américains, s'empara, en 1778, des Illinois.

(16) Bossu, « Nouveaux voyages aux Indes Occidentales ». Bossu accompagna Makarty aux Illinois.

(17) Ibidem I : III.

(18) Ibidem I : 137 ; Arch. Col. C 13 A 37 : 77 et suiv.

*
* *

La guerre de Sept Ans, déclarée officiellement en 1756, avait réellement commencé, dès 1753, dans le bassin de l'Ohio, avec les prétentions du Gouverneur de la Virginie, la sommation de Washington aux Français de se retirer de cette région, et la mort de Jumonville, en 1754.

Pendant que la guerre faisait rage au Canada, le Pays des Illinois n'en contribua pas moins à jouer un rôle prépondérant dans le grand drame final.

Les Français, déterminés à résister, avaient construit, en 1753, le fort de la Presqu'Île, au sud du lac Érié, celui de la Rivière aux Bœufs, Machault, et en 1754, le fort Duquesne, au confluent des rivières Monongahela et Alleghany (aujourd'hui Pittsburgh).

Dès 1752, Makarty ravitailla les postes de Miami, Ouatanons et Détroit, et en 1753, il fut chargé de fournir des provisions pour un détachement que le Canada envoyait sur l'Ohio.

En septembre 1755, le commandant du fort Duquesne lui ayant demandé cent vingt milliers de farine et quarante de porc, il fit partir le capitaine Coulon de Villiers, frère de l'infortuné Jumonville. Après avoir remis les vivres au commandant du fort, anxieux de venger la mort de son frère, Villiers, à la tête de soixante hommes, s'en va assiéger le fort Granville, y met le feu, et fait prisonnière la garnison, qu'il emmène au fort de Chartres (19).

C'est ensuite le Major Aubry qui, en 1757,

(19) Arch. Col. C 13 A 36 : 307. Bossu, op.cit. 1 : 162.

érige un fort sur Ouabache et défait les Cherokees, commandés par les Anglais (20).

En 1758, à la tête d'un convoi de dix-sept bateaux de provisions et de munitions, il va ravitailler le fort Duquesne menacé par le Général Forbes ; le 14 septembre, il attaque une avant-garde anglaise qu'il refoule, et fait prisonnier le Major Grant. Mais le fort, ne pouvant résister contre des ennemis trop nombreux, est évacué, brûlé, et la garnison se retire aux Illinois (21).

1759, c'est la fin du conflit avec la prise de Niagara, Machault, Frontenac, et, en septembre, Québec. Avec la capitulation de Montréal en 1760, le drapeau français cessa de flotter au nord de l'Ohio, excepté aux Illinois (22).

Le traité de Paris cédait à l'Angleterre le Canada, et la rive gauche du Mississipi, y compris les Illinois. Par un traité secret signé à Fontainebleau le 3 novembre 1762, la France avait cédé la Louisiane à l'Espagne. Lorsqu'en 1764, Loftus quitta la Nouvelle-Orléans pour aller prendre possession du fort de Chartres, il fut attaqué sur le Mississipi par les Indiens, et contraint de redescendre.

La révolte de tous les sauvages de l'ouest, dirigée par Pontiac, rendait impossible toute occupation anglaise aux Illinois, ils ne voulaient d'autre « père » que le Français. Il fallut toute la persuasion de Saint-Ange qui commandait au fort de Chartres, pour les convaincre que la résistance était futile, et en juillet 1765, Pontiac s'étant soumis (23),

(20) Villiers, « Les dernières années de la Louisiane Française », p. 79 et suiv.

(21) Alvord, op. cit., p. 239 et suiv.

(22) Villiers, op. cit., p. 102 et suiv.

(23) Ibidem, p. 211 et suiv.

le Capitaine Stirling, à la tête de cent Montagnards Ecosais, se rendit aux Illinois, et le 10 octobre prenait possession du fort de Chartres (24).

Saint-Ange avec sa garnison de deux officiers et trente-cinq hommes, traversa sur la rive droite du Mississipi, qui n'avait pas été comprise dans la cession à l'Angleterre, et avec eux le tiers de la population des Illinois, qui, ignorant le traité de Fontainebleau, croyaient aller en terre française.

Enfin au printemps 1766, Sa Majesté Catholique d'Espagne, se souvenant que Sa Majesté très chrétienne de France, par « pur effet de la générosité de son cœur » lui avait cédé « en toute propriété, purement et simplement... tout le pays connu sous le nom de la Louisiane », daignait en prendre possession, et le 5 mars arrivait à la Nouvelle-Orléans, le représentant du nouveau maître

(22) Aujourd'hui dix Octobre mille sept cent soixante cinq, Louis Saint-Ange de Bellerive, capitaine d'infanterie commandant pour Sa Majesté très Chrétienne au dit fort de Chartres et Joseph Lefebvre, garde des magasins du Roy et faisant fonction de commissaire au dit fort, en conséquence des ordres que nous avons reçus des messieurs Aubry, chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint-Louis, commandant de la province de l'allouisiane et Foucault, commissaire contrôleur, ordonnateur de la dite province, pour céder à M. Sterling, nommé par M. de Gages, gouverneur de la Nouvelle-York et commandant général des troupes de Sa Majesté britannique dans l'Amérique et dans toute la partie gauche de la province de l'allouisiane, suivant le septième article du traité définitif de la paix conclue à Versailles, le 10 février 1763, entre Sa Majesté très chrétienne de France et de Navarre et Sa Majesté Britannique, le dit fort de Chartre.

Nous avons procédé à la cession des bâtiments suivants...

SAINT-ANGE, STERLING, HUMSEY, LEFEBVRE.

de la Louisiane, M. de Ulloa, qui mettait fin pour toujours à l'épopée française sur le continent américain (25).

(25) Le drapeau français fit une apparition éphémère en 1803, quand l'Espagne rétrocéda la Louisiane le 8 Décembre, et douze jours plus tard, le 20, la France en faisait la remise aux Etats-Unis, aux termes du traité du dix floréal (30 Avril 1803).

CONCLUSION

Les entreprises de la France aux Illinois, ne peuvent être appréciées isolément. Par son admirable situation, ce pays était destiné à concourir au développement et à la sécurité du Canada et de la Louisiane. Il devint au contraire un objet de convoitise, puis fut sacrifié à la cupidité d'une Compagnie qui, dans l'espoir d'immenses richesses, s'obstina à fouiller un sol fertile et naturellement défriché, au lieu de l'exploiter ; ensuite elle l'abandonna, au moment même où commençaient les incursions des Renards, que des appétits mesquins au Canada avaient intérêt à prolonger, servant ainsi les visées de leurs ambitieux voisins.

Les Anglais comprenaient en effet trop bien l'importance du pays des Illinois ; en s'en emparant, ils enfonçaient le centre de la puissance française, faisaient main basse sur le riche territoire des Grands Lacs, et affaiblissaient, en les séparant, les deux colonies sœurs.

En dépit de toutes ces vicissitudes, le pays continua de progresser et de faire l'objet de l'admiration des voyageurs et des mémorialistes contemporains. De toute la région du Mississipi, il n'y avait qu'aux Illinois où régnaient l'aisance et une quasi indépendance économique, et quand vint la lutte suprême, ils devinrent le grenier, le « garde-manger » de tous les postes de l'Ohio, y compris Détroit et Niagara.

On envisageait même, après la prise de Québec, d'évacuer le Canada, et avec les meilleures

troupes de la colonie de se retirer aux Illinois, et d'y établir une seconde ligne de défense, en attendant des secours de France qu'on ferait débarquer sur les côtes de la Caroline (1).

Sans prétendre vouloir refaire l'histoire, il nous est permis de nous demander quel aurait été le destin de l'Amérique, si le pays des Illinois, grâce à une forte population, eût pu maintenir l'ordre et le respect au sein des nations, et les empêcher d'aller chez les Anglais. Mais où trouver cet élément de force ?

En 1755, la population du Canada était de 66.000 âmes et avait à faire face à 1.200.000 Anglais, qui avaient accès, sur 350 lieues de littoral, à la mer dont l'Angleterre était maîtresse.

La prépondérance aujourd'hui, dans la grande famille américaine, de l'Etat qui fut « le Pays des Illinois » des Marquette, Joliet, La Salle, Tonty, de tous ces pionniers du régime français, est une apothéose de leur vision de l'avenir, et un monument impérissable à leurs efforts pour créer en Amérique une autre grande patrie.

Les Français, en Amérique, servirent bien la France.

Vu, le 30 avril 1938.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

VENDRIES.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

(1) Mémoire sur les positions des Français et des Anglais en Amérique (Au Ministre de la Guerre). N. Y. Col. Doc. X : 928-930.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Arch. Col. C II A 56 : 271.

Copie de la lettre de Du Tisé à Lignery :

« Mons^r,

« Je voy par La lettre que vous Escrivé à Mons^r De Boibriant que vous vous estes transporté à la Baye par Lordre de Mons^r De Vaudreuil ; il ne faut pas quil vous aye advertis de Pareils ordres de la Coure, Dont Jay Les pareilles de Mons^r De Morvil qui prévoit mestre bien contraire, de mesme sur le doute de nos françois dont il nest que trop vray, que Les Renards nous tuent tous les Jours, vous aurié du suspendre, et je ne saurois Croire quétant à la baye, vous navez appris quils dansoit tous Les Jours nos chevelures dans Les Nations où Les voyageurs vont tous Les Jours traiter de La poudre et des armes, pour venire nous deffaires ; ceux que vous rellescez nignore Pas Les Tourments que nous font ces Renards depuis mil sept cent dix huit. Le Griefe de nos sauvages que Je vous prie de Rendre Circulaire à Mess^{rs} amariton et Clinancoar, pour Empêcher suivant Lintention du Roy. Les nations avec qui vous avez fait faire la paix, de Continuer en Les faisant harceller pour en diminuer le nom-

bre comme vous le marqué par La votre, dont Jen Envoye coppie, comme vous, à la Coure, quils ont Le bras levé pour venire fondre sur nous. Les presents que vous Leurs avez donné, nous en fairont ressentir Leurs fureurs dans nos Quarties. Je repond que Les Illinois niront point chez eux, mais ils ce tienderont sur Leurs Gardes et moy et mes officiers, il est Innouy que nous soyons tué par notre Nation meme pour une Malheureuse Traitte de Castor, ne Croyé Pas Mons^r que Je pense sur vous, mais sur Les Traitteurs, dont nous avons preuve Certaine tant par La piste de nos francois que nos Illinois que lon vient tuer Tous Les Jours a notre poste, Les reponce de vos Sauvages vous en donneront des Preuves. Les renards vous ont trompée, nous nen avons aucun desclaves. Le Peut qui sont tombé entre Les mains des Illinois Lorsquil sont venu Les attaquer ont fait ce que ces mareaux méritoient et ont tant fait souffrire a dautres, plust a dieu en tenir Le dernier, Je vous repond quil n'engendreroit plus après Les cruautez quil font souffrire a nos francois de nos quartier, voila le Traittement quil y a Longtemp quils meritent. Je conte Mons^r que vous Envoyré coppie des griefes de nos sauvages et Les Notres à Mons^r De Vaudreuil. Je luy mande et comme Le premier de Mars il part un Navire a la Mère Jen Envoye une coppie à la Coure pour quelle y mette ordre, avec coppie de tout a Mes^{rs} De la Compagnie, ma pirogue est partis dhier elle ne doit pas estre que de dix huit Jours a se rendre. Je luy mande que Je Vous Connoist trop bien et trop bon serviteur du roy pour ne pas vous opposer aux tourments que ces renards nous font. Je Conte que vous me faire La Grace de me donner advis au plustost de ce quil ce passera, sil a quelques choses ences

quarties disposé de moy, permette moy dassurer mad^e de mes civilitez et mess^{rs} vos Enfans. Le douze avril dernier Les Renard ont tué quatre francois et un Naigre de Mons^r de Boibriant, voila votre doute assuré permette moy de me dire avec un très profond Respect.

« Au fort de Chartres des Illinois ce 14 Jenvier 1725 et a signé DUSTINÉ. »

Arch. Col. C 11 A 56 : 266-267.

Copie de la lettre envoyée à Du Tisé, Commandant au fort de Chartres, par le Père Boullenger, et corroborée par le Père de Kérében et l'abbé Thaumur de la Source, des Missions Etrangères :

« Monsieur...

« Jai Lhonneur de vous Envoyer Icy la Reponce du petit de sauvages qui se trouvent icy, celuy qui vous Porte la Parolle est un chef des Kaskacais nommé Anakipite fort considéré, il accompagne sa parolle dune alliance quil présentera au chat blan, pour Le Remercier de sa visite, elle est Pleine de Respect et de soumission a vos ordres, et tous Les autres chefs quand ils vienderont ne desavourent pas, vous demandé En particulier Mons^r Notre setiment, il ne sera pas bien differant de la parolle de Lillinois et adjoute, a ce quil dira mon sentiment pastient que voicy, cest aussy celluy de Mon^r Thomeur Superrieur de Missions des Kaskacais, qui le

ne craignant ny Lun ny Lautre, qu'il soit rendu signera avec moy, comme vous Le Juge a propos, publique, sy vous le Jugé a propos pour le bien publique, nayant d'autre veu et Estant parffaitement conforme a celle que nous avons pour Letablissement de La Religion et la Suereté du Pays.

« 1^{er} Nous Certiffions quil ny a point dans nos villages illinois dautres Esclaves renard qu'une fille qui est chez Le Chef des metchicamias, que led^t chef a promis de rendre quand on luy renderoit son fils Vensa prisonnier chez les Renards, et donné par eux aux Nations Leurs alliées. Nos Illinois estant dallieur absent nous navons point de Connoissance quil y en ait dautre parmis Eux. 2^e Mons^r Delignery na pas deu avoir Le moindre doute quand il a fait la paix, que les 5 françois dont il est parlé dans sa lettre Nayent esté tué ce printemp dernier, puisque Les Chevelures en ont este porte dans Les villages des Renards et que les Poux et autres nations des Laacs en ont esté Instruit ; dallieur quand il Lairoit ignorer, il scavoit au moins surrement qu'en 1719. Le nommé S^t hive avoit esté tué, et de ruisseau blessé, qu'en 1721 un soldat fut tué à la porte du vilaage des Kaskacias, dans les années suivantes Mons^r Nepveu a Esté deffait avec sa famille, quen 1723 Le Sueur et Lafond ont esté tué en chasse, que Lannée suivante Mons^r De S^t ange a esté attaqué, plus un soldat De tué, et ce printemp dernier Le Canot de Mons^r De Boibriant conduit par 4 françois et ses Esclaves, a Esté deffait, Les 4 françois Tué.

« Mons^r DeLignery na pas deu ignorer non plus que les illinois depui sLa paix nont pas quitté Leurs Terres, que sy le Renard a Esté cest quil vient frapper Lillinois, La destruction Du Rocher et de Pimithouy en sont des preuves.

« Dou nous pouvons conclure que les renards en ont imposé dans toutes leurs paroles, aux chefs françois, dou nous Concluons que la paix des Renard ne nous Convient point il sagiroit de la demander, il ne Convient point aux françois de la demander sy Le renard La demandoit on pourroit luy accorder en lobligeant a payer La mort des françois, ont peu Représenter a Mon^r De Lignery que La paix qui ce fait entre Les renards et les nations des Laacs est pernicieuse a cette province, et en va rompre absolument Le Commerce pour trois ou quatre nations dont Les renards avoient a ce deffendre Et naura que Lillinois a Combatre et Les françois son allié qui Le soutiennent.

« 3^e Sy mon^r Delignery apres avoir Escoutté ces raison, ne croit pas devoir ny pourvoir sur Le chant, sans attendre de Reponce du Mon^r de Vaudreuil ou de la Cour, rompre La paix quil a fait, il seroit necessaire au moins en attendant ces reponces obliger Le renard a une suspension darmes contre Les Illinois pendant tout le printemp et Lesté prochain, de sorte quil ne vint point frapper sur les Terres des Illinois et Mon^r Du tisé pourroit de son costé rassurer que Lillinois ne sortira point de ses Terres pour aller sur Les terres des autres mais Neantmoins ce gardera bien, En cas que le renard entre sur Les Terres des Illinois, pendant cette treve on auroit Le temps de seclercir des faits et parler a tous les chefs Illinois, on pourroit en Envoyer quelquuns avec des françois pour parlementer et Convenir des articles dune paix solide et durable dont un des Principaux seroit que celle des deux nations qui voudroient prendre Les armes seroit frappé aussitost de toute les autres qui auroient Esté temoin du Traitté.

« Voilà Mon^r notre sentiment a lun et a lautre

nous sommes avec un proffond Respect Des Caskas-
kias Le 10^e jan^{er} 1725. Thomur, Prestre, Boulanger,
de Kerebin Jesuite.

« Suite de Lettre.

« Monsieur Encore un petit mot..... Je vous
Envoy Mons^r cy Joint des Lettres Pour les Peres il
y en a dans le paquet pour Le Pere Beaubois qui
jra en france et Je Linstruit de cette paix de Mon^r
de Lignery, il en Instrura la Coure, vous pouré
aussy escrire un mot a Mon^r Raudot, Car Mon^r De
Vaudreuil amuse La Coure et mandra que cest notre
faute Sy nous navons pas La paix et parroit navoir
dautres veues que de faire couller lavance de Castor
et empecher en Laissant Le Renard fraper sur nous,
Le Pays de setablir et ferme Le commerce entre son
gouvernement et le vostre. Je nen dit pas davan-
tage Je vous envoie Le paquet de lunette que vous
demande Jay Lhonneur destre tres Parffaitement. »

BIBLIOGRAPHIE

I

SOURCES MANUSCRITES

1. — *Archives du Ministère des Colonies :*

Les documents sont répartis en plusieurs séries.

Série A : « Actes du pouvoir souverain », qui sont lettres patentes, édits, ordonnances.

Série B : « Correspondance Ministérielle et Ordres et Dépêches du Roy ». Cette série comprend 212 registres et 3 cartons, de 1663 à 1789. Ces registres renferment des pièces relatives aux Antilles, Canada et Louisiane, mais les n^{os} XLII bis et XLIII n'intéressent que la Louisiane, pour les années 1712 à 1731.

Série C : « Lettres reçues ».

C 2 « Compagnie des Indes Orientales ».

C 11 A « Canada : Correspondance Générale ». 124 volumes et 2 cartons. Ce sont les lettres au roi et au ministre de la Marine, par les gouverneurs, intendants, officiers, religieux. Cette source est très importante à cause des relations du Canada avec la Louisiane, les Illinois et les postes des Grands Lacs.

C 11 E « Canada » (16 volumes).

a) Règlement des limites entre les colonies françaises et anglaises de 1685 à 1762 (9 volumes).

b) Rivalités des colonies anglaises et françaises de 1689 à 1764 (1 volume).

c) Canada et Etats-Unis d'Amérique (1 volume).

d) Règlements des paroisses du Canada (1 volume).

e) Etablissements des divers postes au Canada, y compris les postes de l'ouest (4 volumes).

C 13 A : « Louisiane » : Correspondance générale, des Gouverneurs et autres officiers de la Louisiane. Cette série, avec C 11 A, est notre source principale, elle comprend 54 volumes et 1 carton de lettres non classées.

Série D. D 2 : Troupes des colonies, le volume LI : Louisiane, 1710 à 1757.

Série F (465 registres et 41 cartons).

F 3 : Collection Moreau de Saint-Mery, à elle seule 287 registres, vii à x traitent du Canada et xxiv la Louisiane.

Série G : « Etat civil des Colonies », 489 volumes, 5 cartons.

G 1 465 : Recensements de la Louisiane et Illinois, pour 1721-1732.

2. — *Archives hydrographiques* du dépôt des cartes, plan et journaux de la Marine.

Cartons : LXVII et LXVII² : Louisiane.

« Papier de Delisle », Les volumes 115 ix, x et xi renferment des pièces relatives à la Louisiane compilées par le géographe Delisle.

3. — *Bibliothèque Nationale* : Manuscrits Français, nouvelles acquisitions.

Collection Margry, relative à l'histoire des colonies et de la marine française. Les n^{os} 9290 : Entreprises de La Salle ; 9292 : La Salle, Henri de Tonty ; 9304 : Canada (1524-1527), lettres de Du Buisson, Montigny, La Source, Gabriel Marest, etc., le pays des Illinois, Détroit, Kaskaskia. La plupart sont des copies des Arch. Col., séries B, et C 11 A.

4. — *Séminaire des Missions Etrangères*.

Volume 344 : « Aux Tamarois ». Lettre de l'abbé Mercier à l'abbé de Montigny, 1732.

Volume 345 : « Missions du Séminaire de Québec chez les Tamarois ou Illinois, sur les bords du Mississipi, de 1698 à 1789 ».

5. — *Newberry Library*, Chicago, Ill. E.U.A. (Ayer collection).

De Gannes : « Mémoire concernant le pays illinois », 20 Octobre 1721.

II

SOURCES IMPRIMÉES

ALVORD (Clarence Walworth). — « Cahokia Records », 1778-1790 (Springfield Ill. 1907). Collections of the Illinois State, Historical Library, vol. 2.

- « Kaskaskia Records », 1778-1790 (Springfield Ill. 1909). Collections of the Illinois State. Historical Library, vol. 5.
- et CLARENCE EDWIN CARTER. — « The critical period », 1763-1765 (Springfield Ill. 1916), Collections of the Illinois State. Historical Library, vol. 10.
- and LEE BIDGOOD. — « The First Explorations of the trans-Allegheny Region by the Virginian, 1650-1674 » (Cleveland 1912).
- BOSSU, — « Nouveaux Voyages aux Indes Occidentales ; contenant une relation des différents peuples qui habitent les environs du grand fleuve Saint-Louis, appelé vulgairement le Mississipi ; leur religion ; leur gouvernement ; leurs mœurs et leur commerce », 2 vol. (Amsterdam, 1769).
- « Voyages dans l'Amérique Septentrionale, contenant une collection de lettres écrites sur les lieux, par l'auteur à son ami M. Douin (Amsterdam, 1777).
- COLLOT (George H. Victor), — « Voyage dans l'Amérique Septentrionale » (Paris, 1826).
- PITTMAN (Philip). — « The Present State of the European Settlement on the Mississippi, with a geographical description of that river, illustrated by plans and draughts ». Frank H. Hodder, ed. (Cleveland 1906).
- CHARLEVOIX (Pierre-François-Xavier de). — « Histoire et Description générale de la Nouvelle France, avec le Journal Historique d'un Voyage fait par Ordre du Roi dans l'Amérique Septentrionale », 3 volumes in-4° (Paris, 1744).
- DERNIS. — « Recueil ou collection des Titres, Edits, Déclarations, Arrêts, Règlements et autres pièces concernant la Compagnie des Indes Orientales, 4 volumes (Paris, 1755-1756).
- O'CALLAGHAN (Edmund B.). — « Documents relative to the Colonial History of the State of New York », 15 volumes (Albany 1853-1887).
- FLAGG (Edmund). — « The Far West : or a tour beyond the mountains. Embracing outlines of western life and scenery ; sketches of the prairies, rivers, ancient mounds, early settlements of the French », 2 vol. (New York, 1838).
- HENNEPIN S.J. (Louis). — « Description de la Louisiane, nouvelle découverte au sud-ouest de la Nouvelle France » (Paris, 1683).

- « Nouvelle découverte d'un très grand pays, situé dans l'Amérique, entre le Nouveau Mexique et la Mer Glaciale » (Utrecht 1697).
- « Nouveau Voyage d'un pays plus grand que l'Europe » (Utrecht, 1698).
- PALMER (William P.). — « Calendar of Virginia State papers », 11 volumes (Richmond, 1881).
- BREESE (Sidney). — « The early History of Illinois, from its discovery by the French, in 1673, until its cession to Great Britain in 1763 » (Chicago 1884).
- Rapport sur les Archives du Canada*, pour 1883, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889 supplément, et 1904, comprenant les séries A, B, C 11, et F des Archives des Colonies (Ottawa).
- MILLER SURREY. — « Calendar of Manuscripts in Paris Archives and Libraries relating to the History of the Mississippi Valley to 1803 », 2 volumes (Carnegie Institution of Washington Department of Historical Research, 1926). Inventaire complet des manuscrits qui facilite les recherches aux Archives.
- KASKASKIA CHURCH RECORDS, dans Illinois State Historical Society, Transactions 1904 (Springfield 1905).
- KELLOGG (Louise Phelps). — « Early Narratives of the Northwest, 1634-1690 » (New York, 1917).
- LE PAGE DU PRATZ. — « Histoire de la Louisiane contenant la découverte de ce vaste pays ; la description géographique ; un voyage dans les terres ; l'histoire naturelle ; les mœurs, coutumes et religion des naturels, avec leurs origines ; deux voyages dans le nord du Nouveau Mexique, dont un jusqu'à la mer du sud ; ornée de deux cartes et de 40 planches en taille-douce », 3 vol. in-12 (Paris, 1758).
- PERROT (Nicholas). — « Mémoire sur les mœurs, les coutumes et religion des sauvages », publié par Tailhan S.J. (Paris, 1864).
- SHEA (John Gilmary). — « Early Voyages Up and Down the Mississippi by Cavelier, St-Cosme, Le Sueur, Gravier and Guignas » (Albany, 1861).
- THWAITES (Reuben Gold). — « Jesuit Relations and allied Documents, Travels and explorations of the Jesuit missionaries in New France, 1610-1701 », 73 volumes (Cleveland, 1904).

LE MASCRER (Abbé J.B.). — « Mémoires historiques sur la Louisiane, composés sur les mémoires de M. Dumont, par M. L. L. M. » (Mons. l'abbé Le Mascrier), 2 volumes (Paris, 1753). Dumont était officier à la Louisiane et servit aussi en qualité d'ingénieur, voir à la Bibliothèque de l'Arsenal sous la cote 3450² son manuscrit original : « Poème en vers touchant l'Etablissement de la province de Louisiane connue sous le nom de Mississipy, avec tout ce qui s'est passé depuis 1716 jusqu'en 1741 ; le massacre des Français au siège des Natchez, les mœurs des sauvages, les danses, leurs religions, enfin ce qui concerne le pays en général ».

III

OUVRAGES

1. — *Ouvrages français*

- CHESNEL (Paul). — « Histoire de Cavelier de La Salle » (Paris, 1901, in-8°).
- GRAVIER (Henri). — « Découvertes et Etablissements de Cavelier de La Salle » (Paris, 1870).
- GAYARRÉ (Charles). — « Histoire de la Louisiane » Nouvelle-Orléans, 1845-1847, 2 volumes).
- FERLAND. — « Cours d'histoire du Canada », 2 volumes (Québec, 1882).
- GARNEAU (François-Xavier). — « Histoire du Canada, cinquième édition, revue, annotée et publiée avec une introduction et un appendice, par son petit-fils, Hector Garneau » (Paris, 1913).
- SULTE (Benjamin). — « Histoire des Canadiens Français, 1608-1880 », 6 volumes (Montréal, 1882). Le tome VI traite de la Louisiane et des Illinois.
- VILLIERS DU TERRAGE (Marc, baron de). — « Les Dernières Années de la Louisiane Française, Le Chevalier de Kerlerec, D'Abbadie, Aubry, Laussat » (Paris, 1904).
- LORIN (Henri). — « Le comte de Frontenac, Etude sur le Canada Français à la fin du XVII^e siècle » (Paris, 1895).
- GAGNON (Ernest). — « Louis Jolliet : découvreur du Mississipi et du pays des Illinois, premier seigneur de l'île Anticosti » (Montréal, 1913).
- ROCHEMONTEIX (Le Père de). — « Les Jésuites et la Nouvelle France au XVII^e siècle » (Paris, 1895-96), 3 volumes in-8°.

HEINRICH (Pierre). — « La Louisiane sous la Compagnie des Indes, 1717-1731 » (Paris, 1908). Incontestablement la meilleure autorité française sur la Louisiane. Travail personnel, presque entièrement inspiré des sources manuscrites.

2. — *Ouvrages américains*

ALVORD (Clarence Walworth). — « The Illinois Country, 1673-1818 » (Springfield, 1920). Histoire complète de la Louisiane et de l'Illinois, pour cette époque, où l'auteur a eu recours aux documents français en même temps qu'anglais.

MARTIN (Le juge). — « The History of Louisiana from the earliest period » (New Orleans, 1827-29), 2 volumes in-8°.

BANKCROFT (George). — « History of the United States from its Discovery », 10 volumes in-8° (New York, 1882).

GARRAGHAN, S. J. (Gilbert J.). — « The Catholic Church in Chicago, 1673-1781 » (Chicago, 1921).

— « Chicago under the French Regime » (Illinois State Historical Society, Transaction 1930).

— « New Light on Old Cahokia » (Illinois Catholic Historical Review 11 : 99-146).

— « Earliest Settlements of the Illinois Country » (The Catholic Historical Review, Vol. XV).

KELLOGG (Louise Phelps). — « The French Regime in Wisconsin and the North-West » (Madison, 1925).

— « The Fox Indians during the French Regime » (Wisconsin Historical Society, Proceedings, 1907).

MASON (Edward G.). — « Illinois in the 18th Century, Kaskaskia and its Parish Record, Old Fort Chartres, Col John Todd's record book (Chicago, 1881).

PARKMAN (Francis). — « Conspiracy of Pontiac », 2 volumes (Boston, 1910).

— « Count Frontenac and New France under Louis XIV » (Boston, 1905).

— « The Jesuit in North America in the Seventeenth Century », 2 volumes (Boston, 1905).

— « La Salle and the discovery of the Great West » (Boston, 1910).

— « Pioneers of France in the New World » (Boston, 1910).

Ce dernier volume, « Les Pionniers français », avec « Les Jésuites dans l'Amérique du Nord » ont été traduits par Mme de Clermont-Tonnerre. (B. Nat. Lk 12 1214, 8°, et Lk 12 1029, 8°).

- REYNOLD (John). — « The Pioneer History of Illinois, containing the discovery in 1673, and the history of the country to the year 1818, when the state government was organised » (Belleville, 1852).
- SHEA (John G.). — « The Bursting of Pierre Margry's Bubble » (New York, 1879).
- « The Catholic Church in Colonial Days, The Thirteen colonies, The Ottawa and Illinois country, Louisiana, Floride, Texas, New Mexico, and Arizona, 1529-1854 » (New York, 1886).
- « History of the Catholic Missions among the Indian tribes of the United States, 1529-1854 » (New York, 1855).
- « Discovery and Exploration of the Mississippi Valley with the original narrative of Marquette, Allouez, Membre, Hennepin and Anastase Douay (with a facsimile of the newly-discovered map of Marquette) » (New York, 1853).
- STEWART (John F.). — « Destruction of the Fox Indians in 1630 », Illinois State Historical Society, Transactions, 1902 (Springfield, 1902).
- « Further regarding the destruction of a Branch of the Fox Tribe », Illinois State Historical Society, Transactions, 1914 (Springfield, 1915).
- « Lost Maramech and Earliest Chicago, a history of the Foxes and their downfall near the great village of Maramech » (Chicago, 1903).
- THWAITES (Reuben G.). — « The Boundaries of Wisconsin », Wisconsin Historical Collections, volume 11 (Madison, 1888).
- « The History of Mackinac », Wisconsin Historical Collections, volume 14 (Madison, 1898).
- WINSOR (Justin). — « Cartier to Frantenac. Geographical discovery in the interior of North America in its historical relations 1534-1700 with full cartographical illustrations from contemporary sources » (Boston, 1900).
- « The Mississippi Basin. The Struggle in America between England and France, 1697-1793, with full cartographical illustrations from contemporary sources » (Boston).
- FORTIER (Edward Joseph). — « Establishment of the Tamarois Mission », Illinois State Historical Society, Transactions, 1908 (Springfield, 1909).
- BORGAS PALM (Sister Mary). — « The Jesuit Missions of the Illinois Country, 1673-1763 » (Cleveland, Ohio).
- WINCHELL (N. H.). — « Were the Outagami of Iroquois Origin ? », Mississippi Valley Historical Association, Proceedings, 1910-1911 (Cedar Rapids, Iowa, 1912).

Les Gouverneurs du Canada depuis 1672

- 1672 6 Avril. — Comte de Frontenac.
1682 1^{er} Mai. — Lefebvre de la Barre.
1685 1^{er} Janvier. — Marquis de Denonville.
1689 7 Juin. — Comte de Frontenac.
1698 29 Novembre. — De Callières.
1703 27 Mai. — Marquis de Vaudreuil (Philippe).
1725 10 Octobre. — Baron de Longueuil.
1726 11 Juin. — Marquis de Beauharnois.
1747 19 Septembre. — Comte de la Galissonnière.
1749 15 Août. — Marquis de la Jonquière.
1752 Mars. — Baron de Longueuil.
1752 Juillet. — Marquis Duquesne.
1755 10 Juillet-8 Septembre 1760. — Marquis de Vaudreuil (Pierre).

Commandants aux Illinois

- 1682 Tonty.
1683 De Baugy.
1700 De La Forest.
1702 Tonty.
1704 Desliettes.
1718 Boisbriant.
1724 Du Tisé.
1725 Desliettes.
1729 Du Tisé.
1730 Groston de Saint-Ange.
1732 Pierre Dartaguiette.
1737 La Buissonnière.
1740 Benoist de Saint-Clair.
1742 De Bertet.
1749 Benoist de Saint-Clair.
1750 Makacty.
1760 Neyon de Villiers.
1764-1765 De Bellerive de Saint-Ange.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — Situation du Pays des Illinois. — Sa position géographique. — Les grandes voies de communication entre les Grands Lacs et le Mis- sissipi. — La nation indigène des Illinois ; leur mi- gration forcée. — Les nations indigènes des Grands Lacs	7
CHAPITRE II. — Les pionniers de l'ouest. — Décou- verte du Mississipi, Marquette et Joliet. — Leur pas- sage aux Illinois. — Expéditions de Cavelier de La Salle au pays des Illinois. — Premiers établisse- ments : fort Crèveceur, fort Saint-Louis	13
CHAPITRE III. — Difficultés de La Salle aux Illinois. — Confiscation du fort Saint-Louis par La Barre. — Echec de La Barre avec les Iroquois	19
CHAPITRE IV. — Tonty, commandant du fort Saint- Louis. — Expédition de Denonville. — Incursions des Iroquois sur les Grands Lacs et aux Illinois. — Massacre de Lachine. — Mort de La Salle. — Tonty et La Forest successeurs de La Salle aux Illinois. — Retour de Frontenac. — Rétablissement des postes. — Heureux effets de sa politique. — Abolition des congés ; fermeture des postes. — Paix générale avec les Iroquois. — Le poste des Illinois favorisé. — Sage administration de Tonty et La Forest	23
CHAPITRE V. — Les premiers missionnaires aux Illi- nois. — Les Jésuites à Chicagou, aux Péorias, aux Kaskaskias, migration de ces derniers sur la rivière Kaskaskia. — Etablissement des Missions Etrangè- res aux Tamaroas ; celui des Jésuites. — Conflit de juridiction sur cette mission. — L'administration civile des missionnaires. — Aperçu des premières inscriptions sur les registres de l'état civil	33
CHAPITRE VI. — Fondation de la Louisiane par d'Iber- ville. — Ses grands projets sur le Mississipi. — Ap- préhension de la Nouvelle France. — Les mines aux Illinois. — Le Sueur. — Entreprise de Juche- reau sur l'Ouabache	49

CHAPITRE VII. — Les débuts pénibles de la Louisiane. — Concession de la colonie à Crozat. — Coopéra- tion indispensable du Canada. — Création de pos- tes sur le Mississipi ; celui de l'Ouabache. — Oppo- sition de Cadillac. — Rétrocession de la Louisiane au Roy	55
CHAPITRE VIII. — Concurrence commerciale des An- glais. — Les Renards. — Leur antagonisme pour les Français. — Leur politique. — Ils s'établissent à Détroit. — Appréhensions de Vaudreuil. — Leur défaite par Dubuisson. — Ils harcèlent les postes de l'ouest	61
CHAPITRE IX. — Première expédition contre les Re- nards. — Manoir et Dadoncour aux Illinois. — Épi- démie chez les nations. — Insuccès de la campa- gne. — Seconde expédition par de Louigny. — Il fait la paix avec les Renards. — Appréciation de cette campagne. — Mort des otages à Montréal. — Vaine tentative de Louigny à faire exécuter les con- ditions de paix	73
CHAPITRE X. — Cession de la Louisiane à la Compa- gnie des Indes. — Appréhension du Canada. — Ri- valité des deux colonies. — Délimitation des fron- tières. — Prétentions de Vaudreuil. — Réoccupa- tion des postes. — Ses efforts pour contrôler Ouaba- che	85
CHAPITRE XI. — Boisbriant commandant aux Illinois. — Construction du fort de Chartres. — Arrivée de Renault. — Formation du conseil des mines. — Erection des Illinois en Province. — Description du pays, ses villages : Kaskaskia, Saint-Philippe, Fort de Chartres, Cahokia, les villages indiens. — Occu- pation des habitants. — Déception de la Compagnie des Indes. — Elle se désintéresse du pays. — Reven- dications de Renault et de Boisbriant	93
CHAPITRE XII. — Les Renards recommencent les hos- tilités. — Ils forment une vaste confédération. — Accusations de Vaudreuil contre Boisbriant. — État déplorable aux Illinois causé par les incursions des Renards. — Ils se rendent maîtres de la rivière des Illinois. — Etablissement du fort d'Orléans sur le Missouri par de Bourgmont. — Tergiversations de Vaudreuil. — Réprimandes de la Cour. — Elle lui défend d'accorder des congés de traite ; insiste pour qu'il termine la guerre des Renards. — Plaintes de la Compagnie des Indes au ministre. — Vaudreuil	

sé disculpe ; il envoie Lignery faire une paix avec les Renards et les nations des lacs, sans y inclure les Illinois. — Situation désespérée aux Illinois ; récriminations contre Vaudreuil et Lignery	107
CHAPITRE XIII. — Intérim de Longueuil. — Amariton. — Politique agressive des Anglais. — Construction d'un fort à Chouegan. — Rétablissement des congés. — Lignery pacifie toutes les nations de l'ouest. — Projets de Lignery pour maintenir la paix	125
CHAPITRE XIV. — Beauharnois, gouverneur du Canada. — Il approuve le plan Lignery. — Etablissement d'une mission et d'un poste chez les Sioux. — Relation du voyage par le P. Guignas S.J. — Son passage chez les Renards	131
CHAPITRE XV. — L'importance d'établir un poste sur Ouabache, comprise par La Salle, Crozat et la Compagnie des Indes. — Politique rivale des deux colonies. — Vincennes, sa popularité chez les Miamis exploitée par la Compagnie. — La parcimonie de celle-ci arrête le projet de Ouabache. — Elle veut aussi abandonner les Illinois, ordonne la réduction de sa garnison. — Attitude énergique de Perrier. — Recensement du pays des Illinois. — Sa population hétérogène, le problème des successions provenant des mariages entre Français et Indiens	137
CHAPITRE XVI. — Les Anglais excitent les sauvages contre les Français. — Les Renards rompent le pacte. — Beauharnois décide une expédition contre eux. — La campagne de 1728. — Fuite des Renards. — Pillage de leurs villages. — Mécontentement de la cour. — Lignery cité en conseil de guerre. — Son acquittement	149
CHAPITRE XVII. — La fuite des Renards menace le poste des Sioux. — Evacuation du fort. — En descendant, les Français sont faits prisonniers par les Mascoutins-Kicapous. — Ces derniers se séparent des Renards, font la paix avec les Français. — Les nations à Montréal, Beauharnois attise leur animosité contre les Renards	159
CHAPITRE XVIII. — Difficultés de Perrier. — Il s'offre à entreprendre la réduction des Renards. — La révolte des Natchez. — Les Illinois sont du complot. — Il envoie des secours aux colons des villages illinois	165

CHAPITRE XIX. — Détermination de la cour à exterminer les Renards. — Paul Marin. — Dubuisson dirige une expédition. — Migration des Renards chez les Iroquois. — Ils sont assiégés aux Illinois. — Arrivée des armées de Saint-Ange, Villiers et Noyelles. — Le siège dure dix-neuf jours. — Fuite des Renards et leur destruction. — Les Nations, à Montréal, affirment leur loyauté. — Les Hurons de Détroit détruisent les Renards survivants. — Le poste de la Baye est rétabli	169
CHAPITRE XX. — Expédition de Perrier contre les Natchez. — Rétrocession, par la Compagnie des Indes, de la Louisiane et des Illinois. — Opinion de Perrier et Beauharnois : de quel gouvernement dépendra le Pays des Illinois ? — La cour maintient le <i>statu quo</i> . — Le commerce est déclaré libre. — Offensives anglaises, insolence des Illinois. — Désordres dans le pays. — Saint-Ange impuissant. — Retour de Bienville. — Dartaguiette est nommé commandant aux Illinois. — Il rétablit l'ordre ..	181
ÉPILOGUE. — La Buissonnière succède à Dartaguiette. — Seconde expédition infructueuse contre les Chicachas. — Administration de Bertet. — Renaud retourne en France. — Pendant la guerre de la Succession d'Autriche, les nations sont en pleine révolte. — La Galissonnière, son mémoire sur les Illinois. — Makarty succède à Bertet. — Les Cahokiàs sont massacrés par les Renards. — Reconstruction du fort de Chartres. — La guerre de Sept Ans, le rôle prépondérant des Illinois. — Ravitaillement des forts en hommes et en vivres. — Expéditions de Villiers et Aubry. — Prise de Québec, capitulation de Montréal. — Les Anglais dans tous les postes excepté aux Illinois. — Révolte de Pontiac. — Cession du fort de Chartres, 1765. — Prise de possession de la Louisiane par les Espagnols, 1766 ..	195
CONCLUSION	205
PIÈCES JUSTIFICATIVES	207
BIBLIOGRAPHIE	213

